Autour d'un cartulaire disparu : le *Livre noir* de la baronnie de Sauve (Gard). Enquête sur le document et pistes pour sa reconstitution

*Around a disappeared cartular: The Black Book of the Barony of Sauve (Gard).
Investigation of the document and leads for its reconstitution*

Vivien Vassal

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/pds/7604>

DOI : [10.4000/pds.7604](https://doi.org/10.4000/pds.7604)

ISSN : 2494-2782

Éditeur

Conseil régional Occitanie

Référence électronique

Vivien Vassal, « Autour d'un cartulaire disparu : le *Livre noir* de la baronnie de Sauve (Gard). Enquête sur le document et pistes pour sa reconstitution », *Patrimoines du Sud* [En ligne], 15 | 2022, mis en ligne le 01 mars 2022, consulté le 04 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/pds/7604> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pds.7604>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2022.

La revue *Patrimoines du Sud* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Autour d'un cartulaire disparu : le *Livre noir* de la baronnie de Sauve (Gard). Enquête sur le document et pistes pour sa reconstitution

*Around a disappeared cartular: The Black Book of the Barony of Sauve (Gard).
Investigation of the document and leads for its reconstitution*

Vivien Vassal

- ¹ En décembre 1991 s'est tenue à Paris une table-ronde organisée par l'École nationale des chartes et ayant pour thématique les cartulaires¹. De portée générale, mais mettant déjà l'accent sur la diversité des approches et des documents étudiés, les actes de cette table-ronde ont ensuite été utilement complétés et enrichis en 2002 par la tenue d'un colloque à Béziers². Ce dernier avait vocation à présenter plus spécifiquement un état de la recherche sur les cartulaires dans la France du Sud, alors stimulée par des programmes d'inventaire³, plusieurs entreprises d'édition⁴ et l'aboutissement de recherches universitaires⁵. Au cours de ces deux rencontres, les historiens invités ont manifesté un intérêt nouveau pour l'objet cartulaire plus que pour son contenu, ne considérant plus seulement les cartulaires comme des réservoirs d'informations, mais les étudiant pour eux-mêmes. La multiplicité des approches, les perspectives de recherches renouvelées⁶, ont bien été soulignées au cours de ces deux rassemblements. Les communications ont laissé cependant peu de place aux cartulaires de la fin du Moyen Âge ou de l'époque moderne. Le recensement des cartulaires des anciens évêchés d'Uzès et de Nîmes, s'il aborde la question des registres disparus, élude toutefois l'existence, dans ce même espace, de cartulaires laïques⁷. À titre d'exemple, le cartulaire de la seigneurie d'Alès, que l'on croyait perdu depuis la publication d'Henri Stein⁸ - inexactitude répétée en 1991 dans la contribution consacrée aux cartulaires français laïques⁹ - se trouve en réalité aujourd'hui (et depuis son entrée) à la Bibliothèque nationale de France¹⁰. L'exhaustivité n'étant bien évidemment pas possible dans le cadre scientifique strict des deux réunions précitées, on ne saurait

toutefois masquer l'impression que les absences des deux catégories marginales que sont les cartulaires tardifs et/ou disparus nous apparaît comme un biais induit par l'idée qu'un cartulaire posséderait une forme canonique en dehors de laquelle il existerait peu de place pour les documents divergents¹¹. La part belle faite aux cartulaires du XII^e siècle, issus d'établissements monastiques de préférence, répond sans doute aussi à un probable effet statistique¹². A contrario, l'intérêt pour les cartulaires tardifs serait proportionnel à la documentation disponible, à un défaut général d'informations ou à des critères d'identifications défaillants. Il est en effet peu aisé de s'intéresser à ces catégories marginales, et en particulier aux cartulaires disparus, puisque le document n'est plus là pour parler de lui-même¹³. Il faut alors recourir à de multiples sources, indirectes, sans pouvoir épuiser toutes les pistes et en ayant conscience des lacunes qui en résultent. Pourtant c'est bien cette direction, en quelque sorte à contre-courant, que l'on se propose ici de prendre, en mettant en lumière l'existence d'un cartulaire seigneurial de conception tardive et aujourd'hui disparu : le *Livre noir* de la baronnie de Sauve¹⁴ (fig. 1).

Fig. 1.

Sauve dans le contexte régional (entre Nîmes, Alès et Montpellier, entre garrigues et piedmonts cévenols). Les anciens sièges des évêchés sont signalés ainsi que le chef-lieu comtal de Maguio (alias Melgueil)

© DAO V. Vassal, 2021

- 2 Sous ce titre moderne se cachait un authentique cartulaire. Rien d'étonnant lorsque l'on sait que ce type de document seigneurial était rarement désigné par ce terme. Mais, en l'absence du document original, comment s'assurer qu'il s'agissait bien d'un cartulaire ? On se réfère ici à la définition proposée par la Commission de diplomatique, développée par les responsables du répertoire des cartulaires français pour les provinces ecclésiastiques du sud-est de la France. Le *Livre noir* était bien

un recueil de copies, établi par une personne physique ou morale, qui dans un volume (...), transcrit ou fait transcrire intégralement ou en extraits, des titres relatifs à ses biens, à ses droits, et des documents concernant son histoire ou son administration, pour en assurer la conservation et en faciliter la consultation¹⁵.

- 3 Lorsque Marcel Gouron, conservateur en chef et directeur des archives départementales de l'Hérault, publie en 1970 le répertoire numérique de la série G (clergé séculier), il semble identifier le document comme tel. C'est, à notre connaissance, le premier à mettre en lumière l'existence d'un registre spécifiquement dévolu aux titres de la baronnie de Sauve. Dans deux analyses issues de deux liasses différentes¹⁶, il signale d'abord un relevé « d'actes judiciaires, issus du *Livre noir* de la baronnie de Sauve, perdu, datés de 1276-1340 », relatifs à la seigneurie de Laroque-Aynier¹⁷, puis évoque la présence d'un « inventaire des titres » faisant figurer en tête « le *Livre noir* fait en 1593, rec. pap. 720 fol. *in-fol.* et rubr. 37 fol. *auj.* perdu¹⁸ ». Mais dans l'index de ce même répertoire il donne, sous le toponyme de Sauve, une entrée spécifique au « cartulaire (dit) Livre Noir » en ne renvoyant qu'à la première cote¹⁹. Dans l'esprit de l'archiviste il n'y avait donc aucun doute, ce qu'il avait pu entreapercevoir à travers les documents décrits correspondait bien à un cartulaire. Toutefois, l'évolution des pratiques et la remise à plat des critères définissant plus concrètement l'objet cartulaire incitent à la prudence. Bien des conclusions apportées lors du colloque de Béziers en 2002 sont en contradiction avec ce que l'on a pu comprendre du *Livre noir* à travers quelques indices matériels.
- 4 La date de conception écarte toute considération quant à l'influence de la culture juridique et notariale sur sa création, cet aspect s'appliquant davantage aux cartulaires des XII^e-XIII^e siècles. Il s'agissait en revanche d'un cartulaire laïque, puisqu'il avait été réalisé pour le seigneur de Sauve, mais considérablement tardif. Si l'on considère que les premiers modèles du genre apparaissent en Languedoc avec le cartulaire des Trencavel (c. 1186-1188²⁰) et le cartulaire des Guilhem en 1202²¹, on ne peut raisonnablement parler à son sujet de filiation ou de prolongement d'un genre. Sur le nombre de chartes qu'il contenait, on ne peut que donner un chiffre approximatif, se basant sur le nombre de folios (720 folios) et la rubrique (37 folios), soit entre 400 et 600 actes, ce qui le classe dans une moyenne par rapport à ces illustres aînés. Toute approche codicologique est impossible. Il ne fait pas non plus évidemment partie de l'âge d'or des cartulaires (entre 1070 et 1230²²), pas davantage que le support à partir duquel il semble avoir été conçu : le cartulaire de Maguelone, daté du milieu du XIV^e siècle. Ce dernier est d'ailleurs souvent considéré comme un simple recueil de chartes²³. Les indications données par un inventaire de titres appartenant à la baronnie de Sauve, réalisé en 1644, laissent entrevoir une copie de chartes, faite principalement à partir d'autres copies²⁴. On pourrait alors parler d'un cartulaire issu d'un autre cartulaire. En ce sens, il faudrait davantage le considérer comme un recueil de titres et non comme un cartulaire, bien que son authenticité ait été reconnue par les hommes qui en avaient l'utilité et ce, tout au long de l'époque moderne.
- 5 Sur ce constat, quel intérêt pourrait-on alors trouver aujourd'hui à cet objet introuvable et tardif ? Malgré ces deux défauts majeurs (cartulaire moderne et perdu), la recherche effectuée autour du *Livre noir* permet de répondre à deux questions fondamentales : quand et pourquoi ce « cartulaire » fut-il réalisé ? C'est ainsi à la fois l'histoire de la baronnie de Sauve qui est interrogée, et l'histoire du document. En effet, l'inventaire des titres de cette baronnie conservé dans le fonds de l'évêché de Maguelone indique qu'il s'agissait d'un registre réalisé en 1593 afin de collationner

toute la documentation afférente à la seigneurie de Sauve. Cette dernière, après avoir été confisquée par le roi de France à la famille des Bernard-Bermond d'Anduze-Sauve (1243), passa rapidement sous la domination des évêques de Maguelone (1293). Les droits seigneuriaux sont ensuite acquis par Henri de Montmorency (1590-1592), période où les actes qui « estoient dans les archives de l'évêché²⁵ » furent transcrits. Alors que le fonds d'archives restait à Montpellier, le duc de Montmorency fit procéder à la rédaction d'un document qui devait permettre de rassembler les principaux actes sur lesquels le nouveau baron pouvait asseoir ses droits. Mais de quels documents est-il question ? Dans quelle circonstance le *Livre noir* a-t-il disparu ? Est-il possible de retrouver sa ou ses traces et, dans le cas d'une perte définitive, est-il possible d'en retrouver le contenu afin d'en proposer une restitution ?

Une histoire de la baronnie de Sauve à travers la constitution de ses archives : mentions du *Livre noir*, recherches sur sa création et sa disparition

- 6 Comme évoqué précédemment, travailler sur un document disparu nécessite la consultation d'un grand nombre de sources, ouvrant sur de nombreuses pistes. Afin de rendre intelligible le parcours du *Livre noir*, le choix a été fait de mêler à la fois l'histoire de la baronnie de Sauve et celle du document. Cette approche permet de se familiariser avec l'espace géographique, les personnages et les événements que les documents décrivent, de présenter les sources dans leur contexte et de donner à voir les contraintes et les limites d'une telle reconstitution. Cette histoire se fera en sept temps. Les trois premiers couvrent l'émergence de la seigneurie de Sauve au Moyen Âge, depuis les Anduze-Sauve, jusqu'à la prise de possession des évêques de Maguelone, période au cours de laquelle se cristallise un premier fonds d'archives. Les trois suivants ont directement trait aux fluctuations de ces archives au cours de l'époque moderne, entre éparpillement et reconstitution d'une documentation propre à la baronnie, période au sein de laquelle le *Livre noir* ne semble être qu'une étape. Enfin, le dernier temps sera consacré à la perte du document, ou tout du moins, à la recherche d'une preuve tangible de sa disparition.

Les Anduze-Sauve et leur mémoire perdue (début du XI^e siècle - début du XIII^e siècle)

- 7 Avant d'aborder le contenu du Livre noir, il convient de donner quelques notions historiques relatives à la baronnie de Sauve. La rédaction du *Livre noir*, comme sa disparition, sont intimement liées à l'histoire de cette seigneurie. Cette dernière n'avait, du temps de la famille des Anduze-Sauve, aucun nom particulier, même si le seigneur de Sauve aimait s'intituler du titre exotique de satrape²⁶. Au sein du groupe familial, entre les XI^e et XIII^e siècles, le patrimoine va fluctuer, mais au seuil du XIII^e siècle la seigneurie de Sauve appartient aux Bermond²⁷. Le dernier seigneur du lignage fut Pierre Bermond VII (mort en 1254). Son père, Pierre Bermond VI, en épousant Constance, fille de Raymond VI, comte de Toulouse, avait scellé une alliance avec une famille puissante. La fidélité des Bermond envers les raimondins s'avéra fatale à partir de la guerre de conquête, dite Croisade contre les Albigeois (1209-1229). Soutenant son oncle, Raymond VII, comte de Toulouse, Pierre Bermond VII de Sauve se vit confisquer

ses domaines par Amauri de Montfort, chef de la Croisade. Cette confiscation se fit au profit de l'oncle de Pierre Bermond, Bernard VIII d'Anduze qui, le 15 avril 1220, rendait ainsi hommage de l'ensemble de ses biens. Au décès de Bernard VIII (en 1223), son neveu réussit à récupérer sa seigneurie de Sauve et celle d'Anduze, ne laissant aux héritiers de Bernard que des miettes²⁸. En 1226, Pierre Bermond VII devait cependant reconnaître toutes ses possessions au roi de France : Sauve, Anduze, sa part de seigneurie sur Alès, et plusieurs châteaux partagés avec d'autres coseigneurs²⁹.

- 8 L'ensemble patrimonial réuni par le seigneur de Sauve était alors très vaste, de la Baume-Auriol (commune de Saint-Maurice-Navacelles, Hérault) à l'ouest, en passant par Sauteyrargues (Hérault) au sud, Sommières au sud-est et Montpezat à l'est, les limites nord se perdant au cœur des Cévennes (Calberte, Florac). Pourtant il ne s'agissait encore que d'un amalgame de seigneuries éparses sans réelle unité territoriale (sauf peut-être la terre d'Hierle dans la partie occidentale des Cévennes, limitrophe de la zone des causses). Le roi de France ne prend pied dans la région qu'à partir des années 1226-1229, avec la pacification du Languedoc (expédition de 1226) et le traité de Meaux (1229). Par la reconnaissance de 1226, Pierre Bermond VII s'obligeait à agir comme fidèle vassal du roi de France, ce qu'il ne fit visiblement pas. Dans le cadre de ses recherches, l'historien Robert Michel avait déjà mis en évidence un conflit commençant vraisemblablement une dizaine d'années après la fin officielle de la Croisade. Il opposa directement Pierre Bermond au sénéchal de Beaucaire, représentant militaire du roi dans le pays³⁰. Révolté à rebours des autres grands féodaux (Raimond II Trencavel, Raimond VII de Toulouse), isolé, Pierre Bermond se vit dépouillé de presque tous ses biens et titres. Le Salavès et l'Anduzenque passèrent en 1243 directement dans le domaine royal. Une rente de 600 livres fut assignée à Pierre Bermond sur la terre d'Hierle, dernier lambeau de la puissante seigneurie des Anduze-Sauve³¹. Il ne semble pas qu'un chartier ait existé sous les Anduze-Sauve. Les documents qui ont pu être conservés à la suite de la déchéance de cette famille sont aujourd'hui très épars, rendant d'autant plus complexe tout essai de reconstitution de l'histoire de ces seigneurs et de leurs domaines.

Les rois de France et la baylivie de Sauve : formation territoriale et faiblesse de la documentation (1243-1293)

- 9 On pourrait penser que ce n'est qu'à partir de 1243 que des officiers royaux pénétrèrent dans les domaines alors contrôlés par le seigneur de Sauve et occupèrent durablement ses principaux châteaux. Dans les faits, plusieurs représentants du roi semblent installés à Sauve dès les années 1230, sans qu'il soit possible d'affirmer l'existence d'une entité territoriale qui correspondrait à une baillie ou à une viguerie³². À la même période un viguier de Sauve apparaît. Cette fonction héréditaire ne paraît pas non plus attachée à une circonscription de type viguerie, mais serait issue d'une tradition locale au même titre que la viguerie seigneuriale de Montpellier (fonctions militaires, de police et de justice, en l'absence du seigneur³³). La première mention d'une viguerie royale au sein de l'ancien fief des Bermond – la viguerie d'Anduze en 1247 – semble bien correspondre avec la mainmise sur ce territoire, effective à partir de 1243³⁴. Si Sauve est alors incluse dans cette viguerie, un châtelain de Sauve apparaît également à la même période, prémices d'une subdivision territoriale³⁵. Il reste cependant difficile d'affirmer qu'une telle division (viguerie ou châtelainie) existait avant 1243-1247. Le terme de baronnie est en effet lui aussi employé à la même période par le pouvoir royal pour

désigner une partie du patrimoine de Pierre Bermond VII. Une procédure judiciaire complexe, découlant de la situation laissée par l'éviction de ce dernier, semble engagée par Pierre Bermond lui-même en 1252. À cette date, Louis IX, roi de France, manda à l'archevêque de Bourges, aux évêques de Paris, de Senlis et d'Evreux, ainsi qu'à Geoffroy, archidiacre de Paris, de rendre à Pierre Bermond de Sauve, s'ils croyaient y être obligés, les domaines qui lui avaient appartenu et dont ce seigneur demandait restitution. La mort de Pierre Bermond VII, survenue deux ans plus tard, n'éteignit pas la demande de restitution, puisque Guilhem d'Anduze, fils de Pierre Bermond, se vit offrir le 8 juin 1254 la possibilité de récupérer la seule terre d'Hierle (en héritage légitime de son père³⁶). Cet acte, jugé insuffisant, devait conduire Guilhem d'Anduze à renouveler la demande faite par son père en 1252, jusqu'à une sentence le déboutant définitivement en 1259³⁷. Il réclamait alors la baronnie de Sauve, injustement arrachée par les hommes du roi. L'expression ne semble pas désigner un territoire précis, mais bien l'ensemble des biens confisqués par le roi en 1243³⁸.

- 10 Au sein de ce patrimoine, semblent toutefois se dessiner les contours de ce qui sera la baronnie de Sauve. Un bayle royal, Bernard de *Quintilho* ou *Quintillio*, est assurément installé à Sauve dans les années 1235-1236³⁹. De même, la viguerie d'Anduze, dans laquelle était initialement incluse Sauve, apparaît bien plus tôt que 1247. Un représentant royal est en effet signalé dès 1234, puis en 1241 : Henri de Sauzet, viguier d'Anduze reconnaît en 1234, la propriété de Pierre des Arbres sur un moulin *sive resclausa*, sis à la rivière du Crespenou (*Crespenonis*) avec faculté d'y construire *resclauses* ou *paissières*. Il lui concède également la faculté de créer une nouvelle voie d'accès à son moulin⁴⁰. On voit ici agir un agent royal comme s'il détenait déjà des prérogatives seigneuriales. La rivière du Crespenou, affluent du Vidourle, traverse le nord de la baronnie de Sauve depuis Monoblet et rejoint le fleuve à quelques centaines de mètres de la ville de Sauve. Les indications topographiques données par l'acte (chemins de Conqueyrac et de Sauve) incitent à restituer les droits concédés par le viguier au nord immédiat de Sauve. Le viguier d'Anduze cité en 1241 n'est autre que Bernard de *Quintillo*, bayle de Sauve entre 1235 et 1236⁴¹. La révolte de Pierre Bermond VII à partir de 1239, pourrait ainsi s'expliquer par cette présence non désirée et envahissante, au cœur de ses domaines, alors que le roi n'y avait théoriquement qu'un droit de suzeraineté et non des droits et usages directs. À partir de 1243, un bayle de Sauve agit directement pour le roi, ce dernier étant alors pleinement seigneur de Sauve⁴². La structuration de l'administration royale et la pénétration d'un groupe d'hommes affiliés à celle-ci, dès avant 1243, incite donc à penser que les contours des anciens fiefs des Bermond, vont être redessinés vers le milieu du XIII^e siècle, avec la mise en place des officiers royaux mineurs (les *ballivi minores*). Malgré l'existence de bayles dans les comtés perdus par les seigneurs du Midi, antérieurement à la Croisade, on pense que les offices de bayles ont été créés ex-nihilo et précocement dans les territoires spoliés des Anduze-Sauve. On les trouve dès avant l'éviction de Pierre Bermond VII, afin d'assurer au roi une assise pour ses futures « acquisitions ». Ainsi les bayles, dans les terres des Bermond, précédèrent la prise en main effective et accompagnèrent, par un travail de sape, l'extension du domaine royal⁴³. Ce territoire administratif en formation, prendra sous les rois de France le nom de baylie (ou baylivie) de Sauve au détriment de celui de baronnie, terme rappelant la domination seigneuriale des Bermond. Avec les officiers royaux se met en place un cadre administratif favorable à la constitution d'un fonds archives.

Les évêques de Maguelone et la fixation de la documentation (c. 1293 - c. 1366)

- ¹¹ Le pouvoir royal ne resta en possession de la seigneurie de Sauve que cinquante ans. Les traces de l'activité des officiers royaux, à la veille de l'échange de la baronnie de Sauve, contre la part épiscopale de la ville de Montpellier (en 1293), sont encore perceptibles⁴⁴. Les droits du roi sur la baylie de Sauve, terme plus fréquemment usité pour désigner la circonscription où s'exerçait le pouvoir du bayle, furent permutés contre la partie épiscopale de Montpellier (Montpellierét), l'autre partie de cette ville étant tenue en fief de l'évêque de Maguelone par les rois d'Aragon et de Majorque. Pour Philippe IV le Bel cet échange était l'occasion de prendre pied dans une cité prospère, au cœur de la seigneurie des rois de Majorque, dont il souhaitait atténuer l'influence. Quant à l'évêque de Maguelone, qui avait adjoint à son titre de prélat celui de comte de Melgueil depuis l'inféodation faite à son profit en 1211, il pouvait agrandir son temporel avec une seigneurie bordant directement son comté par le nord. Cependant les revenus de la baylie de Sauve seule, estimés à 360 livres par an, étaient jugés insuffisants par Bérenger Frédol, évêque de Maguelone (1263-1296). L'échange fut donc complété par la châellenie et baillage de Durfort (avec Fressac, Monoblet et Saint-Martin-de-Sossenac) et par la châellenie de Poussan (Hérault), afin d'atteindre 500 livres de rente par an⁴⁵. Ces transactions vont surtout permettre de reconnaître les limites de la baronnie de Sauve, entité aux contours flous jusqu'alors (fig. 2).

Fig. 2

Limites et composition de la baylie de Sauve à la fin du XIII^e siècle d'après l'*Instrumentum limitationis baillivie Salvii* (ROUQUETTE 1921, p. 624-631, n° CMLXXXII, 21 janvier 1294). Les limites occidentales ne sont pas données de manière explicite, contrairement à celles qui placent Sauve comme épïcêtre d'une entité seigneuriale homogène. Les possessions du roi à l'ouest, plus diffuses, sont situées au cœur de territoires où plusieurs seigneurs se partagent des droits, dont l'évêque de Maguelone en tant que comte de Melquiel

© DAO V. Vassal, 2021

- 12 Les modalités des accords intervenus entre le roi de France et Bérenger Frédol, ainsi que les divers actes produits pour l'occasion, sont relativement bien connus, l'ensemble de cette documentation couvrant une centaine de chartes copiées dans le cartulaire de Maguelone, toutes datées des années 1292-1294⁴⁶. Ce recueil de chartes conserve à la fois les documents relatifs à l'échange et tous les actes couvrant la période de domination des évêques de Maguelone sur la baronnie de Sauve (de 1293 jusqu'au milieu du XIV^e siècle), mais il enregistre également la mémoire de quelques actes antérieurs. Le nombre très réduit de documents couvrant la période des seigneurs d'Anduze-Sauve (fin XI^e siècle-début XIII^e siècle) présage qu'aucun chartier seigneurial n'a vraisemblablement subsisté ni sans doute existé. Il y a d'ailleurs une vraie difficulté à reconstituer l'ensemble de leur patrimoine et même à restituer une généalogie fiable, ce travail passant par le récolement d'une documentation totalement éclatée dans divers cartulaires locaux et quelques sources royales⁴⁷. Lorsque des lacunes documentaires se font jour, elles peuvent être le fruit de négligences comme le fait de manipulations de la part d'individus (vainqueurs comme vaincus) qui s'arrangent alors pour faire disparaître un certain nombre de chartes jugées embarrassantes⁴⁸. La période royale (1243-1293) semble avoir contribué à un premier tri de cette documentation. La quantité de chartes relatives à la baylivie de Sauve, antérieures à 1293, à savoir une centaine⁴⁹, sur un total très approximatif de 800⁵⁰, laisse en effet entrevoir une conservation probablement très partielle de la documentation.

L'importante présence d'actes ayant trait au castrum de Corconne incite à penser que les archives étaient mieux tenues pour certains lieux, ou que l'évêque avait dû plus spécifiquement s'employer à reconstituer des dossiers par seigneuries, alors que d'autres secteurs restent dans l'ombre⁵¹. Les documents les plus anciens, comme ceux traitant de l'échange lui-même, semblent avoir été fournis à l'évêque par l'administration royale⁵². Si pour l'heure il est difficile de trancher sur la provenance exacte du fonds dont hérite l'évêque de Maguelone, cet échange explique cependant en partie pourquoi, lorsque l'on s'intéresse à l'histoire de Sauve et de sa baronnie, l'un des principaux fonds d'archives attaché à cette région ne se trouve pas aux archives départementales du Gard, mais aux archives départementales de l'Hérault, dans le fonds du clergé séculier, et plus spécifiquement dans celui de l'ancien évêché de Maguelone / Montpellier⁵³. Les pièces anciennes du chartrier épiscopal n'ayant pas été conservées pour la baronnie de Sauve, le cartulaire de Maguelone s'avère être aujourd'hui la principale source d'information pour connaître son histoire au Moyen Âge. Toutefois, résumé ainsi, le sort des archives de la baronnie élude bien des péripéties.

Ventes et retours de la baronnie dans le giron épiscopal : entre éparpillement documentaire et constitution d'un fonds d'archives (fin XVI^e siècle - fin XVIII^e siècle)

- 13 C'est donc par l'échange de la baylivie de Sauve contre la seigneurie épiscopale de Montpellier que le fonds d'archives de la baronnie de Sauve se retrouva inclus dans celui de l'évêché de Maguelone. Le chartrier, compilé à son tour dans le cartulaire de Maguelone, était constitué d'une partie des fonds réchappés des seigneurs de Sauve, d'une partie recueillie de l'administration royale, mais semble surtout avoir été principalement reconstitué par les évêques de Maguelone, entre la fin du XIII^e siècle et le milieu du XIV^e siècle. Dès lors il va subir plusieurs éliminations et tentatives de recomposition, à mettre notamment en relation avec divers changements de propriétaires.

Désordre relatif des titres suite à la première et à la seconde vente de la baronnie (1563, 1590)

- 14 En effet, si les évêques de Maguelone, puis de Montpellier - avec le transfert du siège depuis l'île de Maguelone vers la ville de Montpellier en 1536 - conservent leur seigneurie de Sauve en continuité durant près de trois siècles, les soubresauts des guerres de Religion les contraignent à se séparer une première fois de la baronnie⁵⁴. C'est en 1570, que l'évêque de Montpellier l'aurait vendue à Simon Fizes⁵⁵. D'autres documents signaleraient que cette vente « du temporel de l'église de Montpellier » en faveur du Sieur Fizes, aurait en fait eu lieu dès 1563 ou 1565, sous l'épiscopat de Guillaume II Pellicier⁵⁶. Quelle que soit la date exacte de cette aliénation, Simon Fizes profita peu de temps de son titre, puisqu'il décéda en 1579. Une partie des droits seigneuriaux semble faire retour aux évêques, alors que les héritiers de Fizes en conservent l'essentiel, en même temps qu'une partie des archives. En 1574, Antoine de Subjet, nouvel évêque de Montpellier (1573-1596) cherchait à annuler cette vente. À partir de 1579, le procès pendant entre l'évêque et Simon Fizes se poursuivit avec Madeleine Fizes, sœur et unique héritière de Simon Fizes. Cependant, une nouvelle taxe

sur l'évêché contraignit l'évêque à remettre en vente la baronnie. C'est ainsi qu'en 1590, Henri de Montmorency, duc de Montmorency, gouverneur de Languedoc depuis 1563, pair et maréchal de France, la racheta pour 16 000 livres. Déjà comte d'Alès depuis 1575⁵⁷, « monseigneur le duc » s'implante encore davantage personnellement dans la région, dans une période troublée par les conflits religieux, combats auxquels il prend d'ailleurs une part prépondérante, en tant que principal artisan de l'union entre catholiques et protestants. L'évêque de Montpellier, toujours à la manœuvre dans les affaires touchant la baronnie de Sauve, s'est cependant réservé quelques droits, sur le marché de Saint-Hippolyte, par exemple, et sur une quarantaine de fiefs déjà vendus partiellement à des particuliers comme Durfort⁵⁸. Quant à Montmorency, c'est surtout un « politique », son ambition n'est pas de créer une principauté catholique au cœur des Cévennes protestantes : il s'attache davantage à valoriser son patrimoine en utilisant les forces en présence. Reste encore à convaincre les anciens possesseurs de la légalité de la manœuvre. Certaines procédures soulevées entre l'évêque, le Chapitre Saint-Pierre de Montpellier et la famille de Fizes sont conclues par le gouverneur en 1592. Un accord fut passé avec monsieur de Castelnau (Jean des Ursières), époux de Madeleine de Fizes, par lequel entre autres, madame de Castelnau devait remettre au sieur de Ratte, procureur général à la cour des aides de Montpellier, ou au sieur Tuffany, président en la chambre des comptes de Montpellier, « tous et chacuns les papiers, tiltres, et documents anciens et modernes tant ceux qu'elle peut avoir en original, que par extraicts, concernant ladite baronnie⁵⁹ », dans les six mois suivant la ratification de la convention. Ces papiers seront alors rendus au duc de Montmorency. De même, il est spécifié que madame de Castelnau devra restituer aux mêmes officiers les papiers concernant l'évêché de Montpellier, parmi lesquels un dénombrement signé par le sieur Dampmartin (Pierre Dampmartin, gendre de Madeleine de Fizes⁶⁰).

- 15 Dans une liasse d'inventaires du fonds de l'évêché, sont aujourd'hui réunies quelques pièces montrant que cet article ne fut pas entièrement respecté. Une lettre datée de 1593 et adressée à l'évêque de Montpellier, Antoine de Subjet, montre que Pierre Dampmartin et le Sieur de Castelnau, son beau-père, étaient toujours en possession de titres et documents que le duc de Montmorency voulait récupérer. Le 28 décembre 1596, de Ratte, procureur général de la cour des aides, devait encore recevoir quelques pièces de la part de l'héritier de l'évêque, parmi lesquelles semblait se trouver le cartulaire de Maguelone (au moins les registres A, B, C et D⁶¹). Pour quels motifs le neveu et héritier d'Antoine de Subjet se voyait être contraint de livrer une partie des archives laissées à sa charge ? Depuis le rachat de la baronnie par le duc de Montmorency, ces pièces avaient en fait transité entre plusieurs mains⁶². Un certain désordre semblait régner sur les archives de l'évêché, les guerres de Religion ayant sans doute contribué à accentuer le phénomène.

Le rôle d'Henri de Montmorency et de ses héritiers dans la constitution et la mise en forme d'un fonds d'archives propre à la baronnie (c. 1590-1644)

- 16 Afin de régulariser la situation, le duc de Montmorency commande vraisemblablement dès 1593 la rédaction du *Livre noir*, registre qui devait contenir tous les actes relatifs à la baronnie de Sauve, conservés dans les archives de l'évêché de Montpellier. Les documents de l'époque se rapportant à cette opération n'ont malheureusement pas été retrouvés⁶³. De fait, on ne connaît l'existence de ce travail de compilation qu'à travers un inventaire des titres réalisé en 1644, sans doute à l'occasion d'un changement de la

fonction tutélaire de garde des archives de la baronnie⁶⁴. On sent poindre ici la nécessité d'éclairer Henri de Montmorency, nouveau baron, sur la qualité et la profondeur historique de ses droits, par une mise au point documentaire : il convenait de rassembler une documentation éclatée entre l'évêque et les Fizes depuis la vente de la baronnie. La remise en ordre des archives semble également transparaître dès la prise de possession (17 octobre 1590), où parmi les apparentes concessions faites aux habitants de la baronnie de Sauve, on remarque toutefois qu'Henri de Montmorency se réserve les censives et autres droits de directes sur les terres qui en sont déjà chargées, « telles que se treuveront couchées et contenues en antiens terriers, tiltres et enseignements dudit Sr⁶⁵ ». Le récolement ordonné par le baron de Sauve ne semble pas avoir d'autre but que d'asseoir convenablement son pouvoir sur la baronnie en se reposant sur des actes authentiques et des instruments de gestion pratiques. C'est en tout cas clairement la fonction d'un autre manuscrit adressé au comte d'Alès faisant la liste des biens de tous ses vassaux, sorte de compilation d'aveux et dénombrements, anciens et modernes, donnant un état sommaire de l'ensemble de la seigneurie du duc de Montmorency dans ses domaines cévenols (comté d'Alès, baronnies d'Anduze, Sauve, Bagnols, Saint-Étienne-Vallée-Française, Florac⁶⁶). Réalisé en 1596, il est chronologiquement assez proche de la date de rédaction du *Livre noir*, et à en juger par sa conception, il s'agit de manière évidente d'un outil pratique plus que d'un document de prestige⁶⁷.

- 17 À partir du début des années 1590 commence donc la mise en forme d'un fonds d'archives spécifique à la baronnie de Sauve. Le travail de récupération et de conservation de ce fonds semble avoir été laborieux, même si l'on manque d'information sur sa constitution jusqu'au milieu du XVII^e siècle. Ce n'est qu'à cette période qu'il nous paraît avoir pris une certaine dimension et que sa gestion semble établie par l'intermédiaire d'un garde attitré. Entre-temps, le duc de Montmorency avait cédé à sa fille Charlotte (1571-1636), le comté d'Alès et la baronnie de Sauve⁶⁸. En épousant, en 1591, Charles de Valois, duc d'Angoulême (1573-1650), fils naturel du roi Charles IX, Charlotte de Montmorency faisait passer l'ensemble patrimonial dans cette famille. Le couple Montmorency-Angoulême devait continuer la vente par portions de certains droits, de quelques biens mobiliers et de parts de justice, dépeçage amorcé sous les Fizes, alors même que les accords passés en 1590 entre Henri de Montmorency et les habitants de la baronnie stipulaient bien qu'elle ne devait jamais être aliénée, sauf en un seul bloc et à un seigneur égal ou plus puissant que l'actuel détenteur⁶⁹. Ainsi en 1611, au mépris de cet accord, Charles de Valois et Charlotte de Montmorency vendirent la justice moyenne et basse de Montoulieu en faveur de Benjamin Aubanel, sieur de la Dèvèze⁷⁰. Parallèlement les évêques de Montpellier poursuivaient les procédures en vue de récupérer la baronnie, malgré la vente effectuée en 1590. Après le décès d'Antoine de Subjet, survenu en 1596, son successeur Guitard de Ratte (évêque de 1596 à 1602) intenta procès afin de se ressaisir de la baronnie, instance poursuivie par Jean Garnier (1602-1607) et Pierre de Fenouillet (1608-1652), évêques de Montpellier. Ce dernier passa finalement un accord avec Charlotte de Montmorency. Pour conserver la baronnie, madame d'Angoulême devait donner 8 000 livres, plus 4 000 livres d'intérêts, sommes qu'employa Fenouillet à la construction d'une maison au domaine du Terral (Saint-Jean-de-Védas, Hérault⁷¹). Il faut finalement attendre le début des années 1660 pour voir les évêques récupérer la baronnie de Sauve. François de Bosquet (1655-1676), successeur de Fenouillet, forme lui aussi une nouvelle instance au Grand Conseil, contre madame de Joyeuse, héritière du duc d'Angoulême, qui aboutit à la récupération pure

et simple de la baronnie⁷². Dans l'intervalle, d'autres procès marquent la seigneurie des Angoulême. Dans les années 1620-1630, le duc d'Angoulême s'efforça de réduire le pouvoir du viguier de Sauve (office héréditaire indépendant du seigneur), ce qui entraîna inévitablement de nouvelles procédures. Des pièces sont produites pour Hercule de Valobscure (ou Valoscure, ou encore Valescure), alors viguier de Sauve, mais aucune ne semble issue du *Livre noir*⁷³.

- 18 Après que les héritiers du duc de Montmorency eurent finalement récupéré un ensemble de documents relatifs à la baronnie, une réorganisation des archives semble avoir lieu dans le courant des années 1640. Alors que les archives de l'évêché de Montpellier semblent ne plus contenir que deux registres d'hommages et dénombremements en relation avec Sauve⁷⁴, plusieurs documents datés de 1644 montrent comment s'était constitué le fonds d'archives de la baronnie, quels étaient les documents qui en formaient le cœur et qui en avait la gestion. Deux copies d'inventaires attestent de cette organisation. La première, datée du 7 mai 1644, se trouve dans les papiers de procédures de monsieur de Ferrières, viguier de Sauve⁷⁵. Il s'agit d'un inventaire des titres et reconnaissances de la baronnie livré par monsieur de Cabrières et remis sur l'ordre de monseigneur le duc d'Angoulême à David Delmas, abbé de Sauve⁷⁶. Plusieurs registres de reconnaissances couvrant, en totale discontinuité, les années 1321 à 1586, sont ainsi signalés. En revanche, aucun document ne paraît correspondre au *Livre noir* (Annexe 1).
- 19 La mention de monsieur de Cabrières est intéressante, car elle permet de faire le lien avec les affaires précédentes. Sous le nom de monsieur de Cabrières, agit en réalité Louis Duranc, seigneur de Ferrières, docteur ès droits, juge en la ville et baronnie de Sauve. Ce dernier avait épousé, en 1630, Gilette de Valobscure, fille et héritière d'Hercule de Valobscure, qui reste viguier jusqu'au début des années 1640. Le rôle précis du sieur de Cabrières dans la délivrance des titres à l'abbé de Sauve n'est pas clairement explicité à travers ce seul reçu d'inventaire, et il faut en puiser les motifs dans des documents plus tardifs. En 1679, sous l'épiscopat de Charles de Pradel (1676-1696), Hercule Duranc de Vézénobres, seigneur de Ferrières et Valgrand, bailli et gouverneur de Sauve, fils de feu Louis Duranc, juge de Sauve, se fait inféoder par l'évêque Pradel (alors baron de Sauve), la seigneurie du château de Valfonts, domaine situé sur la route de Durfort, à moins de 2 km au nord de Sauve. La minute de cette inféodation se révèle d'une profondeur historique étonnante, avec le rappel de la charge de viguier (héréditaire et féodale) et la nature de cette fonction (lever le ban et l'arrière-ban pour la guerre, garder les forteresses). Dans ce long mémoire, plusieurs faits relatifs à la charge de viguier sont rappelés, notamment le procès avec le duc d'Angoulême (dès 1636). On trouve également un court historique sur la transmission de l'office depuis 1236, inclus ici pour justifier des droits du viguier (notamment le 12^e des lods et ventes, le 20^e des justices et amendes), droits un temps perdus au profit du comte d'Alès, Louis de Valois (fils de Charlotte de Montmorency). Ce dernier réussit, suite à une transaction passée en 1643 avec Hercule de Valobscure, viguier titulaire, à remplacer l'office de viguier par celui de bailli. C'est en fait à la suite de ce compromis que Louis Duranc, sieur de Cabrières, père de l'inféodataire de 1679, et gendre d'Hercule de Valobscure, fut contraint de délivrer à l'abbé Delmas les titres jusqu'ici possédés par les viguiers⁷⁷.
- 20 La présence de nombreux registres de reconnaissances faites aux évêques de Maguelone, dès 1321 pour le plus ancien, dans ce fonds conservé par les viguiers, incite

à se demander si ces derniers n'avaient pas un certain temps occupé la fonction de garde des archives. Si tel était le cas, comment expliquer l'absence du *Livre noir* dans l'inventaire produit le 7 mai 1644 ? Ce rôle paraît donc plutôt dévolu à l'abbé Delmas qui agit ici comme procureur du comte d'Alès, le juge de Sauve intervenant comme conservateur des droits des évêques. La date du 8 mars 1644, indiquée dans l'inféodation de 1679, comme jour de réception de ces archives, apparaît en revanche erronée. À ce moment, une confusion était peut-être possible avec un autre inventaire, produit dans le même contexte que le premier, mais daté du 8 mai 1644. Ce second inventaire, conservé dans le fonds de l'évêché, aborde tous les documents, autres que ceux déjà délivrés par Louis Duranc⁷⁸. Le *Livre noir* apparaît alors en tête de liste (Annexe 2). Il est décrit comme un gros volume de 720 feuillets papier, in-folio, collationné en 1593 par M. de Valobscure, conseiller et commissaire du sénéchal de Montpellier⁷⁹. Il contenait la copie « de tous les actes qui estoient dans les archives de l'évesché⁸⁰ », relatifs à la baronnie de Sauve (seigneurs, hommages, feudataires). Pour faciliter son usage une double rubrique existait, celle en latin se développait sur 37 feuillets, et sans doute autant pour celle en français, la main de papier signalée dans l'inventaire contenant en principe 25 feuilles. Était également joint au registre le procès-verbal présidant à la confection de l'ouvrage, écrit sur 9 feuillets.

- 21 Les autres documents signalés dans cet inventaire semblent compléter la remise déjà faite à l'abbé Delmas. On trouve en effet d'autres cahiers de reconnaissances pour les évêques de Maguelone / Montpellier, des années 1493, 1529, 1584, 1586, mais également des pièces qui semblent avoir été récupérées et compilées après la rédaction du *Livre noir* :

- Une copie d'un inventaire des papiers du comté d'Alès, de la baronnie et de l'abbaye de Sauve, qui avaient été déposés aux archives d'Alès, en 1609.
- Un cahier de reconnaissances pour Charles de Valois et Charlotte de Montmorency de l'année 1618.
- Une liasse de parchemins (grosses) achetés à divers particuliers, concernant les droits seigneuriaux de la baronnie, mais que les archives de cette dernière ne conservaient plus⁸¹.

- 22 Les renseignements fournis permettent de retracer, dans les grandes lignes, la constitution de ces archives dans le courant de la première moitié du XVII^e siècle. L'inventaire mentionné montre qu'il fut produit après versement de papiers qui étaient encore au pouvoir du président (de la cour des aides de Montpellier ?), en 1609. Il pourrait s'agir d'une des conséquences de l'accord conclu en 1592, entre monsieur de Castelnau (pour le compte des héritiers de Simon Fizes) et le duc de Montmorency, puisqu'il y était stipulé que les documents appartenant à la famille de Fizes seraient, dans un premier temps, récupérés par le personnel de la cour des aides et de la chambre des comptes, avant d'être restitués au duc⁸². La mention d'une liasse de parchemins (grosses) récupérés sur divers particuliers pour pallier leur absence dans le fonds de la seigneurie, indique également qu'un travail de reconstitution des archives avait été initié, sans doute à la fin des guerres de Religion. Mieux encore, un travail de copie avait été confié à des gardiens à qui les originaux avaient aussi été remis. L'inventaire de tous ces papiers se termine effectivement en précisant que l'ensemble des archives ne se trouvait plus (en 1644) au pouvoir des officiers de madame d'Angoulême (héritière du duc de Montmorency), ce pourquoi ils demandaient le remboursement d'une somme de 1 500 livres. Si ces archives ne sont plus à Alès, lieu

qui centralisait l'essentiel des offices du pouvoir et donc des archives, où se trouvaient-elles ?

- 23 Il est possible de proposer l'hypothèse suivante : après l'accord de 1643 avec Hercule de Valobscure, les barons de Sauve, héritiers du duc de Montmorency, récupèrent un fonds d'archives jusqu'ici tenu par les viguiers de Sauve. À ce fonds qui comprenait des pièces remontant à la fin du XIII^e siècle, furent adjoint à la même période des documents extraits des archives du comté d'Alès, qui renfermaient des pièces accumulées par Henri de Montmorency, dont certaines conservées un temps dans son château de Pézenas. L'ensemble, réuni sous l'égide de l'abbé Delmas en 1644, devait former la matrice des archives de la baronnie conservées à Sauve même dont un garde attitré devait assurer la protection. David Delmas serait le premier garde connu de ces archives. Le *Livre noir* nous est donc signalé pour la première fois, dans le contexte de cette réorganisation documentaire. On ignore cependant dans quel lieu il pouvait être conservé entre 1593 (date de sa confection) et 1644 (date de son transfert à Sauve). Peut-être faisait-il partie des documents jalousement gardés par le duc au château de la Grange des Prés, avant de transiter dans les archives d'Alès et d'arriver enfin à Sauve. Pour l'heure, aucun document ne permet de comprendre quels furent, au cours de cette période, son utilité, ses usages et sa gestion.

Retour éphémère de l'évêque (1661-1692), reconstitution du fonds de la baronnie et transmission à un garde des archives (c. 1690-1790)

- 24 Avec la récupération de la baronnie de Sauve faite par François de Bosquet en 1661, s'ouvre une courte mais prolifique période au cours de laquelle le *Livre noir* va apparaître plus régulièrement dans la documentation. Le retour des évêques de Montpellier à Sauve est en effet marqué par des mentions plus explicites, à défaut d'être régulières, comme si le *Livre noir* était en quelque sorte redécouvert. Il faut pour cela attendre que l'instance portée au Grand Conseil contre les détenteurs de la baronnie soit jugée favorablement en faveur de M^{gr} de Bosquet⁸³. Parmi les pièces de procédures de la partie adverse, un mémoire réalisé à la demande de madame la duchesse de Joyeuse, fait plusieurs rappels historiques évoquant notamment les dépenses effectuées depuis l'achat de la baronnie en 1563. Sous le septième article nous est ainsi rappelé le travail réalisé par le sieur de Valobscure en 1593, consistant en la vérification et le collationnement des titres concernant ladite baronnie. Le récolement de la documentation et la transcription des différents actes dans le *Livre noir* aurait coûté au duc de Montmorency 800 livres⁸⁴. L'investissement apparaît peu rentabilisé, en l'absence de preuves de son utilisation pour la période allant de 1593 à 1661.
- 25 Après la reprise de la baronnie par l'évêque, des difficultés se font rapidement jour, notamment avec les détenteurs de fiefs. Que ces fragments de seigneuries fussent anciennement tenus de l'évêque ou qu'ils aient été acquis dans le siècle qui sépare la première vente de la baronnie et sa récupération, plusieurs de ces inféodataires refusaient de reconnaître l'évêque comme nouveau baron de Sauve, d'où la recrudescence de procès. C'est surtout dans les années 1669-1673 que furent produites les pièces les plus intéressantes, notamment au cours d'une instance opposant François de Bosquet à Isabeau de Saussan, veuve d'Hector de La Tour de Cornilhon. Cette dernière avait hérité des seigneuries de Laroque et de Cazilhac (Hérault) qui relevaient de l'évêque de Montpellier, et plus anciennement des évêques de Maguelone. Cependant la dame de Cornilhon refusait de reconnaître et faire dénombrement à

François de Bosquet, comme baron de Sauve. C'est ainsi que l'on trouve dans le fonds de l'évêché de Montpellier et dans l'une des deux liasses relatives à Laroque-Aynier, une analyse d'actes judiciaires tirés du *Livre noir* de la baronnie de Sauve, attestant pour l'évêque que Laroque relevait bien de cette baronnie, et ce depuis l'échange de la baylivie⁸⁵. Le registre prend ici toute son utilité : quelques 19 actes (en relation avec Laroque) sont inventoriés, sommairement analysés, mais donnés avec leur folio et numéro d'article. Tous ne sont pas datés, mais ils semblent se concentrer sur une période assez courte (1276-1340), corroborant la prépondérance d'actes produits du temps de la seigneurie des évêques de Maguelone sur Sauve. La liste ainsi produite par l'un des avocats du prélat s'avère extrêmement précieuse pour connaître le contenu du *Livre noir*⁸⁶.

- 26 Le fait que le registre serve ici à l'évêque ne signifie pas qu'il ait été réintégré dans les archives de l'évêché après 1661. Les autres pièces produites, issues directement du cartulaire de Maguelone⁸⁷, du chartrier épiscopal⁸⁸, des archives du roi à Nîmes (sénéchaussée de Nîmes et Beaucaire⁸⁹), ou du notariat sauvain⁹⁰ laissent au contraire envisager que le *Livre noir* se trouvait toujours à Sauve, au moins depuis 1644. L'utilité du registre resta cependant ponctuelle, car Charles de Pradel, évêque de Montpellier (1676-1696), se dessaisit en 1692 de ses droits sur la baronnie pour pouvoir acquérir la seigneurie de Lavérune près de Montpellier. Le Salavès fut morcelé entre plus de 50 acquéreurs, accentuant encore davantage le démembrement amorcé dès le début du XVII^e siècle⁹¹. Pour autant, les archives rassemblées sous les Montmorency-Angoulême ne furent pas dispersées. Au contraire, les différents acquéreurs des différentes seigneuries de l'ancienne baronnie de Sauve se réunirent sous forme d'association. Cinq des principaux agissaient pour tous les autres. Des rencontres avaient lieu tous les mois, généralement à Sauve, afin de déterminer les actions à mener. Parmi celles-ci, un soin particulier fut apporté à la conservation des archives. Au moment de la vente de la baronnie, le *Livre noir* était sans doute soit à Sauve, soit à Quissac, commune aujourd'hui chef-lieu de canton, située à moins de 5 km au sud-est de Sauve. En 1690, lorsque l'évêque de Montpellier préparait l'acquisition de Lavérune en échange de Sauve, les pièces qu'il fit relever étaient toutes issues du cartulaire de Maguelone, et non du *Livre noir*, ce qui semble logique puisqu'il avait accès plus facilement à ce fonds qu'à celui de Sauve⁹². Grâce au fonds d'Avéjan⁹³, on a conservé des comptes de dépenses de cette parerie atypique. La source qui entérine l'hypothèse d'une conservation *in-situ* du *Livre noir* est en effet à rechercher dans l'une des liasses de ce fonds.
- 27 Une liasse, relative à l'inféodation de 1692, inclut des pièces que seuls les principaux sociétaires pouvaient conserver. Parmi elles figure un compte de recettes et dépenses que les inféodataires de la baronnie avaient reçues et produites entre 1694 et 1708⁹⁴. Très détaillé, les informations qu'il renferme sont classées par articles. On y relève quelques mentions laissant entrevoir une certaine dispersion de la documentation, que l'on tente alors de retrouver et de rassembler. Ainsi à l'article 38, monsieur Pépin de Monoblet reçoit 444 livres, 11 sous et 7 deniers « pour avoir soin des affaires pour plusieurs natures de dépenses qu'il a faits depuis le 22 juin 1694 jusques à la fin d'aoust 1697 », dont notamment pour une dépense de 5 sous, en paiement d'« un exprés envoyé à Monoblet et St Hippolyte pour porter un acte de 1300 servant à l'affaire du lodz⁹⁵ ». Le document de 1300 que monsieur Pépin fit expédier se trouvait-il en sa possession (à Monoblet), à Sauve ou ailleurs ? Une chose est certaine, s'il agit pour les seigneurs inféodataires, il n'était pas garde des archives. En effet, d'autres documents tout aussi importants, si ce n'est davantage, que cet acte du XIV^e siècle, étaient alors à Quissac.

Comme le montre l'article 41 de ce même compte, Monsieur de Villeneuve de Cros, était lui aussi employé à l'expédition de pièces en faveur des seigneurs associés. Entre le 4 mars 1694 et la fin de cette année, il dépensa 121 livres, 2 sous, notamment pour différents envois, à Sauve (le 7 avril), à Durfort et à Monoblet. Mais le 16 avril 1694, il est plus spécifiquement missionné pour aller à Quissac « vers Mr. Fabre pour retirer les papiers de la baronye estans ez mains de Mr l'abbé ». Il s'agit ici d'Henri Delmas, neveu de David Delmas, ce dernier ayant résigné en faveur d'Henri⁹⁶. Ce que l'on soupçonnait au sujet de l'abbé Delmas semble donc se confirmer. Il faudrait sans doute trouver d'autres documents permettant de comprendre comment les Delmas, abbés de Sauve, conservèrent les archives de la baronnie depuis les Angoulême-Montmorency, jusqu'au retour de l'évêque. Du reste, c'est bien chez un chargé d'affaires de l'abbé (Pierre Fabre de Quissac) que semble se trouver une partie des archives de la baronnie en 1694. Cette première récupération coûta seulement 16 sous et 6 deniers. Les détails tant sur le contenu que sur la quantité de ces archives ne sont pas donnés, mais le 14 juillet, monsieur de Villeneuve dépensait encore 3 livres, 9 sous « pour le retirement des papiers et en faire le chargement ». Ce travail de recouvrement et de centralisation de la documentation se poursuit le 13 août, avec une dépense d'une livre, deux sous, faite à Quissac et à Sauve « pour retirer le *Livre Noir*, nécessaire à la baronnie » (fig. 3).

Fig. 3

Nîmes, archives départementales, extrait de l'article 41 : dépense du 13 août 1694 « pour retirer le *Livre Noir*, nécessaire à la baronnie ». AD. Gard. 86 J 143. Comptes de l'association des seigneurs de la baronnie, 1694-1708

© V. Vassal 2021

- 28 Cette mention imprécise laisse planer le doute : Monsieur Fabre de Quissac était-il dépositaire du *Livre noir*, ou se trouvait-il déjà à Sauve⁹⁷ ? Une fois de plus le *Livre noir* est mentionné sans que l'on puisse connaître son parcours et sa localisation antérieure. Comme pièce maîtresse du fonds d'archives de la baronnie, il semble dès lors ne plus devoir quitter Sauve.

- 29 Dans ce vaste chantier de reconstitution documentaire, monsieur Pépin, monsieur de Villeneuve et monsieur Fabre ne sont pas les seuls individus sollicités. Monsieur de Villeneuve semble cependant en être le principal artisan pendant l'été 1694⁹⁸. Plus tard, en 1697, les inféodataires feront appel aux sieurs Bedos, de Valmalle et Bastide, pour aller à Montpellier chercher quelques documents dans les archives de l'évêché⁹⁹. Les dépenses afférentes à la récupération des archives ne sont pas toutes explicitement détaillées. L'organisation de ce fonds semble avoir pris du temps, mais parallèlement, un officier tutélaire s'occupait de gérer tout ce qui avait pu être récupéré. C'est le sieur Jean Devèze, de Sauve, qui en remplacement de l'abbé de Sauve, occupe cette fonction de garde dès juillet 1694. Il conservera son poste jusqu'au 27 août 1697, date à laquelle il perçoit 200 livres. Le rôle de Devèze est sommairement explicité : il est garde des archives de la baronnie, appartenant à la société des seigneurs inféodataires, et doit faire les expéditions des copies que peuvent demander les différents sociétaires¹⁰⁰. Il ne reste en fonction que durant une période qui correspond à une certaine effervescence documentaire. Entre 1694 et 1698, on récupère beaucoup de pièces faisant écho à l'urgence des besoins¹⁰¹. Les comptes restent ensuite muets¹⁰². Le sieur Pourtalès de Saint-Hippolyte tint ensuite une comptabilité pour les acquéreurs de la baronnie de Sauve, entre 1711 et 1717, où ne se révèlent que des informations déjà connues par ailleurs¹⁰³. Une quittance du 6 août 1714 fait état d'une somme de 300 livres, payée à Jean Devèze, fils d'autre Jean, pour la garde des archives durant 16 années complètes. Dans cette quittance sont rappelés les contrats passés devant maître Malzac, notaire de Sauve, le 14 juillet 1694, époque où le père dudit Devèze était garde des archives, et le 27 août 1697, contrat passé sous son propre nom.
- 30 Ainsi, après les Delmas (1644-1694), on connaît deux autres générations de gardes des archives entre 1694 et 1714¹⁰⁴. Par la suite, la fonction passe entre les mains de M^e Simon Malzac, notaire de Sauve (1692-1727). En 1716, dans le cadre d'un procès survenu entre monsieur de Valfonts (Louis Duranc de Vézénobres, coseigneur de Sauve) et les consuls de Sauve, Malzac autorise M^e Claude Duranc, aussi notaire de Sauve (1674-1725), à puiser dans le *Livre noir* quelques actes que ce dernier transcrit pour le Sr Pierre Duranc. Si les individus portant ici le patronyme de Duranc sont vraisemblablement de la même famille, ou du moins de possibles parents éloignés¹⁰⁵, le but de la procédure intentée par Pierre Duranc n'avait cependant rien d'amical puisqu'il s'agissait de dénoncer aux consuls de Sauve la roture des terres que le Sieur de Valfonts prétendait nobles, et ce au moyen d'anciens hommages rendus par les prédécesseurs dudit de Valfonts. Ces actes passés en 1293, 1304, 1323 et 1340 se trouvaient alors incorporés dans le *Livre noir* et dans les archives de la baronnie. Pierre Duranc donne non seulement les sources, mais propose en sus aux consuls de fournir un acte de 1525 dont il possède l'original, un autre de 1334 et un troisième de 1462, au cas où les pièces à produire (tirées du *Livre noir*) ne seraient pas suffisantes¹⁰⁶. Simon Malzac n'est pas mentionné comme garde des archives, mais un document transcrit par M^e Duranc, peu de temps après la proposition faite par Pierre Duranc (le 21 juin 1716), suite probable de la dénonciation, évoque très clairement cette charge. Il s'agit d'une copie de l'hommage passé par le viguier de Sauve au roi de France en 1293 (acte évoqué dans la pièce précédente), dont la transcription avait été assurée par M^e Duranc. Une première copie écrite en 3 folios de la main de ce dernier signale en fin de transcription qu'elle avait bien été « Collationné sur son original estant dans les archives de la baronnie de Sauve. (S.) Duranc notaire¹⁰⁷ », mais un ajout marginal précise : « Tiré du

livre noir des archives de la baronnie de Sauve et de la feuille troisième verso, au pouvoir du Sr Malsac, notaire de Sauve ».

- 31 Cette mention rajoutée par le copiste (qui n'était ni Duranc, ni Malzac) avait semblé nécessaire pour rendre la copie authentique et donc juridiquement valable. C'est le même type de validation que l'on retrouve sur une seconde copie, faisant voir par la formule finale qu'elle avait bien été extraite du *Livre noir*, à la fois d'une manière directe, avec le rajout de la main de Malzac lui-même de la mention « J'ay le livre noir d'où le présent extrait a été tiré ce 21 juin 1716. Malzac¹⁰⁸ », mais également de manière indirecte puisque le copiste avait aussi transcrit la notule finale qui devait accompagner le document originel (fig. 4).

Fig. 4

Nîmes, archives départementales, notule finale de la copie de l'acte de 1293 (reconnaissance du viguier), extrait en latin, tiré du grand Livre Ros. Malzac, garde des archives de la baronnie, a rajouté qu'il dispose du Livre noir « d'où le présent extrait a été tiré de 21 juin 1716 ». AD. Gard. 86 J 145

© V. Vassal 2021

- 32 La note laisse entrevoir qu'une première copie avait été réalisée sur l'original par le Sr de Valobscure lui-même (ou plutôt par Roussel, son greffier), c'est-à-dire par le compilateur du *Livre noir*. La graphie de notre document interdit cependant de penser qu'il s'agit d'une copie extraite directement par Valobscure (ou son greffier), mais on aurait plutôt affaire ici à une copie de copie. L'*excipit* signale qu'elle est extraite du « grand livre Ros » couvert de parchemin coté lettre D, où l'acte en question se trouvait au folio 39, mais également d'un autre registre au pouvoir de l'évêque, coté lettre G, aux folios 106 et 107¹⁰⁹. Cette précision se rapportant aux sources de la copie initiale permet de voir qu'il ne s'agissait vraisemblablement pas du *Livre noir*, mais témoigne plutôt de l'utilisation du cartulaire de Maguelone, qui semble ici avoir servi de base à la transcription faite par Valobscure. Une reconnaissance faite par Raymond Guilhem, viguier de Sauve, le 3 des calendes d'août 1293, existe effectivement bien dans le registre D du cartulaire de Maguelone au folio indiqué par le copiste¹¹⁰.
- 33 Si la copie provenait du cartulaire de Maguelone, pourquoi le garde des archives a-t-il senti le besoin de rajouter que l'extrait provenait du *Livre noir*, en précisant qu'il en était dépositaire ? La réponse tient sans doute à l'usage local de cette copie. La graphie

du texte, comme celle de la mention personnelle signée par Malzac sont identiques, ce qui permet d'identifier l'auteur de la transcription. Malzac ayant déjà fourni le *Livre noir*, comme source principale à maître Duranc, il a complété cette copie du même acte de la mention précitée, afin qu'un lien puisse être fait entre les différentes copies/sources. Ainsi dans des circonstances qui nous échappent, le garde des archives avait, dans le courant de l'année 1716, fourni le *Livre noir* à M^e Duranc pour en extraire une copie d'acte, validée par une simple mention rappelant que Malzac en était dépositaire, et parallèlement il avait lui-même produit une autre copie de ce même acte, rajoutant une note personnelle authentifiant qu'il avait le registre original en son pouvoir. C'est presque la dernière fois que le *Livre noir* nous apparaît clairement. En ce début de XVIII^e siècle, Simon Malzac le conservait dans son office. Après sa mort (1725), et en l'absence de documents aussi éclairants que les précédents, on ne peut qu'émettre l'hypothèse d'une transmission du fonds de la baronnie à travers l'étude dudit Malzac, à savoir M^e Simon Pascal, notaire de Sauve entre 1727 et 1762, Simon Pierre Pascal, fils du précédent, notaire de 1763 à 1779, puis enfin Jean Julien qui récupéra l'étude en 1780 et officiera jusqu'en 1826.

- 34 La documentation consultée ne permet pas de reconnaître le parcours du *Livre noir* au sein des archives de la baronnie, ni même de préciser leur évolution (transferts, développement, réduction) entre 1725 et 1770¹¹¹. La dernière occurrence connue, tant des archives que du *Livre noir*, reste approximative, dans le sens où elle ne permet de connaître ni le nom du gardien des archives, ni la localisation de celles-ci. Il est simplement fait mention de leur maintien probable à Sauve, ou dans sa région, à travers un mémoire judiciaire, imprimé en 1790¹¹². Relatant les circonvolutions d'un procès survenu dans les années 1770-1780 entre des habitants de la commune de Conqueyrac, on y apprend que la majeure partie des pièces produites par l'exposant, un nommé Pierre Valette, avaient été tirées du *Livre noir*. Les actes mentionnés ont trait au devoirs de Cressaut, objet du litige, et datent des années 1318, 1342, 1344 et 1347. L'un des objectifs du mémoire était de répondre sur l'objection levée par la partie adverse (le maire de Conqueyrac) à propos de la nature même de ces pièces et de leur authenticité, puisqu'il ne s'agissait que d'« extraits d'autres extraits non collationnés par le notaire recevant et tirés des archives du seigneur de Sauve¹¹³ ». L'argumentaire développé pour contrer cette opposition permet d'observer comment la mémoire de la constitution des archives de la baronnie s'était conservée et de voir comment le *Livre noir* était perçu et encore utilisé à la fin du XVIII^e siècle. Il est ainsi rappelé que, si les actes en question sont bien des extraits, non compulsés sur les registres contenant leurs minutes, les copies avaient été délivrées et collationnées « par un commissaire délégué d'autorité d'un tribunal qui, en ayant fait l'extraction sur les registres du notaire, en avait composé cet autre registre déposé dans les archives de la baronnie de Sauve¹¹⁴ ». Même si ce n'est pas immédiatement précisé dans ce texte, on peut facilement restituer les noms du commissaire (Valobscur) et du registre puisqu'il s'agit bien sûr du *Livre noir*.
- 35 Et en effet, la suite de la démonstration évoque bien « un registre collationné et signé par un commissaire appelé Valescure, et par son greffier ». La mention de ces deux officiers de justice, spécialement préposés à la rédaction du registre, permet dès lors de garantir, à défaut des originaux, de l'authenticité du contenu des actes¹¹⁵. Pour le rédacteur du mémoire, le recours au *Livre noir* vient compenser la perte d'actes originaux anciens, le registre ayant été réalisé sur la base « des premiers compulsoires », qui étaient au pouvoir de l'évêque Antoine de Subjet, « il y a plus de

cent ans, ainsi que l'attesta le commissaire Valescure¹¹⁶ ». Cette formule nous rappelle que le travail de Valobscure a bien été réalisé sur la base des documents conservés dans le fonds d'archives épiscopal du temps d'Antoine de Subjet, évêque de Montpellier entre 1573 et 1596. Pour insister encore davantage sur les garanties d'authenticité des extraits, on rappelle qu'ils ne se trouvaient pas éparpillés en diverses mains, mais « formoient, réunies à une foule d'autre, un seul registre appelé le livre noir, formant la collection de tous les titres relatifs à la baronnie de Sauve, et déposé dans ses archives comme un monument qui devoit régler à perpétuité les droits du seigneur et de ses vassaux¹¹⁷ » (fig. 5).

Fig. 5

Extrait du *mémoire de la commune de Conqueirac* (POURRET 1790, p. 9). Souvenir de la fin du XVIII^e siècle, à propos d'un document encore consultable et dont les chartes « formoient, réunies à une foule d'autre, un seul registre appelé le livre noir, formant la collection de tous les titres relatifs à la baronnie de Sauve, et déposé dans ses archives comme un monument qui devoit régler à perpétuité les droits du seigneur et de ses vassaux ».

Source : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1092199r/f9.item>

- 36 On remarquera ici l'importance quantitative et légale reconnue à ce registre, son statut de « monument » apparaissant alors encore nettement à la fin de l'Ancien Régime¹¹⁸. Tous ces détails, que l'inventaire de 1644 ne faisait qu'effleurer, semblent provenir du procès-verbal en 9 feuillets inclus dans le *Livre noir*. Pourtant une erreur historique se glisse dans le prolongement de ce paragraphe, puisqu'essayant de comprendre l'origine du registre, l'auteur du mémoire semble se tromper de commanditaire en désignant l'évêque de Montpellier¹¹⁹. Comme le document est aujourd'hui perdu, il demeure délicat d'établir la véracité de ce dernier développement. En l'absence de mention explicite d'un commanditaire officiel, nos propres recherches nous ont permis d'identifier le duc de Montmorency comme probable promoteur du *Livre noir*, à la fois pour des raisons de chronologie (acquisition définitive de la baronnie en 1592), mais aussi à travers des événements plus spécifiquement rattachés à la récupération des titres qui avaient appartenu à ses prédécesseurs, à une période où d'autres recueils sont d'ailleurs réalisés pour faciliter la gestion de ses domaines cévenols, et enfin par le fait que l'ouvrage fut compilé par l'un de ses proches serviteurs, le sieur de Valobscure. Quel intérêt aurait eu l'évêque à financer un tel volume, au moment même où il n'avait

plus réellement d'ancrage local ? Et si l'évêque s'adressa potentiellement à la cour du sénéchal de Montpellier, ne le fit-il pas pour faciliter le travail du commissaire Valobscur ? Enfin que faire de la mention explicite du coût des récolements et transcriptions, estimé par madame de Joyeuse à 800 livres, et par laquelle Valobscur apparaît clairement comme un commis employé par Henri de Montmorency ? Le manque de rigueur sur l'identification du commanditaire du *Livre noir*, dans un mémoire tendant à argumenter le caractère authentique des pièces utilisées dans un procès, pose question. Si bien que l'on peut se demander si la connaissance relative au registre n'était pas davantage, à cette date, plus empirique que formée par une consultation attentive du volume. Les documents extraits et transcrits pour le procès avaient pu l'être par un plumitif compétent, mais l'histoire du document n'était pas nécessairement retenue, ni parfaitement reconnue dans ce cadre. Quel rôle avait pu alors jouer le garde des archives dans la reconstitution de cette mémoire ? Nous n'en savons rien, dans la mesure où cette charge ne semble plus attribuée, mais si l'on doit retenir un point de ce mémoire, c'est que le *Livre noir* existait bien dans les archives de la baronnie à la veille de la Révolution.

Le sort des archives à la période révolutionnaire : enquête sur la disparition du *Livre noir*

- 37 C'est l'isolement de ce cartulaire d'usage local, son statut de « monument » dans les archives de la baronnie, sa qualité de recueil de titres féodaux (honnis par les révolutionnaires), qui sont sans doute à l'origine de sa disparition. On a vu que le document avait été récupéré par les acquéreurs de la baronnie à la fin du XVII^e siècle, et placé sous la garde d'un habitant de Sauve. On peut également penser que cette configuration existait dès la formation du fonds de la baronnie sous les Montmorency-Angoulême, soit vers le milieu du XVII^e siècle, période où l'abbé de Sauve est signalé à plusieurs reprises, soit comme procureur du duc d'Angoulême, soit en tant que dépositaire d'archives. Il n'existe pas non plus de contradiction à estimer qu'un garde était encore en place à la fin du XVIII^e siècle. Les documents consultés à ce jour ne donnent cependant aucune piste certaine. Le fonds d'Avéjan, qui contient plusieurs papiers des années 1780-1820, reste hélas muet sur le sujet. Afin de poursuivre l'enquête, les archives de la période révolutionnaire du département du Gard, mais également de l'Hérault¹²⁰, comme les sources communales de Sauve devaient être consultées, sans négliger non plus l'option du notariat sauvain, puisqu'il s'agissait d'une piste hautement envisageable dans le cas d'une conservation des fonds de la baronnie par un notaire. Dans le cadre de cette recherche, plus de 80 cotes ont été dépouillées pour un résultat qui s'avère mitigé. Le sort des archives seigneuriales et/ou privées au cours de cette période reste en effet assez complexe à établir. De surcroît, la création des fonds de ce qui allait devenir les archives départementales, sur la base des pièces issues des différentes institutions d'Ancien Régime, n'est pas toujours bien documentée.
- 38 Dès le mois de septembre 1790, le département du Gard reçoit des instructions au sujet des papiers et archives qu'il faut mettre en dépôt aux archives du chef-lieu¹²¹. Les archives de l'Intendance et des subdélégations sont alors partagées entre le dépôt de Montpellier et le dépôt de Nîmes¹²². De même, en 1791, les archives de l'évêché, du chapitre et des maisons religieuses de l'ancien diocèse de Montpellier sont déjà remises

aux archives du district¹²³. Le 6 octobre 1791 est promulguée une loi réorganisant le notariat. Chaque office doit rédiger une notice instructive sur le nombre et le placement (fixation des résidences) des notaires publics, et la transmettre au corps législatif¹²⁴. À Sauve, la loi est appliquée et des mémoires sur les offices de notaires en exercice sont consignés. Il n'y avait plus que deux offices contre trois avant la Révolution. Parmi eux, M^e Jean Julien semble avoir été dépositaire des archives de la baronnie. Ce dernier faisait en effet remonter l'histoire de son étude à Jean Malzac (1683-1691), père de Simon Malzac, dernier dépositaire connu du *Livre noir*¹²⁵. Les archives de l'abbaye de Sauve, séquestrées depuis plus d'un an, sont envoyées le 13 janvier 1792 dans les bureaux du district à Saint-Hippolyte-du-Fort¹²⁶. Les séquestres touchent également des particuliers, comme David Devèze, greffier juridictionnel, qui le 6 mars 1792, voit lever ceux qui avaient été apposés chez lui sur des registres et liasses en novembre 1790¹²⁷. Début avril 1792, à la suite de la disparition accidentelle de volontaires nationaux, noyés lors d'une traversée du Rhône, des troubles éclatent dans tout le département¹²⁸. Y voyant la main des contre-révolutionnaires (émigrés et prêtres réfractaires), une foule s'assembla spontanément et commença à visiter tous les châteaux et autres lieux de villégiature où pouvaient se trouver les seigneurs jugés suspects¹²⁹. La population cherchait surtout à atteindre les nobles dans leurs biens et privilèges (guerre aux titres et destruction des signes de féodalités). À Sauve, seul le domaine de Louis-Marie Ranc (la particule a disparu), seigneur de Sauve, fut menacé, mais le calme semble être revenu rapidement¹³⁰. Aucune destruction d'archives n'est signalée, ni à Sauve, ni dans sa région¹³¹.

- 39 Cependant, dans le mouvement amorcé par l'aliénation des biens nationaux, et à la suite de directives ministérielles (24 octobre et 3 novembre 1792), le citoyen Mazer fut désigné pour travailler au triage, avec le citoyen Cet, archiviste, afin de brûler « incessamment » les papiers de la noblesse qui se trouvaient aux archives du département¹³². Le 26 novembre Mazer rendait publiquement un rapport faisant suite au triage, avec une notice descriptive des divers papiers sélectionnés pour la destruction. L'assemblée décida de tous les brûler publiquement devant la Maison du département à Nîmes (la Maison Carrée¹³³). S'ouvre alors une période néfaste pour les documents ayant appartenu aux institutions religieuses et aux nobles, archives sur lesquelles ils avaient longtemps fondé leurs droits. Ces papiers et titres féodaux, mélangés dans plusieurs fonds, après avoir été récupérés lors d'interventions d'inégales portées, firent l'objet d'une véritable chasse. Après une décision de la Convention du 5 janvier 1793, des instructions furent données aux districts pour trier dans les dépôts publics les parchemins propres au service de l'artillerie¹³⁴. Théoriquement un féodiste ou commissaire à terriers devait être chargé dans chaque district de réunir les titres féodaux, mais ce travail ne semble pas avoir été parfaitement exécuté. En réponse à l'arrêté du département du 4 février 1793, relatif à la recherche des titres « servant à constater les droits de la République sur les lodz, censives etc. servis aux cy-devant corporations supprimées », le procureur syndic de Sommières signale que le district ne peut faire choix d'un féodiste, puisque le district n'a en son pouvoir aucun titre servant à constater ses droits, et que par ailleurs, « il ne se trouve dans cet arrondissement aucun dépôt de ces objets ». Il laisse supposer cependant que des titres existent encore « dans les lieux où les papiers des cy-devant corps supprimés sont déposés »¹³⁵.

- 40 Malgré ces atermoiements, pour l'instant très localisés, la volonté destructrice se manifeste en force avec le décret de la Convention du 17 juillet 1793, portant suppression des redevances seigneuriales et des droits féodaux. L'article VI de ce décret

prévoit que tous les dépositaires (y compris les notaires) de titres constitutifs et recognitifs de droits supprimés, devront les déposer au greffe des municipalités dans un délai de trois mois suivant la publication dudit décret. Ceux qui seront déposés avant le 10 août seront brûlés le jour même en présence du conseil général. Quant au surplus, il sera brûlé à l'expiration du délai de 3 mois¹³⁶. L'application de cet article sera assez bien suivie dans le département du Gard, malgré quelques retards¹³⁷. Le 10 août, date choisie pour effectuer un premier brûlement, correspond à la fête républicaine en l'honneur de la Constitution républicaine et en commémoration de l'insurrection du 10 août 1792 (dite aussi Fête fédérative). Rares sont les témoignages directs des destructions qui eurent lieu à cette date. Le procès-verbal des séances publiques du directoire du district de Montpellier signale qu'une quinzaine de *patots* issus de l'Intendance de Montpellier furent brûlés lors de la cérémonie du 10 août¹³⁸. Il s'agit sans doute du plus important autodafé de la région¹³⁹. Plus près de Sauve, on conserve le procès-verbal de la fête qui eut lieu le même jour à Saint-Hippolyte : les serments sont prêtés par les officiers municipaux et la garde nationale, mais en exécution de l'article VI du décret de la Convention du 17 juillet, « les titres déposés au directoire, provenant de la ci-devant abbaye de Sauve furent portés sur l'autel de la patrie et là en présence du conseil général de la commune, de la garde nationale sous les armes et de tous les citoyens, ils furent brûlés¹⁴⁰ ».

41 En revanche, rien ne transparaît de la cérémonie à Sauve même. Les délibérations du conseil de la commune enregistrent seulement que la Liberté y fut célébrée par une simple réunion des citoyens, avec prestation de serment de la garde nationale et lecture des décrets instituant la fin de la royauté¹⁴¹. Le laconisme des sources semble indiquer que peu de documents furent massivement détruits à cette date. L'information relative au décret et sa validation par les différentes administrations avaient pris un certain retard, mais d'autres difficultés apparurent également. Dès le 23 août 1793, lors d'une assemblée du conseil général du département, la communauté de Sommières fit savoir que, souhaitant se conformer à la loi du 17 juillet et à son article VI (publiée seulement le 9 août dans le département, soit la veille de la fête de la Constitution), son application présentait plusieurs inconvénients, notamment à cause des registres de notaires, puisque s'y mêlaient différents titres, à savoir « des reconnoissances féodales, des mariages, des testaments, des donations, des transactions, & toutes sortes d'actes écrits de manière à ne pouvoir être séparés les uns des autres, ce qui rend le brûlement impossible à moins d'anéantir la fortune publique, de jeter le trouble dans les familles & de faire naître le désordre & la guerre civile¹⁴² ». La plupart des notaires demandaient que soit dressé un procès-verbal de remise et un inventaire des titres (nature, qualité, quantité) pour se conformer à la loi, et afin de ne subir aucune poursuite ou être ultérieurement inquiété, ce que la commune prétendait ne pouvoir produire. On demanda alors à l'administration une solution pour le mode de brûlement de ces titres¹⁴³. À la même période, l'administration du département de l'Hérault vendait, au poids, une partie des papiers et parchemins ayant appartenu à la chambre des comptes de Montpellier¹⁴⁴.

42 Le 29 août 1793, soit 20 jours après la publication de la loi du 17 juillet, la municipalité de Sauve invitait tous les détenteurs de titres, ci-devant seigneuriaux, à les remettre devers le greffe municipal d'ici au 6 novembre prochain¹⁴⁵. Les choses s'accélérent et l'on propose des solutions concernant les registres notariés. Les 2 et 3 septembre 1793, le département de l'Hérault prend un arrêté relatif aux actes féodaux détenus par des notaires : ils doivent être remis aux municipalités pour être brûlés, mais auparavant il

faudra faire biffer les actes féodaux confondus avec d'autres actes dans ces registres¹⁴⁶. Mais certains hésitent longtemps ou cherchent à se prémunir de toutes entorses à la loi, comme Louis Viala, notaire de Lasalle au district de Saint-Hippolyte qui, assurant de sa bonne volonté dans l'exécution du décret du 17 juillet, avait apporté un registre de reconnaissances et plusieurs autres titres féodaux, brûlés le jour même de la remise, tout en abordant la difficulté de détruire des actes féodaux liés à d'autres actes. Il demanda alors au directoire quelle attitude adopter pour se mettre à l'abri de toute poursuite¹⁴⁷.

- 43 La période qui s'étend du début du mois de septembre jusqu'au début du mois de novembre 1793, paraît être la plus critique, à la fois pour les fonds publics qui avaient été antérieurement récupérés par l'administration, mais aussi pour les fonds privés (registres de notaires et archives seigneuriales) restés jusque-là préservés des triages. Ainsi, le 20 septembre 1793, à Monoblet, ancien fief dépendant de la baronnie de Sauve, François Plantier, pour lui et son frère Jean-Pierre Plantier, acquéreur de la terre et seigneurie de Monoblet, remettait au greffe de la commune tous les titres féodaux de ladite terre et seigneurie, brûlés le jour même sur la place publique et devant le plus grand nombre d'habitants¹⁴⁸. Un reliquat des papiers qui appartenaient à l'émigré Vissec-Ganges fut remis aux archives par le citoyen Montels ; les autres documents, relatifs aux droits féodaux avaient déjà été brûlés (avant le 25 octobre 1793¹⁴⁹). Le mouvement semble marquer une pause vers la fin de l'année 1793¹⁵⁰. Au château de Villevielle, près de Sommières, on découvre le 14 frimaire an II (4 décembre 1793) trois tonneaux pleins de papiers que l'on soupçonne être des papiers relatifs aux droits féodaux. Ils sont amenés dans la maison commune de Villevielle et mis sous scellés. Le 22 Frimaire (12 décembre), des prétendus porteurs de pouvoir du propriétaire de cette maison (Pavée de Villevielle ?) se présentent au district pour demander la levée des scellés afin de procéder à l'inventaire des actes et titres non relatifs à la féodalité. Méfiant, le procureur syndic ne consent pas à cette démarche et demanda à l'administration de lui prescrire « la voye que j'ai à tenir pour cette levée des scellés, & pour l'inventaire ou pour jetter le tout¹⁵¹ ». L'hésitation de ce zélé représentant de l'administration montre que l'on ne détruit plus systématiquement les archives seigneuriales, y compris celles qui avaient été visiblement trouvées « fortuitement ». Quelques vellétés bureaucratiques émaillent les derniers temps de la Terreur, sans qu'il soit possible de dire quelles furent leur réelle portée¹⁵².

- 44 À Sauve, l'essentiel des pertes documentaires semble se produire durant une courte mais intense période, entre le 8 septembre et le 23 novembre 1793. On a déjà vu que la commune n'avait délibéré qu'une vingtaine de jours après la publication officielle de la loi du 17 juillet, en enjoignant les possesseurs des titres et papiers à venir les déposer au bureau du greffe municipal avant le 6 novembre et comment, dans la région, l'application de la loi ne fut pas immédiate¹⁵³. Cependant dès le 8 septembre M^e Jean Julien, probable garde des archives de la baronnie, dans la succession de Simon Malzac, se présente devant les officiers de la commune. Il n'agit pas vraiment spontanément mais, requis par la majeure partie des citoyens rassemblés dans la salle du club. Julien présente tous les registres et titres féodaux dont il était dépositaire, pour être incendiés sur la place publique, devant un grand nombre de personnes rassemblées sur l'invitation de la municipalité à son de trompe¹⁵⁴. C'est donc sous la pression populaire qu'une partie des archives tenues par le notaire fut brûlée le 8 septembre 1793. Par chance, le procès-verbal de l'événement donne la liste des papiers et registres incendiés¹⁵⁵. On y trouve sans surprise des registres de reconnaissances pour le baron

de Sauve, reçues par divers notaires¹⁵⁶, ainsi que de nombreux autres registres de reconnaissances passées en faveur de différents seigneurs, laïques comme ecclésiastiques¹⁵⁷. Parmi tous ces registres, deux pièces dénotent par leur ancienneté ou par leur contenu : un registre de reconnaissances, non daté mais très ancien d'après le procès-verbal, couvert en parchemin, reçues par Jean de Boirargues, notaire de Sauve¹⁵⁸ (pièce n° 8) et un registre d'hommages au baron de Sauve, reçus par plusieurs notaires, sur plusieurs années (pièce n° 22).

- 45 Sur place, Julien signale qu'il peut encore y avoir beaucoup d'autres titres féodaux, dans le nombre considérable de registres dont il est dépositaire, mais ceux-ci se trouvant liés à d'autres actes de propriété ou titres de famille, il précise qu'il ne saurait comment faire pour s'en débarrasser, et attend en conséquence les instructions du Comité de salut public, « sur la manière que ces sortes d'actes doivent être anéantis ». On retrouve ici la même interrogation déjà soulevée par la plupart des notaires. Julien cherche en fait à se protéger d'éventuelles représailles judiciaires, rajoutant pour se dédouaner, qu'il avait eu peu de temps entre la requête formulée par la commune et la remise des papiers, et que de ce fait, il ne pouvait être certain qu'il ne possédait pas encore d'autres registres de ce type en son pouvoir. Il termine en assurant au représentant de la commune que s'il trouvait encore quelques documents de ce type, il en ferait la remise pour qu'ils soient également incendiés. Finalement ce sont quelques 40 registres et cahiers qui furent brûlés. Aucun document ne semble cependant correspondre au *Livre noir*. Seule la pièce n° 22 pourrait s'en rapprocher. En pareil cas on peut se demander pourquoi, dans une description déjà sommaire, le *Livre noir* n'aurait pas été désigné par son nom, alors qu'il devait bien être connu de son présumé gardien et sans doute aussi de la population.
- 46 D'autres papiers furent encore jetés au feu le lendemain du dépôt effectué par Julien. Le 9 septembre, c'est au tour de M^e Verdier de respecter, de son gré, le décret du 17 juillet. Les documents que ce dernier livre au greffe de la commune sont moins nombreux et plus récents : deux registres de reconnaissance, dont un en faveur du baron de Sauve (en fait l'évêque de Maguelone, puisqu'ils couvrent les années 1665-1673) et un autre pour l'abbaye de Sauve (1750-1762) et 5 cahiers des années 1759-1764. Lui aussi précise qu'il possède sans doute d'autres actes féodaux, mais inséparables dans ses registres des actes de familles, ce pourquoi il ne saurait les restituer sans compromettre l'intérêt de tous les citoyens. Sur ce point il fera comme son confère, c'est-à-dire qu'il consultera le Comité de salut public pour connaître le mode d'anéantissement de ces actes. De même, il offre, moyennant décharge, de déposer avant l'expiration de 3 mois (le 6 novembre) tous les actes et registres de ses prédécesseurs. Deux jours après, Jean Devèze, père de de feu M^e Jean Devèze, ancien notaire de Sauve, vient à son tour livrer divers cahiers de reconnaissances et quelques livres de censives qui avaient été produits pour le Sr de Sabatier, l'abbé de Sauve ou encore Mr de Sauve, tout en précisant que parmi les registres de l'office de son fils, il pourrait encore se trouver des reconnaissances féodales, parmi d'autres actes. Lui aussi attend les directives de la Convention nationale pour savoir qu'en faire¹⁵⁹. Un peu plus tard, le 7 octobre 1793, le citoyen Vignolle, receveur des droits de l'enregistrement du bureau de Sauve, obéissant au décret du 17 juillet, qui supprime sans indemnité toutes les redevances seigneuriales et droits féodaux, remet au greffe de la commune plusieurs registres de droit de contrainte de franc fief, de droit d'amortissement, de recette des droits de franc fief, ainsi que plusieurs inféodations sous albergue en faveur de l'abbé comandataire de Sauve

(1764-1789). Tous ces documents ont été brûlés le jour même sur la place publique en présence du peuple.

- 47 Des quatre déposants, seul Julien avait réellement été sommé de livrer ses archives et s'avérera être le plus gros contributeur à ces « salutaires incendies¹⁶⁰ ». Les archives de Sauve ne conservent pas d'autres informations sur cet épisode de brûlement. On sait que des scènes semblables se déroulèrent à Quissac, sans doute à la même période, voire jusqu'au début du mois de novembre¹⁶¹. Il nous manque encore de nombreux éléments de connaissance quant à l'éventuelle remise d'autres documents, comme cela avait été promis par les différents protagonistes précités. On sait par exemple que, le 3 frimaire an II (23 novembre 1793), le procureur syndic du district de Saint-Hippolyte, alerté par une pratique jugée inopportune, avait pris directement contact avec la municipalité de Sauve pour l'inviter à ne plus donner de récépissé des titres féodaux qui lui étaient remis¹⁶². Les archives communales comme départementales ne conservent malheureusement aucune trace de ces dépôts qui auraient donc eu lieu jusqu'à la fin du mois de novembre 1793. L'acmé de cette période destructrice semble se situer en ce mois de Frimaire. En répondant à un questionnaire adressé par l'agent national du district de Saint-Hippolyte, la municipalité nous montre que la fièvre est définitivement retombée. Nous sommes alors au début de l'année suivante, le 5 Pluviôse an II (24 janvier 1794). Par sa réponse au sixième article du questionnaire, relatif à la loi du maximum, au civisme et au brûlement des titres féodaux, la commune signifie alors que cette dernière tâche a bien été exécutée, « à l'exception de ceux qui sont dans les registres des notaires et pour lesquels on attend un décret de la Convention nationale qui détermine le mode de les anéantir¹⁶³ ». Il semble donc que de nombreux registres aient été épargnés, notamment les minutes des notaires¹⁶⁴.
- 48 Toutefois, au mois d'avril 1794, des habitants de Sauve apportaient encore des livres, papiers et manuscrits sur le bureau du greffe, mais ces derniers n'étaient pas nécessairement destinés à la destruction : ils ont été simplement mis en dépôt dans les archives de la commune, en attendant que la Convention se prononce sur leur sort¹⁶⁵. Pour achever de se convaincre que de nombreuses pièces ont pu réchapper aux autodafés de septembre et octobre 1793, on signalera un document du 25 vendémiaire an VII (16 octobre 1798) par lequel Verdier, commissaire du directoire exécutif du canton de Sauve, propose la réintégration des minutes de M^e Jean Devèze (décédé en 1790) dans un dépôt d'archives. Ces minutes, nous dit Verdier, étaient restées entre les mains du père du défunt (Jean Devèze, agriculteur), son office n'ayant plus été pourvu. Afin de répondre à un arrêté du 2 vendémiaire remettant en vigueur une loi du 6 octobre 1791, relative à l'organisation du notariat, Verdier demanda un dépôt de ces minutes (soit auprès de l'administration du canton de Sauve, soit directement aux archives du département¹⁶⁶). Lorsqu'on considère l'état actuel du fonds du notariat de Sauve, dans lequel sont d'ailleurs encore conservés des documents qui auraient logiquement dû être anéantis, les quelques registres brûlés symboliquement en 1793 apparaissent comme bien peu de choses¹⁶⁷. Les brûlements seraient-ils un trompe-l'œil ou bien un épiphénomène masquant un mouvement plus diffus mais plus systématique et plus durable ?
- 49 La guerre aux titres féodaux amorcée dès 1790 avec la suppression progressive des institutions religieuses et des différents organismes politiques, administratifs et judiciaires, qui existaient jusqu'alors, mouvement poursuivi avec la nationalisation des biens, la mise sous scellés des archives des émigrés, des « ci-devant » nobles, des

anciens possédants, appuyé par différentes lois jusqu'en 1794, auraient-ils pu permettre que le *Livre noir* réchappe à ces destructions ? Le contexte politique incite cependant à penser que notre cartulaire a bien subi les foudres révolutionnaires. Il est vrai que les relations entre le seigneur et la commune de Sauve (les consuls et sa population) étaient, dans la dernière moitié du XVIII^e siècle, plutôt mauvaises ; ce en raison notamment des prétentions de la famille Duranc de Vézénobres, sur le conseil, sur la justice, sur la police et sur toutes sortes de prérogatives qu'elle disputait en procès à différents adversaires¹⁶⁸. Malgré tous ces conflits, les Duranc de Vézénobres n'ont, semble-t-il, jamais sollicité le *Livre noir*, comme s'il était tombé dans l'oubli, y compris de ceux pour qui il avait été conçu et préservé¹⁶⁹. Le registre ne faisait pas non plus partie de leurs archives propres, aucun des inféodataires de 1692 ne pouvant le revendiquer. Ce sont même des particuliers qui, en dernier lieu, en avait eu visiblement l'utilité (procès du devois de Cressaut à Conqueyrac). C'est donc plutôt envers l'ensemble des seigneurs, dans un mouvement général de haine à l'encontre de l'Ancien Régime, contre ses privilèges, ses emblèmes et ses titres féodaux, que le vandalisme archivistique trouve son origine, s'exprimant de manière plus ou moins ordonnée, parfois sous couvert d'un cadre réglementaire, parfois à l'écart de tout contrôle et surveillance¹⁷⁰. Le sort réservé à de nombreux papiers durant la période révolutionnaire nous reste mal connu. Certains ont pu rester entre les mains de leurs détenteurs, cachés un temps, retrouvés et dispersés ultérieurement dans des fonds dont on n'a plus aujourd'hui connaissance, ou ont été simplement perdus par suite de leur oubli¹⁷¹. D'autres ont pu être conservés dans divers dépôts en attente de leur destruction ou d'une nouvelle affectation, puis également perdus par négligence ou substitution. On ignore tout du parcours du *Livre noir* au-delà des années 1770-1780 et si l'on ne peut affirmer qu'il a bien disparu au cours des brûlements, sa trace se perd justement au commencement de la Révolution¹⁷². Une même incertitude pèse sur de nombreux cartulaires, dont l'histoire reste nébuleuse à partir de 1789, à l'instar du cartulaire d'Uzès (La *Verdaline*), pour lequel Alain Venturini, suppose une disparition lors des triages révolutionnaires, à défaut de preuves écrites irréfutables¹⁷³.

- 50 Ce long exposé historique nous a permis de présenter les fonds utiles pour l'étude de la baronnie et de ses archives, et offre l'occasion de mettre en avant et de se familiariser déjà avec les principaux documents qui assurent la construction des deux axes de recherches qui vont être à présent développés. Il convient en effet de mettre à profit les informations contenues dans les quelques copies d'actes tirées du *Livre noir*, pour donner d'abord une idée de son contenu et utiliser les informations qu'elles recèlent pour suivre les pistes des documents originaux ayant servi à l'élaboration du registre. Les éléments recueillis doivent ensuite ouvrir vers la perspective d'une reconstitution, approximative mais envisageable, du document, voire sur une proposition de reconstitution du cartulaire de la baronnie de Sauve.

Quelle était la substance du *Livre noir* ?

- 51 On perd donc la trace du *Livre noir* à la fin du XVIII^e siècle sans pouvoir reconnaître son parcours pendant la période révolutionnaire, la piste sauvaie s'étant avérée infructueuse. L'hypothèse d'un retour dans les archives de l'évêque de Montpellier paraît peu probable. Si l'évêque s'était débarrassé sans trop de scrupules de la baronnie en 1692, il entretenait encore de nombreux rapports avec Sauve jusqu'à la fin du XVIII^e

siècle, mais rien ne transparaît dans la documentation encore conservée à Montpellier, sur un éventuel rapatriement¹⁷⁴. Celui-ci est d'autant moins probable que les archives de l'évêché nous sont parvenues dans un état qui ne laisse suspecter aucun triage révolutionnaire, les principales pertes apparaissant plus anciennes (guerres de Religion). Au sein de cet ensemble, on ne sait pas en revanche comment le fonds attaché à la baronnie de Sauve avait été traité, entre la période des séquestres et le premier inventaire connu de la série G (archives du clergé séculier d'Ancien Régime, selon le cadre de classement déjà en vigueur). Réalisé en 1841 par l'archiviste Eugène Thomas, ce répertoire est malheureusement incomplet¹⁷⁵. C'est donc Marcel Gouron qui, le premier, révèle véritablement l'existence du *Livre noir*, sans que ce dernier ait été directement conservé dans les fonds que l'archiviste avait analysé. En réalité, il n'est pas tout à fait le premier à avoir mis en évidence l'existence de ce registre, sans que cette exposition ancienne ait apparemment suscité la moindre recherche. En effet, quatre-vingts ans avant l'édition du répertoire numérique de la série G, l'abbé Durand, curé de Monoblet, publiait un article sur l'échange de Montpelliéret et de la baylie de Sauve entre l'évêque de Maguelone et le roi de France (1292-1293), en s'appuyant sur trois documents inédits qui étaient aux mains du marquis d'Aix d'Aixat, héritier des anciens châtelains de Saint-Félix-de-Pallières¹⁷⁶. Il s'agissait en fait de copies réalisées en 1699 par Jacques Darvieu, seigneur de Lacondamine, commissaire député par la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier. Pour reproduire ces trois actes Darvieu avait préalablement sollicité M^e Jean Devèze, garde des archives de la baronnie (entre 1697 et 1714, comme nous l'avons déjà vu), afin d'avoir accès au *Livre noir*. Le volume ne devait pas quitter Sauve : les transcriptions se faisaient dans la maison de Jean Devèze¹⁷⁷. Pour l'abbé Durand ces textes étaient inédits d'où leur reproduction intégrale à la fin de sa publication¹⁷⁸.

Les trois actes de 1293 édités par l'abbé Durand

- 52 Leur analyse et leur édition nous permettent ainsi pour la première fois d'avoir une idée précise du contenu du *Livre noir*. La première pièce se situe parmi la série d'actes préparatoires à l'échange précité et s'inscrit dans une étape déjà avancée du processus¹⁷⁹. Sans doute, dès la fin de l'année 1292, Philippe IV le Bel, avait fait une première proposition à l'évêque en vue d'obtenir de lui Montpelliéret¹⁸⁰. En mars 1293, Bérenger Frédol, évêque de Maguelone, par l'intermédiaire de ses représentants et après plusieurs tractations (*dudum tractatum fuit inter gentes nostras* : « les tractations déjà faites entre les nos gens ») aurait accepté le principe de cet échange, contre un revenu de 500 livres annuel à prendre sur un fief dépendant du roi¹⁸¹. À partir de là commencèrent d'après négociations afin de déterminer l'assise des 500 livres promises par le roi, d'autant que ce dernier avait déjà pris possession de Montpelliéret dès mars-avril 1293 sans avoir réglé la question du dédommagement¹⁸². En juin 1293, le sénéchal de Beaucaire nommait toutefois des députés afin de procéder aux reconnaissances des biens détenus par les feudataires du roi, dans la baylie de Sauve¹⁸³. Ce mandement, conservé dans le cartulaire de Maguelone, précède de quelques semaines la proposition d'assoir les 500 livres sur cette baylie de Sauve, celle-ci n'étant formulée que dans le courant du mois d'août 1293¹⁸⁴. La réponse de l'évêque est datée du 20 août 1293 et c'est ce document extrait du *Livre noir* que l'abbé Durand livre en premier. Les détails contenus dans le texte et dans son analyse permettent de l'identifier avec un acte primitivement inséré dans le cartulaire de Maguelone¹⁸⁵. L'acte en question est en fait

une vérification de l'estimation des revenus préalablement réalisée par Guichard de Marziac, recteur de Montpelliéret pour le roi. Tatillon, Étienne d'Orthoux, procureur de l'évêque et préposé à cette vérification, trouve à redire : le compte n'y est pas¹⁸⁶.

- 53 Le second acte publié par l'abbé Durand se situe au cœur des nouvelles tractations qui eurent lieu entre la fin du mois d'août et la fin du mois de septembre 1293¹⁸⁷. Si ce document est bien tiré du *Livre noir*, tout comme le précédent, on en trouve également deux copies plus anciennes dans le cartulaire de Maguelone¹⁸⁸. Le 22 septembre 1293, Alphonse de Rouvrai, sénéchal de Beaucaire, vint en personne trouver Bérenger Frédol, à Grandmont (aujourd'hui Grammont, près de Montpellier) pour lui rappeler qu'il avait déjà, soit lui-même, soit par ses agents, offert d'assoir la rente de 500 livres sur la partie royale de la ville d'Alès, proposition antérieure à celle portant sur la baylie de Sauve, que l'évêque avait déclinée. Comme l'évêque avait finalement aussi refusé la seconde offre, le sénéchal commanda à quatre nobles hommes, tous agents royaux (Guichard, chevalier, Guidon de Cabrières, châtelain de Beaucaire, Rostaing de Pujaut, viguier de Bellegarde, et Guillaume de Nogaret, docteur ès lois¹⁸⁹) d'enquêter sur la cause du litige. Les hommes du roi restèrent sur leur position initiale, la baylie de Sauve, selon eux, rapportant bien annuellement 500 livres. Avant de quitter l'évêque, le sénéchal lui avisa être disposé à se soumettre au traité déjà proposé, à condition que l'évêque le soit également, ou à accomplir tout ce qui sera bon pour le roi, ou selon la volonté d'hommes droits (*arbitrio proborum virorum*). L'acte transcrit s'arrête ainsi, mais on sait que l'évêque ne ratifia rien et s'engouffra plutôt dans la porte ouverte par le sénéchal, celle de l'arbitrage¹⁹⁰.
- 54 Plusieurs problèmes sont soulevés par cet acte. D'abord, la datation est semble-t-il approximative, tant sur la copie du *Livre noir* que sur l'édition du cartulaire de Maguelone. Sur l'acte du registre original, on lit « *X kalendas octobris* », soit le 22 septembre 1293. L'abbé Rouquette, dans sa version éditée du cartulaire de Maguelone, donne la date du 23 septembre (le 9 des calendes). Il ne semble pas avoir respecté l'ordre d'apparition des documents puisqu'au lieu de donner une transcription telle quelle, et c'est la source du second problème, il va modifier complètement l'acte originel et donner sous un seul acte ce qui, dans le cartulaire, se trouve dans deux¹⁹¹. En recomposant la structure de ceux-ci, sans doute pour donner une cohérence chronologique à ces éléments qui, dans le cartulaire, se suivent mais de manière anachronique, l'abbé Rouquette commet, comme Darvieu en 1699, une erreur de lecture. La copie du *Livre noir* ou du moins sa transcription réalisée par Darvieu, semble indiquer que la rencontre entre l'évêque et le sénéchal aurait eu lieu le jour des calendes d'octobre (le 1^{er} octobre donc), ce qui est en contradiction avec la date du premier acte qu'édite l'abbé Rouquette, mieux datée mais restant erronée, du 9 des calendes d'octobre (23 septembre). L'affaire semble effectivement avoir été portée en deux ou trois temps, très rapprochés, entre le 22 et le 25 septembre. L'acte qui intervient en premier lieu nous paraît bien être celui qui précède l'acte édité et recomposé par l'abbé Rouquette et qui est en fait daté du 10 des calendes donc du 22 septembre. L'acte suivant ne serait alors qu'une copie plus détaillée de l'affaire. On voit ici poindre une difficulté majeure dans la reconnaissance des actes qui figuraient dans le *Livre noir*, se trouvant également dans le cartulaire de Maguelone, mais dont l'édition recomposée par l'abbé Rouquette ne facilite pas toujours la compréhension.
- 55 Pour preuve, le troisième document publié par l'abbé Durand, lui aussi très mal daté, ne trouve aucune correspondance tant dans l'édition du cartulaire que dans les registres

originaux. Cet acte aurait pour origine un mandement du sénéchal de Beaucaire, daté du 12 janvier 1294, par lequel il requérait à Guichard de Marziac et Guidon de Cabrières de se rendre à Sauve pour y recevoir les reconnaissances de tous ceux qui possédaient des fiefs relevant du roi de France, dans la baylie de Sauve et son ressort. L'abbé Durand transcrit en fait six de ces reconnaissances issues du *Livre noir*¹⁹². D'après cet érudit, elles auraient été faites à peu près au moment où se déroulait un nouvel arbitrage (sous l'égide de l'évêque de Carcassonne) : l'opération aurait duré du mois de janvier au mois d'août 1294. Il y a bien sûr une erreur sur la date ; comme nous le verrons, ces reconnaissances précèdent d'une année les tractations qui aboutiront, au printemps 1294, à la prise de possession de la baronnie de Sauve par l'évêque de Maguelone.

56 La première des six reconnaissances extraites du *Livre noir* n'a pas de date précise, sans doute en raison d'un original illisible¹⁹³. Il s'agit d'un hommage rendu par le procureur de l'abbé de Gellone (Saint-Guilhem-le-Désert), pour le monastère et pour les droits que l'abbé avait sur Saint-Martin-de-Londres. Ce village (*castrum* ecclésial) avait été visiblement rattaché au ressort de la baylie royale de Sauve (après 1243), action d'ailleurs réalisée au mépris des droits de l'évêque. La seconde reconnaissance est datée du mercredi après la fête de Sainte-Magdeleine (29 juillet 1293) et est passée par Bernard de Montoulieu. Les quatre dernières (Étienne de Marsillargues, Guilhem Arnaud, damoiseau de Saint-Félix-de-Pallières, Gaucelm de Roquefourcade, Bertrand de Cisterna des Baucels) sont de cette même date. Ces six reconnaissances ne semblent plus être contenues dans le cartulaire de Maguelone, en revanche le préambule relatif au mandement du sénéchal (daté par l'abbé Durand du 12 janvier 1294) a été intégré dans l'un des registres, comme partie d'un acte de reconnaissance visiblement différent de ceux que le *Livre noir* contenait¹⁹⁴. Il sert alors d'introduction à une reconnaissance faite par Pierre de Ganges, jeune, de tout ce qu'il tenait du roi dans la baylie de Sauve, datée du 3 août 1293¹⁹⁵. La copie, peut-être déjà corrompue dans le *Livre noir*, ou à partir de la transcription de Darvieu, donne pour le mandement du sénéchal la date du 12 janvier 1293 (1294, n.s.), mais au lieu de *pridie idus januarii* (« le jour avant les ides de janvier »), le cartulaire porte *pridie ydus junii* (« le jour avant les ides de juin »), soit le 12 juin 1293. Cette date correspond davantage à la chronologie connue de ces reconnaissances, telles qu'elles nous ont été préservées à travers le cartulaire de Maguelone. En effet, si les six actes extraits du registre sauvain ne semblent pas se trouver dans le cartulaire, d'autres ont été conservés. On trouve en premier lieu une reconnaissance faite par Pons Pierre, seigneur de Ganges, pour ses possessions tenues du roi dans la baylie de Sauve, datée, comme les six autres issues du *Livre noir*, du 29 juillet 1293¹⁹⁶. L'acte sera édité par l'abbé Rouquette, dans sa version personnelle du cartulaire de Maguelone, avec à la fin de sa transcription, une note très instructive sur l'origine de la conservation de cette chartre¹⁹⁷.

57 Pour cet érudit, la reconnaissance de Pons Pierre de Ganges marque le début de l'enquête ordonnée par Philippe le Bel, sur les revenus de la baylie de Sauve, en vue de l'échange avec l'évêque de Maguelone, signalant au passage que cette recherche fut fastidieuse, couvrant plus de cent actes « presque tous aujourd'hui sans aucun intérêt ». C'est ainsi que l'abbé Rouquette décida de ne publier en entier que les reconnaissances nobles, et de donner les autres seulement en résumé. Si l'on met de côté ce choix discutable, l'éditeur du cartulaire interprète judicieusement ces reconnaissances comme une enquête destinée à estimer la valeur de la baylie. Elles mettent en effet en lumière les revenus des différents seigneurs ayant des droits dépendant du roi dans cette région. En revanche, on ne s'explique pas pourquoi le(s) compilateur(s)/

rédauteur(s) du cartulaire n'a(ont) pas intégré l'ensemble des actes formant justificatifs à cette recherche. Que l'abbé Rouquette n'ait édité qu'une partie des actes est une chose, mais l'inventaire du cartulaire réalisé *a posteriori*, entre la fin de l'épiscopat d'Arnaud de Verdale et la fin du XIV^e siècle¹⁹⁸, ne les signale pas non plus. Il se pourrait que ces actes soient encore cachés dans la masse représentée par la « centaine » d'actes évoquée par l'abbé Rouquette. Mais il semble plus vraisemblable que les six reconnaissances du *Livre noir* proviennent d'un autre document que le cartulaire de Maguelone. Dans la série G des archives départementales de l'Hérault, la liasse consacrée au village de Laroque-Aynier contient une copie des reconnaissances faites les 2 et 3 août 1293 par Jean de Saussan et Frédol de Laroque, coseigneurs de Laroque¹⁹⁹. Cette copie paraît être de la fin du XVII^e siècle, établie sans doute lors du procès pendant entre l'évêque de Montpellier et l'héritière de la seigneurie de Laroque, et ont été tirées « d'un livre de nottes de M^e Mastieu Lobiere notaire de Sauve, concernant les hommages et reconnoissances faites au Roy au baillage de Sauve, cotté au-dessus *Liber primus Tempore Regis* ». Mathieu Loubière (*Matheus Loberie*) est effectivement le notaire royal qui exerçait en 1293 à Sauve, on le retrouve dans plusieurs actes du cartulaire de Maguelone, relatifs à la baronnie. Ces deux actes sont d'ailleurs édités par l'abbé Rouquette, qui les extrait de deux registres différents²⁰⁰.

- 58 C'est donc vraisemblablement par facilité que les copies de la liasse de Laroque ont été faites à partir d'un seul registre, spécifiquement consacré à ces reconnaissances, plutôt que sur des transcriptions séparées dans le cartulaire de Maguelone. La copie tirée du *Livre premier du temps du roi* (traduction littérale du *Liber primus Tempore Regis*), donne en sus l'emplacement des actes dans ce registre disparu. Le préambule était au folio 1, la reconnaissance de Jean de Saussan, au folio 9 et celle de Frédol de Laroque, au folio 10 v°. Il semble que ce document était encore conservé dans les archives de l'évêché au moment de leur copie à la fin du XVII^e siècle. La source du *Livre noir* pour ces reconnaissances inédites paraît donc être le *Liber primus Tempore Regis*, et non le cartulaire de Maguelone. Ainsi on peut émettre l'hypothèse que lors de la rédaction du registre sauvain, le sieur de Valobscure avait encore à sa disposition, dans les archives de l'évêché, d'autres documents que le seul cartulaire.

Le procès du devois de Cressaut à Conqueyrac (actes de 1318, 1342 et 1347)

- 59 À la suite de ces copies, viennent les dernières mentions du *Livre noir* (avant la Révolution) signalées à travers l'analyse d'actes, incluses dans un mémoire imprimé²⁰¹. Signé par Pourret (juge et rapporteur) et Espérandieu (homme de loi et avoué), ce document avait pour but de faire le point et éteindre les procédures relatives à la propriété et à la jouissance d'une terre à usage réglementé, à savoir le devois dit de Cressaut, sis sur la commune de Conqueyrac. Le procès prenait son origine dans les années 1770-1780 et avait donné lieu à cet ultime opuscule en 1790, d'où sont tirées toutes les informations relatives à cette affaire. Pourret et Espérandieu y décortiquent le contenu juridique de plusieurs actes tirés du *Livre noir* et en premier lieu un acte du 15 des calendes d'avril 1318²⁰². Il s'agit de l'acte d'inféodation du devois de Cressaut, par l'évêque de Maguelone, comme baron de Sauve, en faveur des habitants de Conqueyrac. Les coauteurs du mémoire en donnent quelques extraits permettant de le rapprocher sans difficulté d'un acte du cartulaire de Maguelone, édité par l'abbé Rouquette²⁰³.

- 60 Le second acte, utilisé et contesté lors du procès, est daté du 3 septembre 1342. Il correspond à la division du puech de Cressaut, au profit des trois emphytéotes de l'évêque qui jusque-là le possédaient en commun²⁰⁴. Lui aussi se trouve dans le cartulaire de Maguelone au même titre qu'un accord passé entre le prieur de Conqueyrac et l'évêque (sans date²⁰⁵). Le mémoire signale ensuite deux actes du 26 mai 1344, tirés non pas du *Livre noir*, mais directement d'un registre de notes de M^e Jean Dedieu, notaire, de l'année 1340 et suivantes²⁰⁶. Les actes de ce notaire avaient été collationnés par le commissaire Séguret au début des années 1770, c'est-à-dire au commencement du procès²⁰⁷.
- 61 Enfin, le troisième et dernier acte issu du registre de la baronnie de Sauve est une transaction du 17 avril 1347 passée entre les pariers du devois de Cressaut, au sujet de la redevance annuelle du cinquième des fruits. Cet acte est doublé par un instrument de ratification daté du 24 avril 1347. Or, ces deux actes comme les précédents (1318 et 1342) sont aussi transcrits dans le cartulaire de Maguelone²⁰⁸. Les actes postérieurs à l'année 1337 n'ont pas été édités par l'abbé Rouquette, sa publication s'interrompant au tome V, au début d'un acte du 12 mars 1337²⁰⁹. Mais tous les actes mentionnés et analysés par Pourret et Espérandieu sont bien inclus dans le cartulaire et principalement tirés du registre D. Dans le cas des pièces extraites du *Livre noir* et produites pour le procès du devois de Cressaut, il ne semble donc n'y avoir aucune autre source que le cartulaire de Maguelone.

Les viguiers de Sauve dans le fonds d'Avéjan (1236-1340)

- 62 Le fonds d'Avéjan abrite encore quelques pièces éparses provenant de la succession des Duranc de Vézénobres, derniers viguiers de Sauve. L'acte fondateur sur lequel vont s'appuyer les viguiers de Sauve, issus de la branche de Vézénobres, puis à leur suite les Valobscure et les Duranc, est une transaction de 1236. Si des pièces du fonds d'Avéjan la mentionnent très souvent, il n'en demeure aucune copie, ni dans ce fonds, ni dans le cartulaire²¹⁰. En revanche les autres actes, relevés dans ce qui apparaît comme un recueil de pièces justificatives des droits vicariaux, se trouvent tous inclus dans les registres épiscopaux, sans avoir la certitude qu'une copie en ait été produite ensuite dans le *Livre noir*. Les transcriptions, toutes modernes, du fonds d'Avéjan, ne signalent en effet que rarement le document original sur lequel la copie se fonde. Il en va ainsi d'un acte de 1266, mentionné et transcrit sans référence dans le fonds d'Avéjan²¹¹, mais que l'on peut toutefois retrouver dans le cartulaire de Maguelone²¹². Il en va de même pour l'hommage du viguier de Sauve en 1312, copié en plusieurs exemplaires dans deux liasses du même fonds²¹³, pour lequel on trouve une correspondance dans le registre F du cartulaire, acte également édité par l'abbé Rouquette²¹⁴, et pour la sentence passée entre le viguier et les officiers de Sauve en 1323²¹⁵, ou encore au sujet d'un hommage passé en 1340²¹⁶.
- 63 Toutes ces transactions, à l'exception de l'acte de 1236, existent dans le cartulaire de Maguelone. Il y a donc de fortes probabilités pour qu'elles aient été également copiées dans le *Livre noir*, dans la mesure où elles intéressaient la baronnie de Sauve. Le seul acte qui, finalement, nous est parvenu sous forme de copies extraites du *Livre noir*, est une reconnaissance faite par le viguier de Sauve en 1293. On en trouve deux copies incluses dans une des liasses du fonds d'Avéjan, l'une tirée explicitement du *Livre noir*, par un clerc agissant pour M^e Duranc, notaire de Sauve ; ce dernier précisant que

l'original était dans les archives de la baronnie de Sauve (fig. 6 et 7) ; l'autre fut copiée au folio 39 du grand *Livre Ros*, coté D, qui n'est autre que le registre D du cartulaire de Maguelone. Malzac, garde des archives de la baronnie, responsable de cette seconde copie s'est empressé de rajouter : « J'ay le livre noir d'où le présent extrait a esté tiré ce 21 juin 1716 » (fig. 4). Le lien entre original et copies est ici exceptionnellement formel. Il se vérifie par le contenu du registre D au folio indiqué²¹⁷.

Fig. 6

Nîmes (Gard), archives départementales, début de la transcription de l'acte de 1293, copie par M^e Duranc, notaire de Sauve. Le copiste a rajouté en haut à gauche la provenance de l'original « Tiré du livre noir des archives de la baronnie de Sauve et de la feuille troisième verso au pouvoir du S^r Malsac notaire de Sauve ». AD. Gard. 86 J 145.

© V. Vassal 2021

Fig. 7

Même acte que précédemment. Le colophon moins précis que le rajout précité signale simplement « Collationné sur son original étant dans les archives de la baronnie de Sauve ». Cette note rajoutée et signée par Duranc, montre que la copie et le rajout du premier folio ont été effectués par un tiers, M^e Duranc se contenant de valider l'authenticité de la copie. AD. Gard. 86 J 145.

© V. Vassal 2021

Les analyses d'actes conservés dans le fonds de l'évêché de Montpellier : un apport fondamental

- 64 Si les quelques pièces éparses évoquées jusqu'ici donnent un *ratio* important d'actes issus du cartulaire de Maguelone, les analyses contenues dans un mémoire, déjà relevé par Marcel Gouron dans la liasse consacrée au village de Laroque-Aynier, sont d'une toute autre nature²¹⁸. Il n'est plus question de transcriptions intégrales des actes contenus dans le *Livre noir*, mais l'objectif est de donner un aperçu du potentiel de certains documents utiles pour l'évêque de Montpellier dans son procès contre la seigneuresse de Laroque. Dix-neuf actes, dont on donnera une liste résumée, sont ainsi analysés et décomposés en vingt-huit articles par le producteur de ce mémoire. On remarquera que ce relevé fait apparaître pour la première fois des références précises avec des numéros d'articles et des folios (fig. 8).

Fig. 8

Montpellier (Hérault), archives départementales, mémoire ou relevé d'actes judiciaires pour l'évêque de Montpellier (c. 1669-1673) Premier folio indiquant en en-tête « Au livre noir de la baronnie de Sauve ». Organisation en article avec références marginales. AD. Hérault. G 1638 © V. Vassal 2021

65 Le premier acte retenu correspondait à l'article 1161, conservé au folio 308 v° du Livre noir. L'ajout de l'article n'est cependant pas systématique, les datations manquent parfois et la référence aux folios n'est pas toujours rigoureuse²¹⁹. Toutefois, le contenu assez détaillé de ces analyses permet de faire un rapprochement presque systématique avec des actes conservés dans le cartulaire de Maguelone. Pour faciliter la lecture du dénombrement de ces chartes, on donnera leur résumé dans le tableau suivant, avec leur probable correspondance (références au cartulaire, registres et édition), quelques observations se trouvant en notes de bas de page.

	Date	Nature de l'acte	Référence au Livre noir	Correspondance cartulaire	Correspondance édition
1	2 septembre 1333	Le procureur de l'évêque en appelle au roi contre le viguier de Sommières, au sujet du seigneur de Laroque	Fol. 308 v°, art. 1161	AD Hérault. G 1126, f°LXXVII r°-LXXVIII v°, art. 1159 (vues 76-78)	ROUQUETTE, 1923-1924, n° MDCLXXV, p. 466-469

2	4 août 1311	Sommation faite par le bayle de Sauve au viguier de Ganges de comparaitre devant lui	Fol. 313, art. 1163	AD Hérault. G 1123, f°CCXLVI v°, art. 266 (vue 255)	ROUQUETTE, 1923, n° MCCLXVIII, p. 150-151
3	18 août 1329	Condamnation par la cour de Sauve de Jean Combes, habitant de Laroque-Aynier, qui avait volé une brebis	Fol. 321, art. 1167	AD Hérault. G 1124, f°CCII v°- CCIII r°, art. 614 (vue 208)	ROUQUETTE, 1923-1924, n° MDXCV, p. 57-60
4	20 août 1336	Appel de l'évêque contre le juge de Montpellier qui a soustrait à sa juridiction le seigneur de Laroque-Aynier	Fol. 334, art. 1174	AD Hérault. G 1128, CLXXXVI r°- CLXXXVII v°, art. 2156 (vues 192-194)	ROUQUETTE, 1923-1924, n° MDCCXXXVIII, p. 694-701
5	15 novembre 1340	Appel de l'évêque contre le viguier royal de Sommières, au sujet d'un moulin sis sur l'Hérault, dit del Bequet, contre Jean de Saussan et Raimond de Laroque, chevaliers	Fol. 338, art. 1177	AD Hérault. G 1126, f°XCVIII v°- XCVIII v°, art. 1179 (vues 98-99)	Non édité
6	21 janvier 1294	Délimitation de la baylie de Sauve	Fol. 359, art. 1187	AD Hérault. G 1126, f°XCI v°- XCIII v°, art. 1174 (vues 91-93) ²²⁰	ROUQUETTE, 1921, n° CMLXXXII, p. 624-631
7	8 novembre 1298	Réquisition faite par le viguier d'Anduze à 9 possesseurs de terres du mas d'Aspères, d'en faire les reconnaissances féodales à qui de droit ²²¹	Fol. 571 v°	AD Hérault. G 1125, f°CXI v°, art. 846 (vue 113)	ROUQUETTE, 1921, n° MLXXIV, p. 822
8	s. d. (c. 1294) ²²²	Paroisses faisant partie de la baronnie de Sauve	Fol. 702	AD Hérault. G 1126, f°LIIII v°- LV r°, art. 1132 (vue 54)	ROUQUETTE, 1921, n° CMLXXXIII, p. 632-633

9	1er avril 1301	Philippe le Bel ratifie les décisions prises par le sénéchal de Beaucaire, ordonnant de rayer les Juifs de Sauve des rôles des impositions royales	Fol. 703	AD Hérault. G 1126, f°XXIII v°- XXVI r°, art. 1089 (vues 24-25), f°XXVI r°-XXVII v°, art. 1090- copie du précédent - (vues 25-27)	ROUQUETTE, 1921, n° MCXVI, p. 891-897
10	20 août 1293	Réponse de l'évêque à la proposition faite au nom du roi de France de lui céder la baylie de Sauve	Fol. 702	AD Hérault. G 1125, f°CCXI r°- CCXII r°, art. 1018 (vues 214-215)	ROUQUETTE, 1921, n° CMLXX, p. 576-581 ²²³
11	31 mars 1307	Biens assignés dans la baylie de Sauve pour remplacer les 40 livres de revenu annuel que percevait l'évêque de Maguelone sur les Juifs de Sauve	Fol. 719	AD Hérault. G 1126, f°XXVII v°-XXIX r°, art. 1091(vues 27-28), et f°CCXXXIII v°-CCXXXVI r°, art. 1286 (vues 234-235)	ROUQUETTE, 1923, n° MCCXVIII, p. 28-32 ²²⁴
12	3 février 1307	Philippe le Bel décide d'assigner ailleurs les quarante livres de revenu annuel qu'il a accordé à l'évêque de Maguelone sur les Juifs de Sauve	?	AD Hérault. G 1126, f°CCXXXIII v°-CCXXXVI r°, art. 1286 (vues 234-235)	ROUQUETTE, 1923, n° MCCXV, p. 14-15 ²²⁵
13	25 juin 1330	Inventaire, avant afferme, des biens meubles et immeuble appartenant à l'évêque, dans la baylie de Sauve	Fol. 122	AD Hérault. G 1126, f°LXXVIII v°-LXXX v°, art. 1160 (vues 78-80)	ROUQUETTE, 1923-1924, n° MDCXX, p. 130-140
14	2 septembre 1333	Le procureur de l'évêque en appelle au roi contre le viguier de Sommières, au sujet du seigneur de Laroque	Fol. 729	AD Hérault. G 1126, f°LXXVII r°-LXXVIII v°, art. 1159 (vues 76-78)	ROUQUETTE, 1923-1924, n° MDCLXXV, p. 466-469
15	c. 1302	Note sur le mas de Bezorns	Fol. 699 v°	AD Hérault. G 1126, f°LVII r°, art. 1137 (vue 58)	ROUQUETTE, 1921, n° MCXLVII, p. 952-953 ²²⁶

16	11 décembre 1350	Censives perçues sur des habitants de La Cadière par Arnaud de Montoulieu et vendues par celui-ci à l'évêque de Maguelone	Fol. 453	AD Hérault. G 1126, f°CVIII r°- v°, art. 1187 (vues 107-110)	Non édité ²²⁷
17	5 novembre 1298	Actes relatifs au mas d'Aspères (reconnaissances)	Fol. 92, 162 et suiv.	AD Hérault. G 1124, f°CLXXXIX v°-CXCII v°, art. 575-581 (vues 195-198) et G 1125, f°CXI v°-CXV v°, art. 846-858 (vues 113-117)	ROUQUETTE, 1921, n° MLXII, n° MLXIII, MLXIV p. 818 ; n° MLXV, n° MLXVI, p. 819 ; n° MLXVII, p. 819-820 ; n° MLXVIII, n° MLXIX, p. 820 ; n° MLXX, p. 820-821 ; n° MLXXI, n° MLXXII et n° MLXXIII p. 821
18	3 mars 1271	Transcription de l'accord passé entre les gens du roi et le prévôt de Maguelone au sujet des droits de justice sur la <i>villa et parrochia</i> de Lauret	Fol. 4 v°	AD Hérault. G 1123 f°LXIII r°- v°, art. 77 (vues 70-71)	ROUQUETTE, 1923, n° DCCXVIII, p. 132-133
19	4 juin 1292	Accord entre les habitants et les seigneurs de Montoulieu au sujet du bannier	Fol. 484	AD Hérault. G 1126, f°CI v°-CII v°, art. 1181 (vues 101-102)	ROUQUETTE, 1921, n° DCCCXLI, p. 478-484

- 66 Absolument tous les actes signalés ici, comme provenant du *Livre noir*, se retrouvent également dans le cartulaire de Maguelone. L'ordre dans lequel ils semblent avoir été copiés dans le registre de la baronnie de Sauve, paraît même avoir respecté celui des registres de l'évêché. Rien de surprenant à cela, puisque d'après l'inventaire des papiers remis à l'abbé Delmas en 1644, les documents qui avaient servi à la préparation du *Livre noir* étaient tous conservés à la fin du XVI^e siècle dans les archives de l'évêché de Montpellier. L'approche statistique des sources probables du *Livre noir* montre de surcroît que c'est surtout dans le cartulaire de Maguelone, compilation du milieu du XIV^e siècle réunissant en six gros volumes les pièces essentielles du chartrier épiscopal, que l'on retrouve la grande masse d'actes qui servirent d'originaux pour le registre sauvain. Il suffit d'observer le recueil qui sert d'inventaire général aux six registres du cartulaire, pour constater l'importance des actes de la *baronia Salvii* au sein du chartrier²²⁸. De combien d'actes pouvait-il s'agir, avaient-ils tous été transcrits ? Malgré l'importance prise par ces actes, le répertoire des cartulaires n'est pas exempt d'erreurs et d'omissions. Ainsi le nombre exact d'actes relatifs à la baronnie de Sauve, contenus dans le cartulaire de Maguelone, à l'instar de ceux du *Livre noir*, reste encore à déterminer. Il semble que ces documents, d'abord rassemblés par l'évêque au moment

de l'échange entre Montpellier et la baronnie de Sauve, ont été ensuite sélectionnés pour être inclus au cartulaire, et beaucoup plus tard, à la fin du XVI^e siècle, copiés en intégralité dans les 720 folios du *Livre noir*. À cette base s'ajoutaient sans doute quelques documents épars qui ne sont plus conservés aujourd'hui.

- 67 Le principe de sélection des documents qui devaient faire l'objet d'une transcription nous apparaît avec les reconnaissances de l'été 1293, dont l'une des sources semble avoir été un registre de reconnaissances (le *Liber primus Tempore Regis*), puisque le cartulaire n'avait apparemment enregistré qu'une partie seulement de son contenu. Plusieurs indices plaident cependant pour un apport minimal d'éventuelles sources supplémentaires, issues d'autres fonds. L'état des archives de l'évêché à la fin du XVI^e siècle, à l'exception de pertes marginales (le fameux livre de reconnaissances du roi), semble proche de celui que nous connaissons aujourd'hui. Les papiers conservés dans le chartrier avaient déjà subi un premier écrémage lors des guerres de Religion, ce qui explique pourquoi si peu de pièces antérieures au XVII^e siècle sont conservées dans les liasses consacrées à la baronnie de Sauve. De fait, lorsque Montmorency fit compiler son propre cartulaire, seules quelques sources étaient encore disponibles. La matrice du *Livre noir* devait donc essentiellement se trouver dans le cartulaire de l'évêché de Maguelone.

Du cartulaire de Maguelone au *Livre noir* de la baronnie de Sauve

- 68 Trois sources peuvent aujourd'hui être mobilisées pour tenter une reconstitution du *Livre noir*. On dispose en effet de tous les actes édités par l'abbé Rouquette, inclus dans sa version du cartulaire de Maguelone²²⁹; des six volumes originaux avec leur répertoire contemporain, tous numérisés et presque tous accessibles via le site des archives départementales de l'Hérault²³⁰; et d'une copie à peu près complète du cartulaire, réalisée sur les originaux par Joseph Berthélé au début du XX^e siècle, et récemment mise à disposition du public²³¹. En dépit d'une apparence d'œuvres finies, chacune de ces sources complète en réalité l'autre. Seuls les registres originaux peuvent être considérés comme la version la plus fiable, mais comme on l'a vu, à la suite d'un travail de sélection, l'entreprise semble également omettre des actes qui se trouvaient pourtant dans le *Livre noir*. Les deux copies, l'une éditée, l'autre restée sous forme de manuscrit font également l'impasse sur certains documents. Ces sources se font écho, mais certaines en revanche restent muettes là où des actes sont ailleurs transcrits. Malgré ces imperfections il est possible, en jouant avec chacune d'elles, de vérifier l'exactitude d'une information, de retrouver l'emplacement d'un acte, son édition ou son omission, sa transcription ou son caractère totalement inédit. Il n'existe pas d'autres méthodes pour être le plus exhaustif possible que de naviguer entre l'édition, l'inventaire des cartulaires, la copie de Joseph Berthélé et les volumes originaux. Cette disposition qui invite à une certaine méthodologie mérite quelques explications, à commencer par un regard critique sur chacune de ces sources.

Le cartulaire de Maguelone comme source élémentaire

- 69 Il ne fait plus aucun doute pour l'historiographie que le cartulaire de Maguelone fut l'œuvre presque entière d'un seul évêque, Arnaud de Verdale (1339-1352), poursuivie

marginale sous les évêques de Durand des Chapelles (1353-1361), Dieudonné de Canillac (1361-1367) et Gaucelm de Deaux (1367-1373)²³². C'est Alexandre-Charles Germain qui, le premier, aiguille dans cette direction en publiant la *Chronique* compilée par Arnaud de Verdale²³³. Gradué en droit civil et canon de l'université de Toulouse, cet évêque devait faire œuvre double en s'intéressant à l'histoire du diocèse, puisque son travail de recherches dans le fonds d'archives de son évêché devait à la fois lui permettre de retracer l'œuvre de ses prédécesseurs (le *Catalogus*), et de mettre en ordre et conserver lesdites archives²³⁴. L'abbé Rouquette utilise à ce propos un parallèle intéressant avec le travail d'historien de Bernard Gui, évêque de Lodève (1324-1331) qui, peu avant Arnaud de Verdale, avait composé un catalogue des évêques de Lodève, tout en promouvant la rédaction d'un cartulaire²³⁵. D'après cet érudit, le registre B, intégrant une centaine d'actes du début de l'épiscopat d'Arnaud de Verdale (1339-1343), aurait été le premier compilé par cet évêque. Un autre indice, plaidant en faveur de ce potentiel commanditaire, est qu'il existe statistiquement beaucoup moins d'actes postérieurs à son épiscopat dans l'ensemble des registres composant le cartulaire. L'hypothèse est intéressante, mais ce que l'on retiendra surtout, c'est l'apparent manque d'organisation de ces différents volumes. Car, comme on l'a déjà aperçu, le cartulaire n'est pas parvenu jusqu'à nous sous la forme d'un seul recueil contenant quelques centaines d'actes, mais se décompose en six gros registres comprenant chacun, en moyenne, plus de 300 folios en parchemin (fig. 9).

Fig. 9

Montpellier (Hérault), archives départementales, les six registres formant le cartulaire de Maguelone, compilation du milieu du XIV^e siècle, dans leur reliure moderne

C. Cordier © AD. Hérault

- 70 Ceux-ci devaient être désignés peu après leur rédaction par une lettre, de A à F, permettant leur identification au sein des archives épiscopales²³⁶. Le but était d'assurer la préservation des actes originaux rassemblés dans le chartrier et dont la masse, à l'époque d'Arnaud de Verdale, venait récemment d'être augmentée de centaines de pièces supplémentaires concernant la baronnie de Sauve.
- 71 L'utilité de cette compilation pour l'histoire de cette région, comme pour l'ensemble du diocèse, est indéniable, puisque la plupart des originaux n'ont pas été conservés. Pour autant il demeure assez ardu de comprendre la logique qui présida à l'élaboration de

l'ensemble et donc d'y retrouver un acte précis parmi les 2 400 qui y sont retranscrits. Les principes originels de sélection et de transcription échappaient déjà à l'abbé Rouquette, qui en entreprit l'édition à partir de 1912. Utilisant pour comparaison le cartulaire des Guilhem²³⁷ qui, de son point de vue, correspondait bien à un modèle type répondant à une logique organisationnelle en retranscrivant d'abord les bulles papales, puis les diplômes royaux, *etc.* ; l'abbé Rouquette s'est trouvé confronté à un problème pour restituer au cartulaire de Maguelone une cohérence qu'il n'avait pas. Du moins, la structure et le mode de composition de ces cartulaires du XII^e siècle ne pouvaient trouver ici le moindre écho, puisqu'il ne s'agissait plus que d'une imposante compilation de chartes ne présentant plus aucune normalisation apparente²³⁸. Admettant Arnaud de Verdale comme promoteur de l'œuvre, Pierre Chastang présente toujours le cartulaire de Maguelone comme le résultat d'un travail d'historien érudit tâchant de recenser l'ensemble des parchemins alors disponibles, et dont la forme ne pouvait donc être que très éloignée des cartulaires des XII^e-XIII^e siècles²³⁹. Effectivement, nous ne trouvons pour l'heure aucune cohérence à cette compilation. Lucie Galano, qui a récemment eu à manipuler les chartes du cartulaire pour sa thèse portant sur le cordon littoral du comté de Melgueil, indique une éventuelle organisation thématique, mais comme elle le fait également remarquer, il manque encore une étude approfondie de tous les registres pour envisager de comprendre les ressorts d'une potentielle logique de composition²⁴⁰. Cette tâche serait peu aisée à mettre en œuvre au vu de la quantité d'actes restant à relever, l'édition ne nous étant d'aucun secours sur ce point, puisque l'abbé Rouquette avait fait le choix de ne pas respecter l'organisation du cartulaire et de présenter les chartes selon l'ordre chronologique.

- 72 En abordant la question, à travers les seuls actes de la baylie de Sauve, aucun schéma n'est clairement apparu. Les reconnaissances, par exemple, sont réparties entre les registres A, B, C, D, et F. Il n'existe aucun classement géographique, comme cela est perceptible à travers des reconnaissances faites à l'été 1293 pour le fief de Corconne, qui se retrouvent dispersées dans les registres B et F, même si ce dernier semble globalement contenir majoritairement ce type d'acte. On y trouve également plus ponctuellement des ventes, des acaptes ou des constitutions de dot. C'est aussi dans ce registre F que l'on trouve une autorisation accordée par le bayle épiscopal de Durfort pour le percement de la muraille du castrum²⁴¹. Dans le registre C sont réunis de manière plus marquée des actes de justices (sentences, appels) et des mandements royaux, mêlés toutefois à de nombreuses reconnaissances (celles de l'été 1293 s'y retrouvent en nombre), ainsi qu'à un acte de vente. Le registre A, couvre un large panel d'actes : sommation de l'évêque pour hommage, ordonnance du roi pour la prise de possession de la baylie, nomination des délégués de l'évêque, reconnaissances (à l'évêque ou au roi, notamment les reconnaissances formant enquête avant l'échange de 1293), vente d'une table de marché et de terres, autorisation de construction sur les murs de Durfort par le bayle de Sauve en 1318, nombreux actes en relation avec l'échange de la baylie, des plaintes, des actes de procès (accords et règlements), une levée du ban, *etc.* Beaucoup de ces chartes paraissent cependant en relation avec le roi de France, sans qu'il soit possible d'affirmer qu'il y ait eu une volonté particulière de les réunir dans ce volume. L'analyse des autres registres incite également à la prudence.
- 73 En effet, la même diversité, en termes de nature, de contenu, de répartition géographique et de chronologie, s'observe pour le registre B, qui entrelace de nombreuses ventes, cessions de droits (sur Corconne notamment), une révocation du

lieutenant du viguier de Sommières, un *vidimus* de lettres apostoliques (du XV^e siècle !), des mandements royaux, la nomination d'un notaire épiscopal, un acte de la cour de Sauve, des quittances et des reconnaissances (antérieures à 1293, contemporaines et postérieures à l'échange). Cette disparité s'observe également dans le registre D, où se trouvent de nombreux actes de la baronnie de Sauve, mais sans qu'un caractère commun ou qu'une ébauche de regroupement ne puissent être réellement mis en évidence. On y dénombre la prise de possession de la baylie de Sauve et de la châtelainie de Durfort (en 1294), l'arbitrage de l'évêque de Carcassonne pour cet échange, les hommages du viguier de Sauve et d'autres actes en relation avec la fonction de viguier, de nombreux actes en relation avec les Juifs de Sauve, des actes relatifs au puech de Cressaut, les censives perçues par le roi et des reconnaissances faites au bayle royal ou au viguier d'Anduze (avant 1293), des reconnaissances faites à l'évêque, un appel contre le viguier de Sommières (seconde moitié du XIV^e siècle), des échanges de biens sis à Corconne, Logrian, Saint-Félix-de-Pallières, *etc.* Le registre E *a contrario* ne contient qu'une poignée d'actes concernant Sauve, sans doute sous forme de copies, comme la prise de possession de Durfort par les délégués de l'évêque de Maguelone, déjà transcrit au registre A, fol. 164 v°, et au registre D, fol. 236 v° (3 mai 1294). On trouve également deux mandements royaux originaux, dont un mandement de Philippe V enjoignant aux officiers royaux de restituer à l'évêque les actes et écrits de toutes sortes intéressant la baylie de Sauve (24 mai 1320²⁴²). Ce dernier acte nous éclaire sur les conditions du transfert des documents dans le chartrier épiscopal, et confirme l'idée que le cartulaire devenait une nécessité après l'intégration de ce fonds.

- 74 Si l'on ne peut nier que certains regroupements existent au sein de ce magma documentaire (actes relatifs aux viguiers de Sauve, actes concernant les Juifs de Sauve), d'autres dossiers apparaissent en revanche totalement éclatés (toutes les reconnaissances de l'année 1293) et, *in fine*, l'impression qui se dégage et qui persiste est celle d'une grande confusion. C'est sans doute le sentiment qui se fit jour pour les successeurs d'Arnaud de Verdale. Devant le désordre apparent du cartulaire, un inventaire fut vraisemblablement commandé par Gaucelm de Deaux, ou tout du moins par un évêque de la fin du XIV^e siècle, successeur d'Arnaud de Verdale²⁴³. Cet inventaire recompose de manière artificielle une certaine structure, absente du cartulaire : il est sommairement mais efficacement conçu par lieux et par matières. Pour chaque ensemble territorial - Mauguio et son comté, Montferrand et son comté, La Marquerose (fief épiscopal regroupant divers *castra* situés au sud-ouest de Montpellier), Villeneuve, Sauve, Ganges, Brissac, *etc.* - l'inventaire se subdivise en grands groupes thématiques où les actes sont classés par types (reconnaissances nobles, reconnaissances non nobles, donations et ventes, transactions et arbitrages, actes divers²⁴⁴). Une courte analyse occupe le cœur d'une pagination parfaitement réglée. Les dates des actes sont rappelées sur le côté gauche de l'analyse et font office d'introduction (année, décades, mois). Un ordre chronologique pour chaque groupe a été respecté. L'acte le plus ancien des reconnaissances nobles, daté du mois d'octobre 1182, ouvre ainsi la rubrique *De recognitionibus nobilibus Salvii*²⁴⁵ (« Des reconnaissances nobles de Sauve »). À droite de l'analyse se trouve ensuite un renvoi au registre (*Libro A, B, C, etc.*) et au folio (fig. 10).

Fig. 10

Montpellier (Hérault), archives départementales, extrait de l'inventaire des cartulaires (AD. Hérault. G 1134, f° CXXXV v°-CXXXVI r° (vue 146)

© AD. Hérault

- 75 Tous les registres sont en effet foliotés en chiffres romains, mais chaque volume a également bénéficié d'un foliotage moderne (au crayon). Plus récemment, tous les actes ont reçu une numérotation continue, du registre A (n° 1) au registre F (n° 2406²⁴⁶). Quelques rajouts marginaux (à gauche des datations ou à droite des références au registre), donnent des indications plus précises sur le lieu (dépendant de la baronnie) visé par l'acte.
- 76 Les actes de la baronnie de Sauve sont classés selon ce mode et occupent les folios CXXXV v° - CLXXI v°²⁴⁷, soit près du quart du registre en faisant abstraction des nombreuses pages laissées sans écritures. Cet inventaire paraît complet. En comptant les « *alia* » et les « *item* », tous marqués d'un point pour indiquer une individualisation au sein d'actes de même nature et/ou objet, on atteint le chiffre de 536 actes, dont plus de la moitié (300) sont des reconnaissances. Le cartulaire de Maguelone est donc constitué à un peu plus de 22 % d'actes provenant d'un fonds spécifique rattaché à la baronnie de Sauve. Cette portion non négligeable s'explique comme on l'a vu par le versement de pièces détenues par les officiers royaux, et par la production de l'administration épiscopale, après 1293. La présence au sein de cet ensemble de nombreux actes concernant le *castrum* de Corconne, dont la profondeur historique est la plus importante, a fait songer à l'existence d'un dossier spécifique, voire d'un petit chartrier que les officiers du roi auraient transmis à l'évêque ou que les administrateurs épiscopaux de la baronnie auraient eux-mêmes constitué²⁴⁸. Pierre Chastang émet d'ailleurs l'hypothèse plus générale, pour l'ensemble du chartrier, de la présence de fragments de cartulaires plus anciens que les copistes d'Arnaud de Verdale, auraient réutilisés par touches dans les différents registres²⁴⁹. Le cartulaire de Maguelone serait donc une œuvre de recomposition autant qu'une opération de conservation.

- 77 La numérisation récente de cinq de ces six registres et leur mise en accès direct via le site des archives départementales de l'Hérault²⁵⁰, rend leur manipulation beaucoup moins fastidieuse que l'utilisation d'un microfilm. De même, l'inventaire a été numérisé, facilitant les allers-retours entre les cinq documents numérisés et les informations recueillies à travers l'édition de l'abbé Rouquette ou la copie de Joseph Berthelé. Ces deux éminents érudits ont chacun proposé une version du cartulaire, l'une ayant abouti à une édition, l'autre étant restée au stade des transcriptions. Ces sources ne seront pas présentées dans l'ordre chronologique de leur réalisation, mais dans la logique d'une recherche menée à partir des documents *a priori* les plus accessibles et les plus facilement exploitables. En effet si la source principale permettant une reconstitution du *Livre noir* est bien ce cartulaire en six volumes, le travail de recensement de tous les actes concernant la baronnie de Sauve est d'abord passé par une confrontation entre cette matrice originelle et les deux copies connues, à savoir la publication de l'abbé Rouquette et le projet d'édition de Joseph Berthelé.

L'édition Rouquette (1912-1927) : une œuvre monumentale mais incomplète

- 78 Dans son édition du cartulaire de Maguelone, l'abbé Rouquette annonce, dès la préface du tome I, que les actes de la baronnie de Sauve ne seraient pas édités, du moins tous ceux datés d'avant 1293, correspondant à l'acquisition de la seigneurie par l'évêque, suite à l'échange de Montpelliéret avec le roi de France²⁵¹. Sur les 2400 actes du cartulaire, 150 avaient déjà été publiés par les abbés Rouquette et Villemagne, dans le bullaire de Maguelone²⁵², mais l'ambition de l'éditeur était d'alléger encore son ouvrage de quelques 800 actes, qu'il attribuait à la partie consacrée à la baronnie de Sauve, chiffre totalement exagéré si on le compare aux 536 actes recensés par l'inventaire²⁵³. Ce dénombrement improbable, ne rend pas compte en définitive de l'immense contribution de l'abbé Rouquette. Changeant de politique éditoriale, il finira par introduire tous les actes relatifs à la baylie de Sauve à partir de 1293²⁵⁴. Le cartulaire de Maguelone n'en reste pas moins une œuvre tronquée, du fait de l'absence de tous les actes antérieurs à 1293 (seulement pour la baylie de Sauve), et de tous les actes postérieurs au début de l'année 1337 (pour la baylie de Sauve comme pour tout l'évêché). L'édition du cartulaire que l'abbé Rouquette avait voulu être, entre temps, la plus complète possible s'interrompt brutalement, le décès de son principal contributeur laissant le tome V inachevé.
- 79 Pour autant, les manques constatés et le caractère incomplet de l'ouvrage sont aussi de la responsabilité de l'abbé Rouquette, à travers les choix qu'il avait opérés en amont. On peut arriver, en replaçant les choses de manière chronologique, à comprendre les différentes omissions volontaires et involontaires dont souffre cette édition. Dès 1910, dans l'introduction du bullaire de Maguelone, l'auteur ayant conscience des difficultés matérielles devant ce qui n'était encore qu'un projet d'édition du cartulaire, supposait que « la vie d'un homme suffirait à peine à faire cette publication²⁵⁵ ». Il estimait que 20 volumes in-4° de 400 pages y pourvoiraient à peine. Dès lors l'objectif de l'abbé Rouquette sera d'alléger son édition. Ayant connaissance d'une copie initiée par Frédéric Fabrège, retranscription intégrale du cartulaire réalisée en fait par Joseph Berthelé, nous y reviendrons, il constate à regret que cette dernière ne peut être éditée telle quelle²⁵⁶. L'un des principaux buts étant de rendre la publication le plus

rapidement accessible et intelligible au public, il convenait de lui donner une forme que le cartulaire n'avait finalement jamais eu. Il n'était pas non plus question de tenter de lui rendre une organisation thématique à l'instar du cartulaire des Guilhem, ou de grouper les actes par juridictions ou seigneuries, choix qui a pourtant été retenu au XIV^e siècle pour établir l'inventaire. Toutes ces formes de présentation n'ayant pas été faites du temps de la rédaction du cartulaire, l'abbé Rouquette choisit finalement d'adopter un classement chronologique, biais méthodologique dont il avait parfaitement conscience²⁵⁷. Mais cet écueil se justifiait à ses yeux, car pour rendre son édition plus compacte et plus abordable l'abbé Rouquette n'hésita pas à trancher dans les formules des tabellions, remplacées par des points de suspension, ou bien encore choisit de renvoyer à des parties d'actes déjà édités lorsque ceux-ci se répétaient, ne conservant que les paragraphes essentiels de l'acte (sujet de la transaction, nom de l'évêque et des parties, noms des témoins). Il ira jusqu'à sacrifier les notes à travers lesquelles cet infatigable érudit pose pourtant assez souvent un regard d'historien très affuté et rend considérablement service au lecteur²⁵⁸. L'abandon des actes relatifs à Sauve faisait partie de ce dessein plus général. Ainsi, après ces opérations d'épurations le cartulaire de l'abbé Rouquette ne devait contenir que 1400 actes environ, répartis en 5 volumes. Le dernier acte édité dans le tome V porte cependant le n° MDCCXXXII, soit quelques 332 actes de plus que ce qui avait été initialement prévu. Plusieurs remaniements du plan d'édition originel ont en effet émaillé cette publication qui s'interrompt en 1927 avec le décès de l'abbé Rouquette.

80 Comme il l'avoue plusieurs fois dans la préface du tome I, ce travail d'édition ne pouvait être l'œuvre d'un seul homme, ce pourquoi les deux premiers tomes du cartulaire sont cosignés avec l'abbé Villemagne, déjà coéditeur du bullaire. La première guerre mondiale suspendit durablement la publication, qui ne reprit qu'en 1919, sans l'abbé Villemagne. Julien Rouquette explique ces vicissitudes dans la préface du tome III. On y apprend que c'est en 1910 que le cardinal de Cabrières lui avait recommandé d'entreprendre la publication du cartulaire²⁵⁹. L'édition reprend en pleine crise du papier (1920), l'abbé se faisant alors imprimeur après avoir acheté une machine à pédale ne permettant le tirage que de 2 pages à la fois²⁶⁰. Il apprend à composer, à mettre en page. Quant au cartulaire, après 2 tomes, de 520 et 900 pages, le reste à publier dans les 3 prochains volumes est estimé à 2 000 pages. Le tome III va engloutir plus de 1 100 pages de ces 2 000 pages restantes : nouvelle estimation erronée. L'ensemble du cartulaire, tel que décrit dans le plan initial, était encore loin d'être publié, ce qui n'empêcha pas l'abbé Rouquette de se lancer dans le relevé des actes postérieurs à l'épiscopat d'Arnaud de Verdale, à travers l'analyse des registres notariés de l'évêché (aujourd'hui sous-série 2 E 95), récoltant quelques 8000 actes couvrant les années 1352 à 1536, date du transfert du siège de l'évêché à Montpellier. De cette collection qu'il dénommera « Suite du cartulaire », le 1^{er} fascicule, consacré à l'évêque Guillaume Forestier (1423-1429) et contenant 400 actes, est déjà prêt à imprimer en 1921.

81 Ce surcroît de travail et la mésestimation du nombre d'actes restant à publier donna lieu à une nouvelle mise au point éditoriale dans la préface du tome IV : le tome V sera finalement consacré aux évêques de Jean de Vissec et de Pictavin de Montesquieu, celui d'Arnaud de Verdale repoussé au tome VI, lequel ne fut donc jamais publié. Il évoque également des *Prolégomènes* dont la rédaction serait déjà bien avancée en 1923, et dans lesquels l'éditeur exposerait la méthode suivie pour la publication du cartulaire. Ce préambule général ne fut lui aussi jamais imprimé. On conserve cependant plusieurs

prises au point sur les choix éditoriaux évolutifs, comme il apparaît dans les préfaces de chaque volume paru. Celle du tome V se borne à présenter les évêques dont les actes couvrent leur période d'occupation du siège cathédral de Maguelone (préface datée du 23 décembre 1924). C'est dans l'introduction de la suite du cartulaire, au fascicule 5 (le premier paru sur trois), signée en janvier 1922, soit deux ans avant la publication des premiers fascicules du tome V, que l'abbé Rouquette revient une énième fois sur la méthodologie et l'organisation de sa publication. Le fascicule 3 (épiscopat de Pierre Adhémar, 1405-1418) devait être publié en 1925 (*imprimatur* du 1^{er} décembre 1925, préface du 30 décembre 1925), soit 3 ans après le fascicule 5. L'abbé Rouquette nous signale que la collection de cette « suite » devait comprendre 12 fascicules (le nombre d'actes analysés étant passé de 8000 à 10000...). Enfin, le fascicule 1 (1353-1379), dont la préface est signée le 11 février 1927 sera le dernier à sortir des presses²⁶¹. Parallèlement à cette publication qui empiétait sur le cartulaire, l'abbé Rouquette éditait son *Histoire du diocèse de Maguelone*, parue en 16 fascicules entre 1921 et 1927, œuvre également inachevée s'interrompant au début du second tome (1927). À cette date, seuls 4 fascicules du tome V étaient parus. Il restera lui aussi incomplet. Dans la préface du fascicule 3, dès 1925, l'abbé Rouquette s'interrogeait d'ailleurs : « Arriverons-nous jamais à terminer l'analyse des notaires du XV^e siècle ? Nous ne le croyons pas²⁶² ». C'est en partie à cause de cette obstination à mener de front toutes ces publications, dont le travail colossal d'analyse des notaires, que l'édition du cartulaire de Maguelone reste aujourd'hui incomplète.

- 82 Sur le plan éditorial beaucoup de choses encore peuvent être dites, mais la copie des actes fournie par l'abbé Rouquette reste une source fiable. En effet, si le remodelage chronologique, avec les emprunts d'actes inclus dans d'autres actes restitués isolément dans l'édition, rompent avec la logique originelle du cartulaire, son travail de transcription et les multiples identifications de dates, d'individus, d'affaires et de dossiers, même rétablis artificiellement, restent une valeur sûre et conservent un bon niveau d'exactitude. Pour Lucie Galano, l'édition des actes réalisée par l'abbé Rouquette est d'une grande fiabilité²⁶³. On ne remettra pas en cause cet aspect, en revanche des pans entiers du cartulaire restent toujours dans l'ombre, touchant de plein fouet les actes de la baronnie de Sauve. Ce sont tous les actes antérieurs à 1293, écartés dès le début de la publication, et tous les actes postérieurs à 1337, non édités et qui auraient dû faire l'objet du dernier fascicule du tome V et de l'ensemble du tome VI, mais que l'abbé Rouquette n'a pas eu le temps d'éditer, puisque l'on comprend à la lecture des différentes préfaces qu'il souhaitait, après avoir changé plusieurs fois d'avis sur la question, donner au cartulaire une parfaite complétude. De quelle quantité d'actes parle-t-on ? Est-il possible d'avoir rapidement une idée de ces lacunes ? Y avait-il réellement 800 chartes concernant la baronnie de Sauve ? Pour connaître exactement le nombre d'actes manquant à l'édition, il ne suffit pas de faire le lien avec l'inventaire du cartulaire, qui ne recense que 536 actes rappelons-le, mais il faut avoir une vision d'ensemble de la masse d'actes que pouvaient représenter ces omissions. Et pour cela on dispose d'un outil pratique et fiable : la copie du cartulaire réalisée par Joseph Berthelé.

Le projet d'édition de Joseph Berthelé (1900-1907) et le travail de reconstitution du *Livre noir*

- 83 La mise à disposition du fonds de l'archiviste Joseph Berthelé permet de combler presque tous les vides évoqués précédemment²⁶⁴. En effet, peu avant l'édition Rouquette, Berthelé avait transcrit intégralement les six registres originaux (avec l'inventaire) dans le but de proposer sa propre version du cartulaire : une édition en 15 tomes qui aurait respecté l'organisation topographique déjà livrée par l'inventaire du cartulaire. L'historique de ce projet d'édition reste mal connu. Une note de l'archiviste Oudot de Dainville dans le fonds Berthelé, donne quelques pistes²⁶⁵. Le projet est évoqué dès l'été 1900 dans la presse locale (*Le Midi Mondain*, *La Vie Montpelliéraine*, *L'Éclair*) : il s'agirait d'une collection de 15 gros volumes in-4°, couvrant l'histoire de plusieurs communes à travers 2406 actes, chiffre précis livré justement par les annotations manuscrites rajoutées sur le cartulaire, laissant supposer que Joseph Berthelé serait l'auteur de cette numérotation. L'idée même de l'édition, nous dit cette presse, aurait été conçue par Joseph Berthelé²⁶⁶. Pour cette publication du cartulaire de Maguelone (le plus considérable des cartulaires publiés, d'après Léopold Delisle), l'archiviste n'aurait en fait que rejoint un groupe de paléographes déjà formé à l'initiative de Frédéric Fabrège, avant de prendre finalement le rôle de principal contributeur²⁶⁷. Berthelé était alors un jeune archiviste, arrivé à Montpellier huit ans plus tôt après un passage aux archives des Deux-Sèvres (de 1881 à 1891), occupant dans l'Hérault à partir de 1895 un double poste aux archives de la ville de Montpellier et aux archives du département de l'Hérault²⁶⁸. Son rôle précis reste énigmatique, du moins au début de l'aventure. *L'Éclair* du 11 février 1902 signale que l'abbé Cassan, aurait déjà déchiffré et transcrit l'un des sept volumes du cartulaire de Maguelone. Puis, aucune information ne parvient jusqu'en 1907, date officielle de l'abandon de l'édition. L.-G. Pélissier annonce dans la chronique scientifique des *Annales du Midi* de 1907, consacrée au département de l'Hérault, que le projet était à cette date déjà avorté, sans toutefois que Joseph Berthelé ne soit en cause dans cet abandon²⁶⁹. On ne connaît pas précisément les raisons de cet échec, alors qu'une copie intégrale existait pourtant déjà à cette date et était en attente d'une mise en forme pour son édition.
- 84 Il aura donc fallu moins de sept ans à Joseph Berthelé pour rassembler l'ensemble des actes du cartulaire. Les documents sont transcrits sur des feuillets simples ou des bifeuillets en fonction de la longueur de la charte. Le copiste travaille *in-extenso*, sans déformation ou réorganisation interne, mais rajoute parfois quelques notes relatives à l'orthographe erronée du cartulaire. De même un titre sommaire, et sans doute provisoire, accompagne parfois les relevés. Les observations sur la provenance ou la teneur de l'acte sont limitées au strict minimum. Les références aux registres originaux semblent effectivement parcimonieuses. En réalité Joseph Berthelé adopte un code assez simple pour éviter de signaler, selon les normes en vigueur, le nom du registre et son folio, ne donnant que le numéro de l'acte et la lettre du registre (fig. 11).

Fig. 11

Montpellier (Hérault), archives départementales, extrait d'un document transcrit par Joseph Berthelé (AD. Hérault. 27 F 17). Il s'agit d'une reconnaissance faite par Guillaume Folcran, en faveur de Pierre de Sala, seigneur de Corconne, d'une maison située dans la « villa » de Corconne (1^{er} février 1249). En haut à gauche, Berthelé signale l'origine de la copie par la simple mention F 2011. On peut donc retrouver cet acte original, inédit, dans le registre F, sous l'article 2011

© V. Vassal 2021

- 85 Il signale parfois des travaux antérieurs, notamment une étude d'Alexandre Germain²⁷⁰, mais son effort reste entièrement tourné sur la restitution la plus exacte possible de tous les actes du cartulaire. Avec cette méthode il réussit donc à fournir une transcription complète en très peu de temps. Cette copie, l'abbé Rouquette en avait parfaitement connaissance lorsqu'il reprit le projet en 1910. « Il existe aux Archives départementales une copie complète du Cartulaire, faite, il y a quelques années, et due aux soins de M. F. Fabrége. Nous ne l'avons pas consultée : tout notre travail, quant à cette source, a été fait sur l'original », peut-on lire dans l'introduction du bullaire de Maguelone²⁷¹. Ce mépris apparent pour le travail de Berthelé, non mentionné comme le véritable rédacteur de cette copie, est à nouveau étalé dans la préface du tome I de l'édition du cartulaire, seul Frédéric Fabrége trouvant grâce aux yeux de l'abbé²⁷². Et si Berthelé n'est jamais nommé, c'est bien lui et sa proposition d'édition qui sont subtilement critiqués. Pour Julien Rouquette, l'échec de ce projet tient au fait que les éditeurs en voulaient faire une édition intégrale, projet qu'il juge « inutile pour l'avancement de la science historique, et même fastidieux²⁷³ ». Si cette publication ambitieuse de Berthelé n'a jamais vu le jour, il en existe en revanche une solide ébauche sous la forme de cette copie intégrale. Peut-on en dire autant de l'œuvre inachevée de l'abbé Rouquette ?
- 86 Pour les actes de la baronnie de Sauve, non édités par l'abbé Rouquette, la transcription faite par Joseph Berthelé offre un apport indéniable. En effet, selon le plan de la

publication projetée, respectant l'ordre géographique de l'inventaire, la baronnie de Sauve devait former les tomes XI et XII de la collection. Les transcriptions de ces actes sont aujourd'hui contenues dans trois liasses, révélant un pré-classement topographique, à l'intérieur du découpage déjà opéré par l'inventaire²⁷⁴. Dans le cadre de cette recherche sur le *Livre noir*, et dans l'optique d'en retrouver le contenu, un relevé complet des notes et transcriptions de Joseph Berthelé a été effectué. Toutes les informations utiles ont été reportées dans un tableau à entrées multiples incluant la cote du document (du fonds Berthelé), le titre ou le contenu de l'acte, la date, la correspondance avec l'édition s'il en existe une (tome, numéro, et pages de l'édition, titre donné par l'édition) et des observations. On a généralement utilisé cette dernière colonne pour signaler les renvois que propose Berthelé (de manière non systématique) aux registres. À ces principales entrées ont été adjointes une numérotation continue des actes, ainsi que trois colonnes supplémentaires : les actes omis par l'édition (les plus nombreux), les actes omis par Joseph Berthelé et Julien Rouquette (peu nombreux) et les actes omis par Joseph Berthelé mais édités par l'abbé Rouquette (peu nombreux également). L'utilité de chacune des colonnes est apparue au cours du décompte des actes manquants dans l'édition. Ce premier dénombrement avait été fait simplement en comparant le contenu de la copie Berthelé avec les actes édités. Seuls une centaine d'actes mis de côté par l'abbé Rouquette sont d'abord apparus. Cependant nous étions à la fois loin des 536 actes comptabilisés par l'inventaire du cartulaire, et très loin des 800 actes estimés par l'abbé Rouquette. La copie de Berthelé était-elle défectueuse ? Pour comprendre d'où provenait le décalage, il suffisait de relever qu'il résultait tout simplement du travail de recomposition chronologique effectué par l'abbé Rouquette. Une fois intégrées dans le tableau, les modifications restaient toutefois minimes. Un doute persistait donc, car pour être certain de n'avoir rien oublié, il fallait encore confronter ces deux collections de copies à l'inventaire du cartulaire.

- 87 La consultation de cette troisième source permettait de croiser les informations et d'établir un complément non négligeable. Après un nouveau décompte nous étions arrivés à 542 actes, soit un chiffre très proche des 536 actes comptabilisés dans l'inventaire, mais de nouveaux vides apparurent. En effet, c'est à la lecture de l'inventaire que l'on s'est aperçu que certains actes ne trouvaient aucune correspondance avec la copie de Joseph Berthelé, mais avaient été quand même édités par l'abbé Rouquette (5 actes seulement), d'autres n'avaient tout simplement pas été pris en compte par Berthelé et avaient été omis naturellement par l'édition (20 actes). Quant aux actes que l'abbé Rouquette n'avait pas édités mais que Berthelé avait transcrits, ils s'avèrent être les plus nombreux (169 actes). Au total ce sont quelques 189 actes totalement inédits relatifs à la baronnie de Sauve que l'on peut proposer de restituer.
- 88 Étant toujours assez loin du chiffre annoncé par l'abbé Rouquette, et même en ayant conscience qu'il ne représentait plus que de manière très imprécise le nombre exact d'actes concernant la baronnie de Sauve, nous avons élargi le principe de cette recherche aux actes contenus dans les liasses concernant Ganges, dans l'espoir d'y trouver d'autres actes inédits relevant en réalité de la baronnie de Sauve²⁷⁵. Il s'agit en effet de la seigneurie la plus proche de Sauve, dont les dossiers étaient susceptibles de comporter des actes se référant à la seigneurie voisine. Ce travail fut payant, et apporta 27 actes supplémentaires, dont 24 totalement inédits. Cela amènerait donc notre potentielle édition à quelques 213 actes que l'abbé Rouquette avait ignorés ou n'avait pas eu le temps de publier. Parmi ces 213 actes manquants, Joseph Berthelé en avait

ignoré également un certain nombre (23). Pour être plus précis on peut répartir l'ensemble de ces actes omis et inédits en trois catégories :

1. Les actes antérieurs à 1293, que l'abbé Rouquette avait délibérément choisis, dans un premier temps, de ne pas éditer et, pour une part infime, ceux que Joseph Berthelé avait aussi oubliés (104).
2. Les actes datés après 1337, que l'abbé Rouquette n'a pas eu le temps d'éditer, mais également négligés, dans une proportion réduite, par Joseph Berthelé (91).
3. Les actes (les moins nombreux), pris entre l'échange de 1293 et 1337, omis par les deux copistes (21).

- 89 On voit que le nombre d'actes des deux premiers groupes est relativement équilibré alors que les actes oubliés, compris dans la fourchette 1293-1337, sont peu nombreux. Cela n'a rien d'étonnant puisque ces actes correspondent précisément à la période à partir de laquelle l'abbé Rouquette avait décidé d'intégrer dans son édition les documents relatifs à la baronnie qui nous intéresse. Fort de cette étude préparatoire, on peut maintenant envisager une publication des actes omis du cartulaire de Maguelone concernant la baronnie de Sauve. Il serait même possible de proposer une reconstitution du *Livre noir*, basée sur l'ensemble des actes formant la collection que nous avons relevés. Mais ce projet, dont le caractère factice ne manquerait pas d'exciter la critique, reste impossible à conduire, dans la mesure où le contenu et l'organisation exacts du *Livre noir* restent hypothétiques. En revanche, la récente mise en ligne des cartulaires permettra de retrouver, contrôler et transcrire plus facilement les 213 actes oubliés et ainsi de proposer un nouveau recueil de chartes dédié à la baronnie de Sauve.

Éditer le *Livre noir* ?

- 90 L'enquête développée ici reste encore à parfaire. Des compléments se trouvent vraisemblablement dans de nombreuses sources encore non exploitées, notamment les documents contemporains de la rédaction du *Livre noir*, qu'ils soient conservés dans des fonds locaux (notariat de Sauve, fonds de la baronnie d'Alès²⁷⁶) ou dans des dépôts plus lointains (correspondance passive des Montmorency (1522-1632) aux archives du musée Condé de Chantilly²⁷⁷). De même, la forte présomption qui existe quant à la disparition du registre durant la période révolutionnaire ne peut être, pour l'heure, pleinement confortée par aucun document, et toutefois l'incertitude pourrait être partiellement comblée par un élargissement de la recherche. Celle-ci s'effectuerait encore dans les archives (sources locales, archives privées) mais pourrait aussi se voir réorientée vers des pistes encore non abordées (enquête de terrain auprès de l'actuelle étude notariale, et investigation approfondie de la mémoire des familles de Sauve). La démarche, que l'on souhaiterait la plus exhaustive possible, aurait pour but d'enrichir l'introduction historique d'une édition, non pas du *Livre noir*, mais d'un recueil factice qui permettrait de mettre à disposition des chercheurs les actes oubliés de l'édition du cartulaire de Maguelone. Si la matière ne manque pas, entre l'enquête sur les sources, les documents disponibles et leur examen critique, il reste encore la question de la forme que pourrait prendre cette édition.
- 91 Faut-il se concentrer sur les seuls actes absents de la publication de l'abbé Rouquette ou bien faut-il intégrer l'ensemble des actes relatifs à la baronnie de Sauve ? Les chartes déjà éditées ne demanderaient-elles pas à faire l'objet d'un nouveau travail d'édition ? Ne pourrait-on pas proposer un recueil présentant une association de ces différentes

solutions ? Sans reprendre les textes déjà édités, puisque les erreurs de transcription sont a priori peu nombreuses, on pourrait les inclure dans une liste complète des actes de la baronnie de Sauve, en signalant bien évidemment les références utiles (original, édition, copies). Faudra-t-il alors respecter l'ordre chronologique introduit par l'édition de l'abbé Rouquette ? C'est probablement la solution la plus simple, puisque les actes déjà édités sont plus nombreux et forment une trame sur laquelle pourraient venir se greffer les 213 chartes omises. De plus, on dispose déjà d'un tableau statistique complet de tous les actes relatifs à la baronnie qui permet de retrouver très facilement une charte au moyen d'entrées multiples (dont la date). Notre édition serait alors un authentique recueil des actes du cartulaire de Maguelone concernant la baronnie de Sauve. Le travail de compilation du *Livre noir* semble bien avoir eu pour base ce même cartulaire mais comme on ne peut être certain qu'il n'ait pas utilisé d'autres sources, cette dénomination pour notre propre édition serait fallacieuse et on lui préférera donc celui de recueil tel que décrit plus haut.

- 92 Au-delà de ces interrogations formelles, on reste convaincu de l'utilité et de l'intérêt d'une telle entreprise. Tous les actes antérieurs à 1293 permettront de mieux documenter une phase historique mal appréhendée localement, celle de l'installation des officiers royaux et de la gestion du domaine royal dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Ce sont aussi les connaissances des lieux, des terres, des droits, des hommes et de tout ce qui compose leur patrimoine, qui s'en trouveront mieux éclairées.

BIBLIOGRAPHIE

ABBAL, Odon, CASTANET, Roland. *Ors et ombres des années lumières ; Florian, si léger sur l'amer : quarante ans de la vie de Sauve, 1755-1794*. Sauve : Association Florian, 1994.

BARTHÉS, Henri. Le spirituel dans le Cartulaire de l'abbaye Sainte Marie de Valmagne, ordre de Cîteaux, diocèse d'Agde. *Études héraultaises*, 2006, n° 36, p. 27-49.

BERTRAND, Paul ; BOURLET, Caroline ; HÉLARY, Xavier. Vers une typologie des cartulaires médiévaux. In [LE BLÉVEC 2006] *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 7-20.

BEUGNOT, Auguste-Arthur. *Les Olim ou registres des arrêts. Tome 1, 1254-1273. Arrêts rendus par la cour du roi, sous les règnes de saint Louis, de Philippe le Hardi, de Philippe le Bel, de Louis le Hutin et de Philippe le Long*. Paris : Imprimerie royale, 1839.

BISARO, Véronique. *Étude de la morphogenèse du castrum de Sauve (Gard). Approche historique et urbaine*. Mémoire de DEA. Préhistoire, archéologie, histoire et civilisation de l'Antiquité et du Moyen Âge (Michel Fixot dir.). Aix-en-Provence : Université de Provence, Aix-Marseille I, 2003.

BONNET, Émile. Nécrologie. Joseph Berthelé. *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, 2^e série, 1928, tome IX, p. 303-311.

BONNET, Émile. Centenaire de la Société Archéologique 1833-1933. *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, 2^e série, 1932-1934, tome X, p. 1*-43*.

- BORDES, François. Les cartulaires urbains de Toulouse (XIIIe-XVIe siècles). In [LE BLÉVEC 2006] *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 217-238.
- BOURIN, Monique. Conclusion. In [LE BLÉVEC 2006] *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 253-268
- CAILLAT, Gérard. *Le Comté d'Alès de Henry de Montmorency : (manuscrit 1J130 des Archives départementales du Gard)*. Génolhac : Lien des chercheurs cévenols Font-Vive, 2003, (LCC, HS 59).
- CÁRCEL ORTI, Maria Milagros (Commission internationale de diplomatique). *Vocabulaire international de la diplomatique*. València : Universitat de València, 1994.
- CARRAZ, Damien. Le cartulaire du temple de Saint-Gilles, outil de gestion et instrument de pouvoir. In [LE BLÉVEC 2006], *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 145-162.
- CASSAN, Léon, ALAUS, Paul, MEYNIAL, Edmond. *Cartulaires des abbayes d'Aniane et de Gellone, publiés d'après les manuscrits originaux : Cartulaire de Gellone*, Montpellier : J. Martel aîné, 1898-1905.
- CHASTANG, Pierre. *Lire, écrire, transcrire : le travail des rédacteurs de cartulaires en Bas-Languedoc, XI^e-XIII^e siècles*. Paris : Éditions du CTHS, 2001.
- CHASTANG, Pierre. La préface du Liber instrumentorum memorialis des Guilhem de Montpellier ou les enjeux de la rédaction d'un cartulaire laïque méridional. In [LE BLÉVEC 2006] *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 91-123.
- CHAVERNAC, Félix et FABRÈGE, Frédéric. *E-F. Bouisson : biographie médicale*. Paris : Masson, 1903.
- CLÉMENT, Pierre-Albert. *Le Salavès : étude monographique du canton de Sauve (Gard)*. Anduze : Languedoc Éditions, impr., 1953.
- CLÉMENT, Pierre-Albert. *Églises romanes oubliées du Bas-Languedoc*. Montpellier : Presses du Languedoc, 1993 [2e éd. corr. et augm.)
- CLÉMENT, Pierre-Albert. *Une histoire de Sauve*. Sauve : Sauve est là, 2015.
- DÉBAX, Hélène. Un cartulaire, une titulature et un sceau : le programme politique du vicomte Roger II (Trencavel) dans les années 1180. In [LE BLÉVEC 2006] *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 125-143.
- DELISLE, Léopold (éd. Scient.), *Recueil des historiens des Gaules et de la France. Tome vingt-quatrième, deuxième partie contenant les enquêtes administratives du règne de Saint Louis et la chronique de l'anonyme de Béthune*. Paris : imprimerie nationale, 1904.
- DUCHEIN, Michel. La Révolution française et les archives : la mémoire et l'oubli dans l'imaginaire républicain. In *Études d'archivistiques*, Paris, Association des Archivistes français, 1992, p. 59-66.
- DURAND, Ernest. L'échange de Montpellier contre la Ville et la Baylivie de Sauve. 1292-1293. *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, 1890, tome IV, n° 28, p. 344-372.
- FABRÈGE, Frédéric. *Histoire de Maguelone. Tome deuxième, les évêques, les papes, les rois*. Paris : A. Picard et fils ; Montpellier : F. Seguin, 1900.
- FLEURY, Jean, ALLUT, Stéphane, BURGUET, Michel. *Clef pour la Cévenne : la châtelainie de Durfort : une histoire pour l'Histoire*. Paris ; Budapest ; Torino : l'Harmattan, 2002.
- FOSSIER, Lucie et GUYOTJEANNIN, Olivier. Cartulaires français laïques : Seigneuries et particuliers. In [GUYOTJEANNIN, 1993] *Les cartulaires*. Paris : École des chartes, 1993, p. 379-410.
- GALANO, Lucie. Montpellier et sa lagune : histoire sociale et culturelle d'un milieu naturel (XIe-XVe). Thèse de doctorat en Histoire (Patrick Gilli, Geneviève Dumas, s. dir.), spécialité Histoire

médiévale. Québec : Université de Sherbrooke ; Montpellier : Université Paul Valéry - Montpellier III, 2017.

GERMAIN, Alexandre-Charles. *Le Temporel des évêques de Maguelone et de Montpellier, étude historique d'après les documents originaux*. Montpellier : imprimerie de J. Martel aîné, 1879.

GERMAIN, Alexandre-Charles. *Arnaud de Verdale : évêque et chroniqueur : [catalogus episcoporum magalonensium]. Chronique des évêques de Maguelone*. Montpellier : imprimerie de J. Martel aîné, 1881.

GERMAIN, Alexandre-Charles, CHABANEAU, Camille. *Liber instrumentorum memorialium, cartulaire des Guillems de Montpellier*. Société Archéologique de Montpellier, Montpellier, 1884-1886.

GERMAIN, Jean. *Sauve antique et curieuse cité*. Montpellier : Imprimerie de la presse, 1952.

GERMER-DURAND, Eugène. *Dictionnaire topographique du département du Gard comprenant les noms de lieu anciens et modernes*. Paris : Imprimerie impériale, 1868

GOIFFON, Étienne. L'abbaye de Sauve. *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien*, 1884, tome II, n° 15, p. 357-370.

GOURON, Marcel. *Répertoire numérique des archives départementales antérieures à 1790 : Hérault : Archives ecclésiastiques. Série G, Clergé séculier*. Montpellier : Archives départementales, 1970.

GUILLOTEL, Hubert. Cartulaires bretons médiévaux. In [GUYOTJEANNIN, 1993] *Les cartulaires*. Paris : École des chartes, 1993, p. 325-341.

GUIRAUD, Louise. *La réforme à Montpellier : études. vol. 1. Les origines et l'établissement du protestantisme. Les guerres de religion. La réforme catholique*. Montpellier : Imprimerie Générale du Midi, 1918, (Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, 2^e série, 1918, tome VI).

GUYOTJEANNIN, Olivier, MORELLE, Laurent, PARISSE, Michel, et al. *Les cartulaires. Actes de la Table ronde organisée par l'École nationale des chartes et le GDR 121 du CNRS, Paris, 5-7 décembre 1991*. Paris : École des chartes, 1993.

LABORDERIE-BOULOU, Pierre. La viguerie de Montpellier au XII^e siècle. In *Archives de la ville de Montpellier. Inventaires et documents publiés par les soins de l'administration municipale*, tome IV (Joseph Berthelé, dir.). Montpellier : Impr. Rommégou et Déhan, 1920, p. V-XIX.

LE BLÉVEC, Daniel (s. dir.). *Les cartulaires méridionaux : actes du colloque organisé à Béziers les 20 et 21 septembre 2002*. Paris : École des chartes, 2006.

MACÉ, Laurent. *Catalogues raimondins : actes des comtes de Toulouse, ducs de Narbonne et marquis de Provence (1112-1229)*. Toulouse : Archives municipales de Toulouse, 2008.

MARTIN, Ernest. *Histoire de la ville de Lodève depuis ses origines jusqu'à la Révolution* (tome 1 : Des origines aux guerres de religion ; tome 2 : Des guerres de religion à la Révolution). Montpellier : Serre et Roumégous, 1900.

MAURETTE, J.-M. et al. *Recherches historiques sur la ville d'Alais*. Alais : typographie de J. Martin, 1860.

MAZEL, Florian. Cartulaires cathédraux, réforme de l'Église et aristocratie : l'exemple des cartulaires d'Arles (v. 1093-1095) et d'Apt (v. 1122-1124)*. In [LE BLÉVEC 2006] *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 61-90.

MICHEL, Robert. *L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint Louis*. Paris : A. Picard et fils, 1910.

PÉLISSIER, Léon-Gabriel. Chronique. *Annales du Midi*, 1907, tome 19, n° 73, p. 128-135.

POURRET (juge, rapporteur), ESPÉRANDIEU (homme de loi et avoué). Observations sur le mémoire de la commune de Conqueirac ; *Pour le citoyen Pierre Valette, Contre Le citoyen Lagardiolle fils, maire de ladite commune et les hoirs Teissède, défendeurs ; En présence du citoyen Lascour-Lagardiolle, de la dame Espérance Jac, veuve Greniers ; des hoirs Pal et Delpuech, cités, défaillans.* Nîmes : De l'imprimerie de J. B. Guibert, 1790.

PUECH, Guy. *Les Duranc de Vibrac : une grande famille cévenole.* Génolhac : Lien des chercheurs cévenols Font-Vive, 2009, (LCC, Hors Série 60).

ROUQUETTE, Julien et VILLEMAGNE, Augustin (éd.). *Bullaire de l'église de Maguelone.* Tome I. Montpellier : Louis Valat, 1911.

ROUQUETTE, Julien et Augustin VILLEMAGNE (éd.). *Cartulaire de Maguelone.* Tome I. Montpellier : Imprimerie Louis Valat, 1912.

ROUQUETTE, Julien et Augustin VILLEMAGNE (éd.). *Cartulaire de Maguelone.* Tome II. Montpellier : Imprimerie Louis Valat, 1913.

ROUQUETTE, Julien et VILLEMAGNE, Augustin (éd.). *Bullaire de l'église de Maguelone.* Tome II. Montpellier : Louis Valat, 1914.

ROUQUETTE, Julien (éd.). *Cartulaire de Maguelone.* Tome III. Montpellier : chez l'auteur, 1920-1921.

ROUQUETTE, Julien (éd.). *Cartulaire de Maguelone.* Tome IV. Montpellier : chez l'auteur, 1923.

ROUQUETTE, Julien (éd.). *Cartulaire de Maguelone.* Tome V. Montpellier : chez l'auteur, 1923-1924.

ROUQUETTE, Julien (éd.), *Cartulaire de Maguelone (Suite).* Montpellier : chez l'auteur ; Paris : Champion Imprimerie Louis Valat, 1922-1927.

De cette suite du cartulaire proposée par l'abbé Rouquette, couvrant les années 1352-1536, seuls 3 fascicules sur 12 prévus, furent édités :

Fascicule 1 (1353-1379). Montpellier : chez l'auteur ; Paris : Champion, 1927.

Fascicule 3 (épiscopat de Pierre Adhémar, 1405-1418). Montpellier : chez l'auteur, 1925.

Fascicule 5 (épiscopat de Guillaume Forestier, 1424-1429). Montpellier : chez l'auteur, 1922.

ROUVIÈRE, François, *Histoire de la Révolution française dans le département du Gard.* Nîmes : Librairie A. Castelan, 1887-1889 (4 tomes. [1] La Constituante, 1789-1791 ; [2] La Législative. 1791-1792 ; [3] La Convention nationale. (Le Fédéralisme.) 1792-1793 ; [4] La Convention nationale. (La Terreur).

SAIGE, Gustave. *Les juifs du Languedoc : antérieurement au XIV^e siècle.* Paris : A. Picard, 1881

SANTONI, Pierre. « Les archives au miroir de la Révolution ». *Marseille, revue municipale*, Ville de Marseille, 1994, p. 106-111.

SAUREL, Ferdinand, *Histoire religieuse du département de l'Hérault pendant la Révolution. Tome 1 : Les Anciens diocèses au 5 mai 1789. L'Assemblée Constituante.* Montpellier : tous les libraires, 1894

SOBOUL, Albert. « De la pratique des terriers au brûlement des titres féodaux (1789-1793) ». *Annales historiques de la Révolution française*, 1964, n° 176, p. 149-158.

SOUCHON, Yannick. *Pouvoirs et territoires en Languedoc oriental (XII^e siècle - milieu XIII^e siècle). Exemple des familles Anduze-Sauve et Pelet.* Mémoire de Master II. Sociétés et Cultures des Mondes Méditerranéens Antiques et Médiévaux (Daniel Le Blévec dir.). Montpellier : Université Paul Valéry, Montpellier III, 2006 (2 vol. : 160 et 182 p.)

STEIN, Henri. *Bibliographie générale des cartulaires français ou relatifs à l'histoire de France.* Paris : Alphonse Picard et fils, 1907.

THOMAS, Louis. « La vie privée de Guillaume de Nogaret ». *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, 1904, tome 16, n° 62, p. 161-207.

TOUBERT, Pierre. Tout est document. In REVEL, Jacques (dir.). *L'ogre historien : autour de Jacques Le Goff*. Paris : Gallimard, 1998, p. 85-105.

VENTURINI, Alain. Les cartulaires des anciens évêchés D'Uzès et de Nîmes. In [LE BLÉVEC 2006] *Les cartulaires méridionaux*. Paris : École des chartes, 2006, p. 21-31.

VIC, Claude de, VAISSÈTE, Joseph. *Histoire générale du Languedoc : avec des notes et pièces justificatives*. Tome VIII, [Preuves]. Toulouse : Édouard Privat, libraire-éditeur, 1879

ANNEXES

Annexe 1. AD Gard. 86 J 168. Inventaire des pièces relatives à la baronnie de Sauve, livrés par Henri Duranc, S^r de Cabrières, entre les mains de David Delmas, abbé de Sauve. 7 mai 1644.

Coppie du receu fait par le Sr. abbé de Sauve des tiltres et recognoissances de la baronnie de Sauve.

Inventaire des papiers deslivrés par Monsieur de Cabrières de l'ordre de Monseigneur le Duc d'Angolesme à Monsieur l'abbé de Sauve.

Premièrement un cayer en parchemin contenant l'assise faite à l'évesque de Maguelone des baillages de Sauve et Durfort et des lieux de Sainte Croix, Fontanès et Poussan par Philippe roy de France, en compensation de la part antique de Montpellier, baillée par ledict évesque, fait en l'année 1292, il manque au dict livre le feuillet sixiesme et le dernier feuillet est coupé dans lequel estoit la suite d'une transaction passée entre les conseigneurs de Liouc et le roy en l'année 1279, tout lequel livre contient vingt neuf feuillets.

Item, un livre des recognoissances faictes à l'évesque de Maguelone, contenant cent nonante deux feuillets, le premier deschiré. Lesdictes recognoissances receues par Guillaumes de Campo, notaire en l'année mil trois cent vingt un.

Item, autre livre de recognoissances faictes à qui dessus en l'année 1336, receus par Mre Jean Dedieu, notaire contenant cent dix et sept feuillets escripts.

Item, autre livre des recognoissances faictes en l'an 1340, receues par Jean Dedieu, contenant cent et cinq feuillets.

Item, autre livre des recognoissances, faictes en l'an 1421 par Guillaumes Jordan, contenant trois cent vingt six feuillets, blancs ou escripts, defficit un feuillet blanc cotté 224.

Idem, les mesmes recognoissances receues par ledict Jordan et mesmes années en 478 fuliets blancs ou noirs, difficiant 20, 21, 36, 37, 58, 325, 326, 327, 328, 372.

[folio suivant]

Item, autre livre des recognoissances receues par divers notaires, scavoir par Masson Ariani et Sabateri contenant soixante trois feuillets escripts. Item, dans ledict livre il y a divers cayers de mémoires, le premier cayer contient douze feuillets escripts ou blancs, plus autre contenant quinze feuillets escripts, il y a aussi dans ledict livre autre mémorial contenant treize feuillets escripts comme aussi plusieurs autres recognoissances receues par Romain de Pize et par Firmin Aruif en 1558, comprises en une quarante cinq feuillets blancs ou escripts.

Item, un livre des recognoissances receues par Anthoine Declaris en l'an 1492, et suivantes, contenant trois cent cinquante deux feuillets blancs ou escripts.

Item, autre livre des recognoissances receues par Anthoine Declaris en 1495, et suivantes, contenant quatre cent vingt six feuillets, defficit un blanc.

Item, deux livres, la moitié deschirées.

Item, un cayer en parchemin d'hommages rendus au dict evesque par quelques vassaux de la baronnie en l'an 1514, receues par Jean Capieri, notaire, contenant vingt feuillets.

Item, un cayer de lausimes receues par Jean Capierei notaire en l'an 1529, et suivantes contenant trante deux feuillets.

Item, autre livre des recognoissances faictes à Madame de Fises en l'an 1586, receues par Gilles Declaris, extraits dans ledict livre depuis le feuillet soixant iusques à deux cent vingt deux inclisivement

[folio suivant]

Item, autre livre de recognoissances acceptées par Imbert Cararié, procureur en l'an 1540, et suivantes notes receues par Romain de Pize, contenant septante huit feuillets.

C'est l'inventaire des livres que j'ay receu de Monseigneur le baron de Sauve et par les mains de Monsieur de Cabrières son juge, ce 7 de may 1644. Delmas abbé.

Annexe 2. AD Hérault. G 1682. Inventaire des titres et documents de la baronnie de Sauve, délivré à Mr David Delmas, abbé de Sauve, comme procureur de Mgr. le duc d'Angoulême. 8 mai 1644.

Inventaire des titres et documents de la baronnie de Sauve autres que ceux qui furent bailhés par le Sr. de Cabrières à Messire David Delmas, abbé, agissant comme procureur de Monseigneur le duc d'Angoulême, le 8^e may 1644.

Premièrement, un grand livre contenant la coppie de tous les actes qui estoient dans les archives de l'évesché en l'an 1593, appelé le *Livre Noir*, escript en 720 feuillets papier in folio collationnés par Me. de Valosbcure, conseiller et commissaire desputté du Sénéchal de Montpellier, avec son procès verbal contenant neuf feuillets duquel apert que ladite extraction et collationnement furent faictes avec les gentilhommes, hommages et feudataires de ladite baronnie et avec tous les voisins d'icelle, y ayant au comancement dudit livre la rebrique des actes escriptes en 37 feuillets papiers, le tout en latin, et autre rubrique escripte en une main papier en françois tant des noms des reconnaissants, que des terroirs et censives, par ordre alphabétique.

Plus un cayer en papier couvert de parchemin cotté lescroc contenant plusieurs lods passés par le procureur de l'évesque de Maguelonne et l'an 1529, et autres aux nouveaux emphytéotes de ladite baronnie contenant 21 fulhets signés par Jean Caprerio, notaire, avec une esposition faite par les Srs. Depise et Devillas en l'an 1639, devant le Sr. juge de Lunel, portant qu'ils auvoient bailhé au Sr. Rieutor 20 livres pour ledit livre.

Plus un sommaire en latin de reconnaissances faites audit Sauve et St.-Jean de Roque et Corconne, en l'an 1493 et autres, des fiefs de ladite baronnie, contenant 59 fulhets papiers couvert d'un parchemin.

[folio suivant]

Plus un cayer en original des reconnaissances et lods de ladite baronnie, receue par Romain Rudavel, notaire de Sauve en 1584 et autres, contenant huit fulhets papier couvert de parchemin.

Plus un cayer sans signés, de reconnaissances par ledit Rudavel en ladite année 1584, y manquant le comancement et la fin, contenant 40 fulhets papier sans couvert.

Plus autre cayer sans signés des reconnaissances receues par Gillis de Claris, notaire de Sauve, en l'année 1586, au lieu de St.-Yppolite, contenant 19 fulhets papier sans couverture.

Coppie dinventaire des papiers de la comté d'Allez, baronnie et abbaye de Sauve et autres qui feurent remis aux archives d'Allez par le Sr. du Molin, le 24^e novembre 1609, lesquels papiers avoient esté au pouvoir du Sr. président, couvert de Montpellier (sic) et tiré des archives du Seigneur conetable de Montmorancy qui estoit a son chasteau de Pezenas, contenant 79 fulhets papiers.

Plus un cayer en deux mains papier des hommages randus par les phioliés de ladite baronnie à Monseigneur Charles de Vallois et Charlotte de Montmorancy, en l'année 1618, receues et expédiées par Me. Amalric, notaire d'Allez.

[folio suivant]

Plus quelques vielhe lieves des uzages de ladite baronnie avec de vieux procès et amandes pour les droits seigneuriaux d'icelle le tout lié dans une liasse.

Plus une liasse de grossoyes en parchemin qui ont esté retirés et acheptés de diverses personnes avec aucunes coppies desquelles les gardiens se sont chargées des origineaux, le tout conserne les droitz seigneuriaux de ladite baronnie et qui n'estoient point dans les archives d'icelle.

Les actes sy dessus inventoriées ne sont pas comprises dans l'inventaire de ceux qui sont au pouvoir des officiers de Madame d'Angoulême et pour lesquels ilz demandent ramboursemant de la somme 1 500 livres.

NOTES

1. - GUYOTJEANNIN, 1993.

2. - LE BLÉVEC, 2006.

3. - BERTRAND, 2006. Cette contribution porte plus spécifiquement, au sein du *Répertoire des cartulaires français*, sur les provinces ecclésiastiques du sud-est de la France.

4. - Édition en préparation du cartulaire de Psalmodi, par Patrick Florençon, et publication du cartulaire des Templiers de Saint-Gilles, envisagée par Damien Carraz, ces deux projets étant évoqués par Alain Venturini (VENTURINI, 2006, p. 26), édition du cartulaire des Trencavel par Hélène Débax (DÉBAX, 2006), édition du cartulaire de Valmagne par Henri Barthés (BARTHÉS, 2006).
5. - CARRAZ, 2006 ; CHASTANG, 2006 ; MAZEL, 2006.
6. - On pense ici au travail de Pierre Chastang (CHASTANG 2001).
7. - VENTURINI, 2006.
8. - STEIN, 1907, p. 8, (n° 55).
9. - FOSSIER, 1993.
10. - BnF, NAL 1396. Une version numérique de ce cartulaire est accessible depuis le site gallica.
11. - Et que dire de la désaffection ou du désintérêt pour les cartulaires urbains, au regard de leur absence lors de la table-ronde de 1991, comme le remarquait justement François Bordes en 2002 (BORDES, 2006, p. 217).
12. - Cet effet statistique s'éclaire notamment avec la contribution sur les cartulaires bretons lors de la table-ronde de 1991, où sont recensés sur un total de 28 cartulaires, 13 cartulaires monastiques et seulement 3 cartulaires laïques (GUILLOTTEL, 1993) ou bien à travers le recensement effectué par Alain Venturini pour les évêchés de Nîmes et d'Uzès, où l'on ne dénombre que 10 cartulaires (on peut en réalité rajouter 2 cartulaires laïques à cette liste, celui de la seigneurie d'Alais, et celui de la baronnie de Sauve, comme nous le verrons), dont 6 émanent d'abbayes ou d'établissements monastiques (VENTURINI, 2006, p. 30-31).
13. - Les auteurs de la contribution relative à la typologie des cartulaires, tous participants au répertoire des cartulaires français, ont bien noté lors du colloque de 2002 que le travail de recherche sur ces cartulaires perdus, s'il apparaît ardu, est en même temps particulièrement valorisant. Dans la mesure où ces cartulaires disparus se révèlent par extraits, copies ou mentions marginales, c'est tout un pan d'histoire des archives qu'il faut réinterroger. Cette recherche questionne autant le document que les fonds dans lesquels il était conservé (BERTRAND, 2006, p. 10).
14. - Sauve est une commune du département du Gard, ancien chef-lieu de canton, aujourd'hui dépendante du canton de Quissac, située à une quarantaine de kilomètres au nord de Montpellier et à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Nîmes, proche de la limite entre les départements du Gard et de l'Hérault.
15. - BERTRAND, 2006, p. 8, note 5, citant CÁRCEL ORTI, 1994, p. 36, n° 74.
16. - AD Hérault. G 1638 et G 1682.
17. - AD Hérault. G 1638. Voir GOURON, 1970, p. 88.
18. - AD Hérault. G 1682. Voir GOURON, 1970, p. 92. Les abréviations présentes dans cette analyse sont de M. Gouron.
19. - AD Hérault. G 1638, voir GOURON, 1970, p. 261.
20. - DÉBAX, 2006.
21. - CHASTANG, 2006.
22. - BOURIN, 2006, p. 259-260.
23. - CHASTANG, 2001, p. 427.
24. - AD Hérault. G 1682. Baronnie de Sauve. Inventaire des titres et copies d'actes. 1293-1644. Pour le détail du contenu de cet inventaire, voir *infra* Annexe 2.
25. - AD Hérault. G 1682.
26. - En 1013, Bernard I^{er} d'Anduze, se faisait appeler marquis, et en 1020, il se qualifiait de *miles pelitus* (CLÉMENT, 2015, p 46-47, notes 13 et 14). Ce terme de *pelitus* serait le témoignage d'une filiation avec l'ancienne noblesse wisigothique, il ne sera plus porté que par la branche des seigneurs d'Alès, apparentée aux Anduze-Sauve. Le premier à porter le titre de satrape est Pierre Bermond en 1077 (CASSAN, 1905, p. 128-129, n° CLI). Conscients de leur statut de seigneur

dominant dans l'arrière-pays nîmois et les contreforts cévenols, mais ne bénéficiant d'aucune circonscription comtale ou vicomtale, les Anduze-Sauve cherchaient visiblement, par l'emploi de ces termes, à marquer leur différence.

27. - Bermond est le prénom du fils que Bernard I^{er} d'Anduze eut en secondes noces avec Garsinde de Béziers. De son premier mariage avec Ermengarde était né auparavant Almerade, fils aîné, qui héritera d'Anduze, Sauve étant dévolu à Bermond. Sur les séparations d'Anduze et Sauve et les reformations de la seigneurie, voir CLÉMENT, 2015, p. 47-48, et SOUCHON, 2006 (vol. 1), p. 18-24.

28. - Sur la passation du patrimoine au sein de la famille Anduze-Sauve dans les années 1220-1230, voir MICHEL, 1910, p. 120-124.

29. - MICHEL, 1910, p. 18, note 4.

30. - Sur ce conflit, voir MICHEL, 1910, p. 137-140.

31. - MICHEL, 1910, p. 348, pièces n° 5 et n° 6. Le traité conclu est particulièrement humiliant pour le seigneur de Sauve, il se voit en plus interdire l'entrée des châteaux et des villes d'Alès, d'Anduze, de Sommières et de Sauve, sans l'assentiment du roi. Dans ce qui lui restait de territoire, il devait détruire les fortifications sur intimation du sénéchal de Beaucaire, et il n'aurait plus le droit d'en construire de nouvelles.

32. - Un bayle de Sauve est mentionné en 1236 : *Bernardo de Quintilio, Salviensi baiulo, recipienti de mandato domini Pelegrini senescalli* (« Bernard de Quintille, baille de Sauve, recevant mandement de Pelerin (Latinier), sénéchal »). (MICHEL, 1910, p. 78 et note 1). Robert Michel hésite cependant à conclure à l'existence d'un baillage de Sauve à cette date, en l'absence de tout autre texte. D'autres actes, comme on le verra, indiquent qu'un personnel royal était bien présent entre Anduze et Sauve au milieu des années 1230. Son implantation ne laisse toutefois pas présager la mise en place concomitante d'un ressort territorial aux contours déjà définis.

33. - Sur la viguerie de Montpellier voir LABORDERIE-BOULOU, 1920. Sur le viguier de Sauve, voir MICHEL, 1910, p. 67-68.

34. - MICHEL, 1910, p. 76.

35. - *Johanne Jordano, castellano ejusdem loci (castro de Salve)* (« Jean Jordan, châtelain dudit castrum de Sauve »). DELISLE, 1904, p. 503 F, G. Acte cité dans MICHEL, 1910, p. 82, note 5.

36. - *Cum Guillelmus de Andusia, filius Petri Bremondi militis, de terra Arisdii...* (« avec Guilhem d'Anduze, fils de Pierre Bermond, chevalier, la terre d'Arisde alias Hierle ») : VIC, 1879, charte n° CCCVII, c. 1335.

37. - MICHEL, 1910, p. 186, note 1 et note 3.

38. - *Cum Guillelmus de Andusia, heres Petri Bermundi, peteret sibi restitui a domino Rege baroniam de Salvia, que fuerat ipsi Petro Bermundi, patri suo, per gentes domini Regis injuste ablata...* (« avec Guilhem d'Anduze, héritier de Pierre Bermond, son père, par les gentes du roi, qui l'on injustement spolié ») : BEUGNOT, 1839, p. 75, n° XXIC.

39. - Un acte incomplet du cartulaire de Maguelone signale des usages levés pour le roi dans la baylie du castrum de Sauve ; censier compilé du temps de Bernard de Quintillio : *Hec est carta usaticorum que habet dominus rex, in baylivia castri de Salve et fuit scripta in tempore illo in quo erat bajulus Bernardus de Quintillio* (« Ceci est la charte des usages que le seigneur roi possède dans la baylie du castrum de Sauve qui fut transcrite du temps où Bernard était baille ») : AD Hérault. G 1126. Cartulaire de Maguelone. Registre D, f°CXXXVIII r°-v°, art. 1208 (vues 137-138). On signale sous cette forme les vues de la version numérisée du cartulaire, accessible en ligne. Les liens pour chaque registre sont indiqués dans la dernière partie de l'article (voir *infra*, note 230). Ce Bernard de Quintillio est le même bayle signalé par Robert Michel en 1236.

40. - *Henricus de Sauseto, vicarius Andusie domini regis* (« Henri de Sauset, viguier royal d'Anduze ») : AD Hérault. G 1126, f°CCCXVIII r°-v°, art. 1397 (vues 319-320). Robert Michel signale déjà en 1234, en l'extrayant d'une copie d'acte, la « promesse faite par les habitants de la viguerie d'Anduze et Sauve au sénéchal, stipulant pour le roy, de lui payer telle somme qu'il lui plaira taxer pendant dix ans pour la confirmation de leurs privilèges » (MICHEL, 1910, p. 282, note 1).

41. - AD Hérault. G 1126, f^oCCCXVIII v^o, art. 1398 (vue 320). Dans ce même acte, Bertrand de Montusargues est dit bayle de Durfort (*Bertandus de Montusanicis baiulus de Duroforti pro domino regi*).

42. - Plusieurs actes attestent d'une reprise en main énergique du territoire. Perception du droit de lods et ventes par Milo, bayle de Sauve, au nom du roi, sur une transaction passée en 1245, par des habitants de Corconne (AD Hérault. G 1123. Cartulaire de Maguelone. Registre A, f^oLXI v^o-LXII r^o, art. 74 (vue 69). En 1246, Odard, bayle de Sauve (*Odardus, pro dicto domino rege, baiulus de Salve* : « Odard, pour ledit seigneur roi, baille de Sauve ») retient, sur une vente faite d'un bien mobilier sis à Corconne, le cens annuel d'une géline et reçoit 4 sous 2 deniers melgoriens de lods (AD Hérault. G 1125. Cartulaire de Maguelone. Registre C, f^oCIX v^o-CX r^o, art. 843 (vue 111). Guilhem de Plantade vend à Pierre de Sala au nom de Marie Catherine son épouse, une maison (*stare*) pour indivise et un jardin. Raymond Bomassip, bayle de Sauve, lose la vente le jour des ides d'avril 1249 (AD Hérault. G 1128. Cartulaire de Maguelone. Registre F, f^oCCCXXIX r^o, art. 2350 (vues 330-331).

43. - Sur les bayles royaux, voir MICHEL, 1910, p. 53 et p. 83-90. On peut aussi rajouter que la politique royale visant au remplacement des seigneurs locaux, s'appuyait aussi sur les populations locales, le roi abusant de confirmations de privilèges cédées aux communautés, en lieu et place des suzerains légitimes.

44. - En 1276, concession en acapte par Guilhem Gaudin, bayle royal de Sauve, au nom du roi de France en faveur de Gaucelm de Roquefourcade de deux *casali* compris dans le château de Roquefourcade. Dans le même acte on trouve Frédol de Sala, juge royal (AD Hérault. G 1123, f^oLXIV v^o, art. 79 (vue 72). En 1280, Yves Girard était bayle de Sauve (AD Hérault. G 1126, f^oXLVIII r^o-v^o, art. 1121 (vues 47-48). En 1283, protestation devant Armand, juge royal de Sauve (*Armando, iudice curie regalis de Salve* : « Armand, juge en la cour royale de Sauve ») par Pons Rey, seigneur de Corconne, contre le procès qui se meut devant ledit juge au sujet du mas de la *Valleta*, procès qui devrait être jugé devant sa cour puisque l'examen des causes civiles lui appartient ; suivie d'un appel au sénéchal (AD Hérault. G 1125, f^oCX v^o, art. 844 (vue 112).

45. - Sur l'échange de Montpellier contre la baronnie de Sauve, voir DURAND, 1890 ; FABRÈGE, 1900, p. 307-320 ; ROUQUETTE, 1911, p. 385 ; ROUQUETTE, 1914, p. 424 ; CLÉMENT, 1953, p. 23-24 ; FLEURY 2002, p. 64-65.

46. - Ces actes se trouvent dans l'édition du cartulaire de Maguelone (ROUQUETTE, 1921, de la p. 489, n^o DCCCXLIII (28 décembre 1292) jusqu'à la p. 649, n^o CMLXXXVIII (4 mai 1294). Véronique Bisaro évoque le nombre de 120 actes concernant l'échange, incluant une série de reconnaissances datées des années 1293-1294 (BISARO, 2003, p. 14).

47. - SOUCHON, 2006.

48. - MACÉ, 2008, p. 24. Dans cet ouvrage, Laurent Macé parle de manipulation documentaire, qui serait l'expression d'enjeux politiques et cite en exemple la demande faite en 1227 par Grégoire IX, pour exiger de Raimond II Pelet, seigneur d'Alès, la restitution des archives du comté de Melgueil (ROUQUETTE, 1914, p. 114). Raimond Pelet était en effet l'héritier de Bertrand Pelet (mort vers 1191), qui fut de manière éphémère comte de Melgueil (à la suite de son père Bernard II Pelet, époux de Béatrice de Melgueil), avant d'être évincé par les comtes de Toulouse en 1172. Au moment où la demande est faite, c'est l'évêque de Maguelone qui est alors comte de Melgueil (en substitution des comtes de Toulouse, suite à la Croisade contre les Albigeois). La famille Pelet (des Pelet d'Alès, apparentés aux Anduze-Sauve) possède donc encore à cette date un fonds important réclamé par l'évêque. À la vue du faible nombre d'actes relatifs à la seigneurie laïque du comté de Melgueil conservés dans le cartulaire de Maguelone, on peut se demander ce qu'est devenu ce fonds après 1227. Voir également ROUQUETTE, 1911, p. 354-363.

49. - 108 actes pour être précis, dont plus de la moitié environ sont des années 1250-1280, soit de la période royale.

50. - Le chiffre est donné par l'abbé Julien Rouquette, éditeur du *Cartulaire de Maguelone* (ROUQUETTE, 1912, p. XIV).
51. - La ville de Sauve, par exemple, demeure mal documentée par le seul intermédiaire de ce fonds antérieur aux années 1292-1293.
52. - ROUQUETTE, 1911, p. XXII-XXIII et p. 385.
53. - Pour une mise au point sur les sources historiques de la baronnie de Sauve, voir BISARO, 2003, p. 9-15.
54. - Le terme de baronnie prend progressivement le pas sur celui de baylivie sous la domination des évêques de Maguelone, qui aiment alors s'intituler barons de Sauve.
55. - GERMAIN, 1952, p. 178 ; CLÉMENT, 1953, p. 26 et p. 395 ; CLÉMENT, 2015, p. 56. Simon Fizes, serait originaire de Villeveyrac. D'origine très modeste, il se hisse rapidement dans la haute société, et devient secrétaire du garde des sceaux de France en 1553, secrétaire privé de la reine Catherine de Médicis en 1559. Il occupera plusieurs fonctions prestigieuses dont celle de secrétaire d'État aux affaires étrangères (1567-1579), secrétaire d'État chargé de la gendarmerie (1570-1579), gouverneur de Montpellier en 1573, etc. Sur cet individu, voir GUIRAUD, 1918, p. 383-385.
56. - Des extraits d'un mémoire, réalisé par M. Verduron, viguier général de la temporalité de l'évêque (c. 1670), et baillié au chapitre de Montpellier, retracent quelques échanges et transactions relatifs à la baronnie de Sauve entre 1563 et 1587. D'après ceux-ci, la vente aurait bien eu lieu en 1563 (AD Hérault. G 1688). Un autre document évoque clairement l'aliénation de la baronnie de Sauve faite par Guillaume Pellicier (évêque de Montpellier), en 1565, en faveur du Sieur Fizes, pour la somme de 15 000 livres (Le document en question est un « inventaire des actes que Messieurs du Chapitre Saint-Pierre de Montpellier envoient à monsieur Ruelle pour se pourvoir contre l'arrêt... », dans lequel sont rappelés les échanges et conventions passées entre 1565 et 1618 : AD Hérault. G. 1689). Un acte du notaire Jean Garnier donne encore cette vente à la date du 14 juillet 1563, non pas en faveur de Simon Fizes, mais au profit de Laurent d'Arpajon, seigneur de Roquefort (AD Hérault. 2 E 95/1577, f°38). En 1563, Fizes, comme d'Arpajon, s'étaient en réalité portés acquéreur de plusieurs terres dépendantes de l'évêché de Montpellier, la baronnie de Sauve échouant bien entre les mains de Fizes pour 12 500 livres. Cependant le clergé n'ayant pas consenti à ces aliénations et s'étant plaint au roi du dommage causé à l'Église, des lettres patentes du 7 janvier 1564 permirent aux ecclésiastiques de racheter les biens aliénés. Fizes, appréhendant d'être dépossédé de la baronnie de Sauve, transigea une seconde fois avec Guillaume Pellicier (18 mars 1565) qui lui aliéna à nouveau ladite baronnie pour le prix de 15 000 livres (en fait 2500 livres, les 12 500 livres de la première aliénation ayant déjà été payées par Simon Fizes en 1563 : AD Hérault. G 1683).
57. - Comté acquis avec les baronnies d'Anduze, Saint-Étienne-de-Valfrancesque, Bagnols et leurs dépendances. Sa seigneurie alésienne sera complétée par d'autres acquisitions en 1584 et 1588. Sur ces achats, voir CAILLAT, 2003, p. 4 ; MAURETTE, 1860, p. 191.
58. - FLEURY, 2002, p. 97.
59. - AD Hérault. G 1683. Convention entre monsieur de Castelnau et les procureurs du duc de Montmorency (12 septembre 1592).
60. - AD Hérault. G 1683. On notera que Jean des Ursières de Gaudète, seigneur de Castelnau, beau-frère de Simon Fizes, et Pierre Dampmartin, son neveu par alliance, furent comme le défunt Fizes et à sa suite, gouverneurs de Montpellier. Pierre de Dammartin avait épousé en 1586 Violande (ou Yolande) des Ursières, fille de Jean, seigneur de Castelnau et de Madeleine de Fizes (BONNET, 1934, p. 16* ; GUIRAUD, 1918, p. 646 et p. 662).
61. - AD Hérault. G 1292). Voir la liasse intitulée « Inventaire des papiers de l'évêché détenus par madame de Castelnau à cause du procès de la (baronnie de) Sauve. 1586-1593 », pièce intitulée au revers : « Receu et promesse pour les livres de l'évêché de Montpellier le Général de Ratte, 28 décembre 1596 » : « Jay receu des mains de l'héritier de feu Monsieur l'évesque de Montpellier,

noble Anthoine de Laurier, premièrement le libvre A, contenant deux cens nonante deux fuilletz, plus autre grand libvre cotté B contenant deux cens nonante huict fuilletz oultre six fuilletz escript et aussy deux fuilletz contenant l'indices au commencement dudit libvre [...] Autre grand libvre cotté C, contenant trois cens quarante cinq fuilletz escriptz [...] Item autre grand libvre cotté D, contenant trois cens quarante cinq fuilletz papier escriptz [...] Item autre grand libvre couvert de poste en basanne noyre contenant les homaiges nobles de partie de l'évescque dudit Montpellier contenant deux cens quinze fuilletz le dernier estant a demy couppé de plusieurs noteres, commansent ledit libvre *Ancipit recognitionnum nobilium*. Autre libvre de parchemin cotté G contenant cent septente huict fuilletz escriptz ou cottes sans fermeture. Autre libvre couvert de parchemin in quarto contenant plusieurs reconnaissances de l'évesché receues par Mre. Baronis notaire. Autre libvre couvert de parchemin [...] Autre petit libret cotté H contenant plusieurs reconnaissances. Autre petit libvre cotté I, de mesme format et parchemin. Autre libvre de l'évesché contenant plusieurs tiltres en parchemin commansant de *Venditionibus & donationibus*, couvert de post en basane verte, [...]. Lesquels libvres prometz audit Sieur de Laurier, tenir en mon pouvoir et les rendre quand requis en serait et les deschargé ».

62. - AD Hérault. G 1292. Même liasse que la précédente, pièce intitulée au revers : « Coppie de plusieurs livres de l'évesché que ma esté bailhé par Madame de Castlenau, 9 janvier 1618 (?) » : « Inventaire des livres de l'évesché de Montpellier quy ont esté randues en mains de Monsieur le president de Coumera (?) de Mons. de Merly commi procureur de Monseigneur le duc de Montmorency pair et Maréchal de France, gouverneur pour le Roy au pays de Languedoc, par Mons. de Castelnau, desquelz et dans lesdit Sr de Castelnau est chargé par l'inventere de ce fait. Premièrement ung grand libre en parchemin cotté lettre A, commencent *libertattores Villenove* et suivant *recognitionnes* où sont toutz les membres que dépendent de l'évesché de Montpellier, contenant II^cIII^{xx} trois de fulhetz de l'an M III^c XLVIII [...] ». Ce premier document n'est autre que le registre A du cartulaire de Maguelone (AD Hérault. G 1123).

63. - Ces documents existent peut-être dans des fonds encore inexploités. On pense ici au fonds de la baronnie d'Alès rentré aux AD Gard en 2009 (147 J) mais encore non classé.

64. - AD Hérault. G 1682. Sur le détail du Livre noir donné par cet inventaire voir *infra* Annexe 2.

65. - AD Hérault. G 1683. Bail affectant la baronnie à Henri de Montmorency (17 octobre 1590), incluant la procuration faite au Sr de Saint-Brès (6 octobre 1590) par laquelle le duc lui donnait pouvoir d'enchérir jusqu'à hauteur de 20 000 livres lors de l'adjudication de la baronnie. C'est François de Lacroix, sieur de Saint-Brès qui prend possession réelle de la baronnie pour le duc quelques jours plus tard. Les privilèges accordés aux habitants de Sauve portent sur les fortifications de Sauve, comme sur le château qui seront gérés par les consuls pour la défense commune ; le duc, ni aucun autre seigneur, ne pourra y édifier de citadelle, toutes les terres de la baronnie seront franchises et allodiales, les communaux seront exploités par les habitants comme bon leur semblera, les droits de pêche et de chasse seront octroyés avec un prélèvement minimal, etc.

66. - AD Gard. 1 J 130 ; CAILLAT, 2003 (éd.).

67. - CAILLAT, 2003, p. III (note de présentation du document).

68. - En réalité Montmorency avait mis dès 1591 le comté d'Alès et la baronnie de Sauve dans la dot de Charlotte (FLEURY, 2020, p. 97).

69. - « Parellement ont droit de soustenir lesdites villes et baronnies estre fief indivisible et partant d'ameper quelles soyent desmambrés par alienations (f°3 v°) particulières, ne pouvant estre dixtraites que en blots et seigneur esgal ou plus grand que l'alliéant » : AD Hérault. G 1683.

70. - AD Hérault. G 1684.

71. - AD Hérault. G 1683. Accord passé en 1611, entre monseigneur de Fenouillet, évêque de Montpellier et Charlotte de Montmorency, comtesse d'Auvergne, héritière d'Henri de Montmorency.

72. - Marie-Françoise d'Angoulême (1631-1696), duchesse d'Angoulême, est la petite-fille du couple Charlotte de Montmorency-Charles de Valois. Ces derniers eurent un fils, Louis-Emmanuel d'Angoulême, mort en 1653, soit peu de temps après ses parents, décédés en 1636 et 1650. Il avait cependant eu le temps d'épouser Marie Henriette de La Guiche (morte en 1682). De cette union, est née Marie-Françoise d'Angoulême qui à son tour épousera en 1649, Louis de Lorraine, duc de Joyeuse, d'où parfois sa dénomination « madame de Joyeuse ». À la mort de son père, Louis-Emmanuel d'Angoulême, elle avait obtenu par lettre du 19 juillet 1653 les titres de duchesse d'Angoulême et de comtesse de Ponthieu. Louis de Lorraine quant à lui meurt en 1654. De fait en 1660, lorsque l'évêque réactive une énième tentative de récupération de la baronnie, c'est bien Marie d'Angoulême qui assume les différentes titulatures.

73. - AD Gard. 86 J 168. Procédure pour le viguier de Sauve avec copie de l'acte de provisions de l'office de viguier fait en 1266 (2 copies). Ces copies ne sont pas extraites du *Livre noir*, mais tirées directement du cartulaire de Maguelone. Il s'agit de l'accord passé les nones de juin 1266, entre Guilhem Raimond, viguier de Sauve, et Guilhem de Serre, bayle de Sauve, au sujet de la justice de ladite viguerie (AD Hérault. G 1126, registre D, f° XL v°-XLI v°, art. 1108 (vues 40-41).

74. - Les inventaires réalisés dans la première moitié du XVII^e siècle (sous l'épiscopat de Pierre de Fenouillet, soit entre 1608 et 1652), montrent que l'armoire 6^e des archives de l'évêché contenait « les hommages et dénombrements de Sauve en deux registres reliés et couverts de basane marbré. Le premier coté n° I auquel il y a un cahier détaché contient les hommages, le second coté n° II auquel il y a aussi un cahier détaché contient les dénombrements », sans plus de détail (AD Hérault. G 1113 et G 1114).

75. - AD Gard. 86 J 168.

76. - David Delmas, originaire d'Agde (Hérault), était vicaire général et official d'Agde, charge qu'il cumula avec celle d'abbé commendataire de Sauve. En 1667, il résigna en faveur de son neveu, Henri Delmas, chanoine d'Agde, qui devint à son tour abbé de Sauve, jusqu'en 1712 (GOIFFON, 1884, p. 364-365). À la mort de ce dernier, un inventaire des archives de l'abbaye fut réalisé. Henri Delmas avait emporté plusieurs caisses de documents qui furent retrouvées cachées dans le couvent de Notre-Dame du Grau à Agde (AD Hérault. 1 B 11242). Les rapports qu'entretint cette famille Delmas avec les archives apparaissent donc particulièrement opiniâtres.

77. - L'acte d'inféodation étant assez long on ne citera que le passage concernant le sort des archives des viguiers : « (...) Comme aussy cède et remet audit seigneur évesque / tout ce [Dans la marge : qu'y / lui / pouroit estre deubs pour] le recouvrement desdits titres [phrase barrée] et que ledit seigneur évesque, l'evesché doit, puisqu'au moyen desdits titres ont a fait des liquidations considérables des droits de ladite baronnie et lesquels titres en exécution de la transaction passée, avec ledit seigneur comte d'Alles, et ledit sieur de Valobscure furent deslivrés par feu noble Louis Duranc, sieur de Cabrières, père dudit sieur de Ferrières, à faut messire David Delmas, abbé dudit Sauve, comme procureur dudit sieur Comte d'Alles, ainsy qu'il demure justifié par le receu dudit sieur abbé du 8 mars 1644, et en contre eschange et pour l'indemnité dudit sieur de Ferrières, ledit seigneur évesque luy a cédé, remis et transporté à perpétuité à titre d'inféodation et de fief franc, noble et honoré et sous l'albergue annuelle et perpétuelle de quatre vingt livres tournois, payables à la feste de Noël de chaque année à commencer à celle de l'année courante 1679 et sous la foy, homage et serement de fidélité [et droictz de lodz] scavoir est toute la justice qu'il a, soit haute, moyenne et basse sur le château, terroir et domaines de Valfons, et directes en dépendans (...) » : AD Hérault. G 1689. Notons encore que Louis Duranc n'a jamais pu être viguier, suite à un arrêt obtenu en 1638 par le duc d'Angoulême, portant sur l'incompatibilité de la charge de juge et celle de viguier, (charge appartenant encore à cette date à Hercule de Valobscure, beau-père du sieur de Cabrières : AD Gard. 2 E 56/246, acte du 10 novembre 1638). La lutte acharnée du duc d'Angoulême contre les viguiers de Sauve, aura fini par payer en 1643. Victoire éphémère : après cette transaction de 1679, l'évêque de Maguelone

s'arrogera le droit de créer à nouveau l'office de viguier, au profit d'un membre de la famille Duranc (Jacques Duranc, docteur en droit, signalé en 1687, comme viguier, AD Gard. 2 E 64/835).

78. - AD Hérault. G 1682.

79. - Ce Valobscur n'a rien à voir avec la famille des viguiers de Sauve, c'était un fidèle serviteur du duc de Montmorency. Il est signalé comme tel dans l'accord passé en 1592 entre le duc et madame de Castelnau : « quand à l'unziesme article concernant ledit sieur de Valobscur ledit sieur de Castelnau encores qu'il se sente grièvement intheressé en l'excez que ledit sieur de Valobscur auroit commis à l'endroit de ladite dame de Castelnau sadite femme s'y est ce que pour le respect et obéissance qu'il doit et veut porter à mondit seigneur le duc, lequel affectionne ledit sieur de Valobscur comme son serviteur » : AD Hérault. G 1683.

80. - Voir Annexe 2.

81. - « Plus une liasse de grossoyes en parchemin qui ont esté retirés et acheptés de diverses personnes avec aucunes coppies desquelles les gardiens se sont chargées des origineaux, le tout conserne les droitz seigneurieaux de ladite baronnie et qui n'estoient point dans les archives d'icelle » : AD Hérault. G 1682. Voir Annexe 2.

82. - Voir *supra*, note 59.

83. - AD Hérault. G 1684. Arrêt du Grand Conseil du roi, remettant l'évêque en possession de la baronnie (17 mai et 20 juin 1661).

84. - « Ledit seigneur connestable ayant esté mis en possession pour jouir des rentes de la baronnie & savoir en quoy elles consistoient, il employa le sieur de Valescure, conseiller au présidial de Montpellier, lequel auroit vaqué un fort long temps a la vérification & collationnement des tiltres concernant ladite baronnie, desquels feut fait un grand livre terrier contenant plus de trente mains de papier, écrit en latin, fuit payé pour lui ou pour son greffier la somme de 800 livres » : AD Hérault. G 1684. Mémoire des demandes que fait madame la duchesse de Joyeuse à monseigneur l'évêque de Montpellier au sujet de la baronnie de Sauve.

85. - AD Hérault. G 1638. Liasse de titres concernant Laroque-Aynier. Rappelons que c'est grâce à ce document, signalé par M. Gouron dans le répertoire de la série G, que l'on avait pris connaissance de l'existence du *Livre noir*.

86. - Voir *infra* 2.4 Les analyses d'actes conservés dans le fonds de l'évêché de Montpellier : un apport fondamental.

87. - « Hommage randu par Jean Dorleac au Roy en l'année 1256 ». L'acte est « extrait du susdit grand livre rau en parchemin couvert de post, cotté B et du fuellet CC LXXXXVII a icellui deument collatione par nous conseiller & commissaire soubzsigné, Valoscure commissaire, moy escripvant soubz ledit Sr Roussel pour le greffier signé » : AD Hérault. G 1638, pièce n° 13. Il est intéressant de noter que la transcription de cet acte avait été faite bien avant le procès de 1669-1673, puisque son auteur n'est autre que Valobscur, le rédacteur du *Livre noir*, en 1593. Quant au « grand livre rau », il s'agit en fait du registre B du cartulaire de Maguelone (AD Hérault. G 1124), où l'on trouve effectivement au f°CCXCVIII r°, art. 715 (vue 302) l'acte en question, également édité dans ROUQUETTE, 1913, p. 786-787, n° DCXXIV. On trouve encore, parmi les pièces tirées du cartulaire, une copie de l'érection de la paroisse de Laroque par l'évêque Raymond par amputation de celle de Ganges (1155), tirée du registre D (AD Hérault. G 1126, f°CCLIII v°-CCLIII r°, art. 1311 (vue 253) également édité dans ROUQUETTE, 1912, p. 182-185, n° XCIII), et encore un grand nombre d'actes sous forme de copies et d'analyses relevés dans le cartulaire.

88. - AD Hérault. G 1638, pièce n° 13. Copie des reconnaissances faites au roi en 1293, tirée « d'un livre de nottes de Me Mastieu Lobiere notaire de Sauve, concernant les hommages et reconnoissances faites au Roy au baillage de Sauve, cotté au-dessus *Liber primus Tempore Regis* ». Ce registre disparu, semble correspondre à l'un des deux registres de reconnaissances qui été conservé dans la 6^e armoire des archives de l'évêché. Une ébauche d'inventaire conservé dans une autre liasse de ce même fonds (AD Hérault. G 1477), montre que les documents concernant

Sauve se trouvaient toujours dans l'armoire 6. Non daté, mais sans doute du XVIII^e siècle, le brouillon liste les documents par numéros. Il ne reste plus que le registre de reconnaissances n° 2.

89. - AD Hérault. G 1638, copie papier du XVI^e siècle (?) de l'acquisition du château et de la juridiction par Antoine de Saussan à Pierre Bermond de Sauve et d'Anduze (1227) ; copie sur papier faite le 28 novembre 1669 dans les archives du roi à Nîmes de l'hommage rendu par Aynier, seigneur de La Roque (1270) ; copie du dénombrement par Jean de La Roque (1539), extrait en 1634 « tiré de l'original treuvé aux archifz roiaux de la shenecaucée de Beaucaire et Nismes ».

90. - AD Hérault. G 1638, pièce n° 56 (s. d.), copie en latin, extraite d'un registre de Me Jean Sabatier. Plusieurs registres de ce notaire sont aujourd'hui conservés aux archives départementales du Gard, parmi l'immense fonds du notariat de Sauve (AD Gard. 2 E 64/309-320).

91. - CLÉMENT, 1953, p. 27.

92. - AD Hérault. G 1687. Copie de l'instrument sur les limites du baillage de la baronnie de Sauve le jour avant la fête St Vincens (1293), intégrée dans une procédure au sujet des limites du baillage de la baronnie de Sauve. Cette copie est tirée du registre D, f°XCI v°-XCIII v° où elle est introduite par un court *incipit*, « *Instrumentum limitationis baillivie Salvii* » : AD Hérault. G 1126, art. 1174 (vues 91-93).

93. - AD Gard. 86 J. Les Banne d'Avéjan furent les derniers seigneurs de Sauve, héritiers des Duranc de Vézénobres. Le fonds, constitué de plus de 200 liasses, intègre une trentaine de liasses consacrées à la famille des Duranc de Vézénobres (86 J 31-63) et une vingtaine de cotes contenant les titres de cette famille sur la baronnie de Sauve (86 J 142-168). Les pièces sont plutôt centrées sur les XVII^e et XVIII^e siècles. L'inventaire de ce fonds est accessible à partir du site des archives départementales du Gard.

94. - AD Gard. 86 J 143. Ce compte se présente sous la forme d'un cahier papier de grand format plié en deux, ayant pour titre évocateur : « État général de recepte et dépance que les inthéressés en l'inféodation de parthie des droitz, justice et seigneurie de la baronnye de Sauve et autres droitz, ont dressé et arrêté pour justifier les diverses sommes fraix et impances qu'ils ont esté obligé de faire, soit pour parvenir à l'eschange et inféodation desdits droitz avec la terre et seigneurie de Lavérune, soit pour l'exécution et soutien de leurs titres, depuis ladite inféodation et eschange ».

95. - AD Gard. 86 J 143.

96. - Voir *supra*, note 76.

97. - Pierre Fabre de Quissac, n'est pas un inconnu. Il s'agit d'un bourgeois de Quissac, réformé, marié en 1678 avec Jeanne Villeneuve de Sauve. Notons qu'un homonyme, plus prestigieux, était agent de la duchesse d'Angoulême, baronne de Sauve en 1657 (AD Gard. 2 E 64/773). Il semble qu'il s'agisse du même Pierre Fabre que l'on retrouve en 1669 comme procureur spécialement fondé par l'évêque, en demande de remise de dénombrement sur la personne d'Hercule Duranc, seigneur de Ferrières. Il était accompagné dans cette tâche par Jean Duranc, docteur ès droits, juge de la temporalité du seigneur évêque de Montpellier, en la ville de Sauve, et de Me François Rudavel, procureur d'office pour le seigneur évêque (AD Gard. 86 J 143). Le 19 novembre 1671, François de Valescure, camérier de l'abbaye de Sauve, faisait donation de ses biens à Pierre Fabre, habitant de Montpellier, en raison de ses bons services (AD Gard. 2 E 48/40). Il est encore procureur fondé de l'évêque en 1677 (AD Gard. 2 E 64/830).

98. Le 31 juillet 1697, il dépense 3 livres, 12 sous, pour trois extraits et copies de la requête « remonstrative » dressée par Me Eustache et pour la copie de trois anciens actes en latin (AD Gard. 86 J 143. Art. 41).

99. - AD Gard. 86 J 143. Compte de dépenses, art. 58 : dépense générale de 189 livres et 19 sous. Sur ces frais, quelques-uns seulement sont en rapport à la copie et l'expédition d'actes anciens : recherche, translation et expédition d'un acte de 1292 (12 livres et 12 sous), recherche de l'assise

de l'année 1293 (enquête sur les revenus de la baronnie ?), acte qui n'avait pas été trouvé la première fois (1 livre, 16 sous), etc.

100. - AD Gard. 86 J 143. Art. 68 : « (...) Au Sr Devèze, garde de archives de la baronnne appartenant a la sossieté, la somme de deux cens livres à luy accordée pour son droit de garde et pour les expéditions qu'il doit faire aux inthéressés et autres conditions portées par les actes du quatorse juillet MVI^c quatre vingt quatorze et 27 aoust 1697 et pour les causes couchées dans le susdit préambule du département dudit jour dernier aoust 1697, raporté au chapitre de recepte sous cotté lettre L, à la marge duquel est la quittance dudit Devèze du troisième mars MVI^c quatre vingt dix huit. Cy 200 l. ». Dans l'article 69, il perçoit encore 156 livres, 17 sous, et 4 deniers, pour d'autres services qui ne sont pas liés à sa fonction de garde des archives.

101. - AD Gard. 86 J 143. Art. 71 : Le 31 janvier 1698, Ducros, hôte de Sauve, reçoit 140 livres pour les dépenses faites par monsieur Fabre et d'autres personnes, le 20 décembre 1697, qui avaient été employées à chercher des actes anciens et à dresser des mémoires pour défendre leur droit sur le lods. Art. 80 : 40 livres et 14 sous, sont payées le 10 octobre 1698, à monsieur Fabre, pour s'être retiré à Montpellier et avoir collationné divers actes, expédiés ensuite à monsieur Brunot, avocat au Conseil, et 11 livres et 14 sous supplémentaires pour avoir été à Sauve, pour recouvrer et expédier d'autres actes nécessaires à la même affaire du lods.

102. - Le cahier se termine à l'article 150. Les dépenses les plus récentes datent des années 1707-1708. Il n'y est plus question des archives...

103. - AD Gard. 86 J 143. « 5^e compte de recettes et dépenses faite par le Sr Pourtalès, de la levée des départements de Mrs les acquéreurs des terres de la baronnie de Sauve, des années 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716 et 1717, par lequel ledit Pourtalès est débiteurs de 96 livres 4 s. 5 d. (1^{er} octobre 1721) ».

104. - « J'ai reçu de M^e Peire Pourtalès notaire roial de la ville de St Ypolite faisant la levée du département fait par messieurs les inféodataires de la baronnie de Sauve, le quinsième may dernier, la somme de trois cens livres de partie en ma faveur dans ledit département et a moy due par lesdits Srs inféodataires suivant la convention entre nous passée le unsième dudit moy de may et les contrats receus, Malsac notaire, les 14 juillet 1694 et 27 aoust 1697, pour la garde des archives de ladite baronnie faite par feu mon pere et par moy en conséquence desdits contrats et conventions depuis ledit jour 27 aoust 1697 jusques au 27^e de ce moy inclus qui font seitze années, de laquelle somme de trois cens livres je quitte lesdits Srs inféodataires, ensemble ledit Mr. Pourtalès paient pour eux et de leurs deniers au moien dudit département. Fait à Sauve ce sixième aoust mil sept cens quatorze. DEVESE » : AD Gard. 86 J 143. Ces informations se retrouvent sous l'article 14 du compte de Pierre Pourtalès, déjà mentionné.

Pour en savoir davantage, il faudrait sans doute consulter les registres de Me Malzac, aux dates présumées des contrats (14 juillet 1694 et 27 août 1697 : AD Gard. 2 E 64/911 et 2 E 64/912).

105. - Si la branche des Duranc de Vibrac dispose d'une généalogie solide (PUECH, 2009), la généalogie précise des différentes branches de cette famille reste encore à établir.

106. - Les raisons précises de cette dénonciation sont sans doute couvertes par la possible fonction de receveur des tailles de Pierre Duranc, ce que l'acte ne signale pas. Il exhorte en effet les consuls à procéder à la vérification de ses allégations sous peine de les rendre responsables du retard des allivements et cotisations (AD Gard. 86 J 147).

107. - AD Gard. 86 J 145. Copie de la reconnaissance faite par Raymond Guilhem viguier de Sauve en 1293, tirée du Livre noir.

108. - AD Gard. 86 J 145. Autre extrait de ce même acte, en latin, tiré du grand *Livre Ros*.

109. - AD Gard. 86 J 145. Notule de la seconde copie de la reconnaissance de 1293 : « Extrait du grand Livre Ros, en parchemin couvert de postz cotté par Lettre D et du feuillet trante neuf de ladite reconnoissance appert aussy de même en un petit livre quarré ros en parchemin sans couverte étant au pouvoir du susdit Sr évêque cotté par lettre G, et aux feuillets (...entre ?) cent six et cent sept, et iceux duement collationnés par nous conseiller et commissaire soubz signés

Valobscure, commissaire, moy écrivain Roussel, greffier signés ». Notons que les deux copies de cet acte en latin reproduisent le même incipit : *Recognitio facta per Raymundum Guilhelmum vicarium Salvii, de manso del Vigueyral et pluribus aliis situatis in ballivia Salvii, cum hommagio et sacramento fidelitatis, deputatis domini regis* (« Reconnaissance faite par Raymond Guilhem, viguier de Sauve, du manse du Vicarial, et plusieurs autres situés dans la baylivie de Sauve, relevant du roi, avec hommage et serment de fidélité »). Il y a dans cette liasse, en sus des deux copies en latin, un début de transcription en français (cette transcription est incomplète).

110. - AD Hérault. G 1126, f°XXXIX r°-v°, art. 1106, (vues 38-39). Acte également édité dans ROUQUETTE, 1921, p. 528-530, n° DCCCLXI. Quant à l'autre livre appartenant à l'évêque, coté lettre G, il est également conservé aux archives départementales de l'Hérault (AD Hérault. G. 1132) et l'on y trouve effectivement une copie de l'acte en question (tirée du registre D) aux folios CVI v°-CVII v° (vues 120-121).

111. - De cette période datent sans doute les copies d'un hommage daté de l'année 1312, que l'on retrouve en plusieurs exemplaires dans le fonds d'Avéjan (AD Gard. 86 J 145 et 86 J 168). Aucune de ces copies n'est explicitement extraite du *Livre noir*, en revanche on retrouve bien cet hommage dans le cartulaire de Maguelone (AD Hérault. G 1128, registre F, f° V r° (vues 12-13) : hommage du 2 juin 1312, édité dans ROUQUETTE, 1923, p. 184-186, n° MCCLXXXI). Le fonds d'Avéjan s'avère effectivement décevant pour cette période, les seigneurs de Sauve (famille Duranc, puis d'Avéjan) n'ayant conservé que des pièces de procédures ne faisant aucun usage des archives anciennes. Plusieurs procès, entre seigneurs et consuls de Sauve notamment, émaillent pourtant le XVIII^e siècle, mais ils ont trait à des affaires de préséances (participation au conseil, banc à l'église, feux de joie, processions diverses). Les liasses 86 J 43-47 (correspondances, lettres d'affaires, 1702-1800), 86 J 54-55 (famille Duranc de Vézénobres, affaires diverses, XVII^e-XVIII^e siècles), 86 J 146 (mémoires imprimés, relation avec la communauté de Sauve, XVIII^e siècle), 86 J 154 (communaux, dépaissance, 1654-1783), fournissent un aperçu de ces différents procès. Sur les relations entre les seigneurs de Sauve et les consuls au XVIII^e siècle, voir également ABBAL, 1994, p. 68-85.

112. - POURRET, 1790.

113. - POURRET, 1790, p. 6.

114. - POURRET, 1790, p. 7-8.

115. - « (...) et ce registre, ainsi compulsé sur l'original par deux officiers de justice, méritoit sans doute autant de fois que s'il eût été certifié et délivré par le détenteur des notes du notaire recevant, autant que l'original lui-même » : POURRET, 1790, p. 8.

116. - POURRET, 1790, p. 9.

117. - POURRET, 1790, p. 9.

118. - Ce terme de monument, hérité du latin médiéval « *monumentum* » pour désigner ce qui perpétue la mémoire, qu'il s'agisse d'une construction architecturale ou d'un acte écrit, prend au XVII^e siècle un sens qui nous est encore familier, celui de témoignage écrit dépositaire du passé. Le mot est souvent utilisé par les médiévistes pour désigner un cartulaire ou une typologie particulière de registres, notion de « document-monument » développée par Pierre Toubert (TOUBERT, 1998).

119. - « L'on doit présumer que l'évêque de Montpellier, voulant prévenir la perte des titres constitutifs de son fief, épars chez divers notaires, ou les rassembler dans un seul cahier pour les avoir tous à la fois sous la main, ou bien étant obligé d'en faire usage dans quelques procès, s'adressa [p. 10] au tribunal saisi du litige pour en obtenir le compulsoire, puisqu'on voit qu'un commissaire, nommé à ces fins, remplit cette tâche et forma de tous ces actes, concernant la seigneurie de Sauve, un seul livre auquel il imprima le sceau de l'autorité dont il étoit lui-même revêtu » : POURRET, 1790, p. 9-10.

120. - Cette piste pouvait être envisageable, dans l'hypothèse d'un retour non documenté du *Livre noir* dans les archives épiscopales, juste avant la Révolution.

121. - AD Gard. 1 J 894.

122. - AD Gard. L 2135. Inventaires des papiers des anciens syndics et greffiers du diocèse d'Uzès (13 octobre-6 novembre 1790). Un décret du 12 juillet 1790 contraignait la remise des titres et papiers, mais des résistances se firent jour repoussant ainsi l'opération à la fin de l'année 1790 (ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 1, p. 198, note 3 ; p. 199. Sur la constitution du premier fonds d'archives, voir également p. 218-219).

123. - AD Hérault. 1 Q 915. Dans le Gard les scellés sont apposés aux cathédrales et maisons religieuses à la fin de l'année 1790 (ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 1, p. 282-283).

124. - AD Gard. L 1465.

125. - AD Gard. L 935. Mémoire de Jean Julien (7 novembre 1791). Il est successeur de Jean Malzac (1683-1691), Simon Malzac (1692-1727), Simon Pascal (1727-1763), et Simon Pierre Pascal (1763-1779). Deux autres offices sont signalés, celui de Louis Verdier (mémoire daté du 17 novembre 1791) et celui de Jean Devèze (12 décembre 1791). Par suite du décès de Jean Devèze en 1789, l'office ne fut repris par personne.

126. - AD Gard. Q 333. Reçu de quittance par monsieur Despuech, procureur syndic au district de Saint-Hippolyte, en faveur de Gervais, voiturier : « Sauve, le 13 janvier 1792. Monsieur, A la garde de dieu & par la conduite du sieur Gervais, voiturier de chevaux et par ordre de Mr Dadré, oncle, il vous plaira recevoir deux cabinets contenant les papiers concernant les archives de l'abaye, reçu que les ayés bien conditionnés, lui payerés sa voiture a 6 livres & 4 sous [en] remboursement pour les charges et lui fairés aidée à les décharger et juré fraternnellement. Jouiller, fils. Payé l. 8. ».

127. - On ignore quel avait été le motif du scellé, ni quels étaient la nature et le contenu exact de ces documents (AC Sauve. D 2. Registre des délibérations (1791-An III). Délibération du 6 mars 1792).

128. - Ces volontaires avaient été mobilisés à la suite des troubles royalistes qui secouaient alors la Provence et en particulier les villes d'Arles et d'Avignon. Sur ces événements qui se situent entre mars et avril 1792, voir ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 2, p. 101-175.

129. - Sur les causes et circonstances de ces troubles, voir ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 2, p. 177-185.

130. - À propos de ce soulèvement dans le district de Saint-Hippolyte, voir ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 2, p. 225-231. Des lettres du 2 et 3 avril 1792 expédiées à Sauve confirment ces événements (AD Gard. L 1458. Registre contenant copies des lettres du procureur syndic du 29 octobre 1791 au 5 décembre 1792). Deux autres lettres des 5 et 6 avril, correspondance entre Louis-Marie Ranc et son frère, Valérien Ranc de Brouzet, traitent également de ces troubles. L'une fait état de démolitions au château de Valfonts (« Vous savés le sor de Valfons, on abat aujourd'hui la tour de la maison ») et des exigences des habitants (abolition des censives, restitution de lods, remboursement d'amendes), l'autre traduit une forme d'invitation à l'apaisement : « je ne doute point [mots barrés] que ma personne et mes propriétés seront en seureté je / ferai / tous les sacrifices / possibles / pour le bien de la commune et de tous les habitans individuellement » : AD Gard. 86 J 44.

131. - Louis-Marie Ranc, alors à Doscarès, près de Montpellier, consent aux sacrifices que l'on exige de lui. Il ne doute pas que sa personne et ses propriétés seront en sécurité. Il offre même des fusils à la garde nationale. Le calme est revenu, la maison de Valfonts n'a souffert de rien : Valérien Ranc, sur les ordres de son frère fit abattre les choses nécessaires pour calmer la population (AD Gard. 86 J 44 et 86 J 45). Les archives du directoire du Gard ne contiennent qu'un arrêté du conseil pris contre les dévastations, incendies et autres excès commis dans le département du Gard, daté du 18 avril 1792, soit plus de 10 jours après la fin des troubles (AD Gard. L 1465). Les délibérations du conseil communal de Sauve n'évoquent même pas du tout leur existence. (ABBAL, 1994, p. 95)

132. - AD Gard. L 45, p. 390. Délibération prise le 3 novembre 1792 en assemblée extraordinaire du conseil administratif du département du Gard. Voir également ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 3, p. 18.

133. - AD Gard. L 45. Le rapport lu par Mazer à l'assemblée n'a malheureusement pas été conservé. On notera le zèle des administrateurs puisqu'au cours de la délibération du 26 novembre, le procureur général syndic fit voir qu'il avait en sa possession « un manuscrit de ce genre, appartenant à l'académie de Nîmes ». On décida de le brûler avec les autres papiers.

134. - Les parchemins servaient alors à faire les gargousses (ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 3, p. 101).

135. - AD Gard. L 457. Lettre du procureur syndic du district de Sommières du 12 février 1793.

136. - AD Gard. L 1147. Pour Albert Soboul, la loi du 17 juillet 1793 ne visait qu'à régulariser une pratique populaire attestée dès le printemps 1789 en Picardie et de manière plus générale pendant la Grande Peur de l'été 1789, SOBOUL, 1964, p. 149-150. Notons cependant qu'aucune destruction d'archives ne semble avoir eu lieu avant le début avril 1792 dans le Gard.

137. - Entre le 30 juillet et le 1^{er} août 1793, des échanges de lettres, entre Despuech, procureur syndic du district de Saint-Hippolyte et Troupel, procureur général syndic du département du Gard, font voir que Despuech avait demandé des informations dès le 30 juillet à Troupel au sujet du décret. Troupel signale alors qu'il n'est pas officiellement parvenu à l'administration ce pourquoi il suggère de ne rien faire tant que la loi n'est pas officiellement promulguée. Il précise qu'il espère que le peuple saura être patient et ne se portera à aucun excès coupable qui pourrait résulter de ce décret (AD Gard. L 1561).

138. - AD Hérault. L 2525. Le terme de *patot* ou *patoc*, emprunté à l'occitan, désigne communément un tas ou une petite meule de foin. Ici il s'agit plus vraisemblablement d'un sac ou d'un paquet d'archives, voire d'une grosse liasse encordée comme il était coutume lors du transport des archives.

139. - Un état des remises de titres à incendier montre toutefois que des documents remis aux archives entre le 10 septembre et le 25 novembre 1793 n'ont pas forcément été brûlés. C'est notamment le cas des plans de Saint-Bauzille-de-Putois, aujourd'hui encore conservés dans la série G (AD Hérault. G 2357, 7 plans de section colorés avec parcelles numérotées, du milieu du XVIII^e siècle (ancien plans terriers ?) et G 1654, atlas cadastral en 44 plans avec cartouche aux initiales de l'évêque réalisés en 1786).

140. - AD Gard. L 1460. Lettre du procureur syndic du district de Saint-Hippolyte, datée du 11 août 1793. Ces archives de l'abbaye étaient restées plus d'un an et demi dans les bureaux du district, depuis leur expédition au début de l'année 1792. La gestion de ce fonds par l'administration reste totalement inconnue : on en ignore l'état, à son arrivée, comme on ne peut savoir s'il a pu subir quelques prélèvements opiniâtres au cours de son séjour à Saint-Hippolyte.

141. - AC Sauve. D 2. Délibération du 10 août 1793. François Rouvière avait déjà remarqué la disparité dans les formes et les contenus des manifestations du 10 août qui eurent lieu dans différentes communes du Gard (ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 3, p. 397-398). La simplicité de la cérémonie de Sauve est également évoquée dans ABBAL, 1994, p. 97, note 98.

142. - AD Gard. L 457. Lettre du 23 août 1793.

143. - AD Gard. L 457. Lettre du 23 août 1793, et AD Gard. L 922. Copie de cette lettre, liée avec une expédition du district de Sommières, datée du 2 septembre 1793, qui réitère la première demande restée sans réponse. La communauté de Sommières renouvela encore sa requête auprès de l'administration le 6 octobre 1793, puisque les deux premières étaient restées sans réponse, alors même que les citoyens s'impatientaient de brûler les titres féodaux. Le receveur de l'enregistrement, comme les notaires, voulait également une décharge, ce que le conseil ne pouvait lui donner. Le 27 octobre 1793, nouvelle lettre du procureur syndic du district de Sommières. Une réponse de l'administration du département paraît avoir été faite le 13 octobre

mais on n'en a conservé aucune trace. Le procureur syndic signale par ailleurs qu'il n'a pas encore reçu « la décision qui doit intervenir ». (AD Gard. L 457)

144. - AD Hérault. L 2526. Vente effectuée entre les 9 et 10 fructidor an II de la République (26-27 août 1793), signalée dans le rapport produit par le citoyen Molines, préposé à la vente des papiers et parchemins de la ci-devant chambre des comptes.

145. - AC Sauve. D 2. Délibération du 29 août 1793.

146. - AD Hérault. L 4177. Extrait du procès-verbal des séances publiques du conseil du département de l'Hérault du 2 septembre 1793, en réponse aux observations du citoyen Bosc, notaire de Mèze. AD Hérault. L 4730. Lettre du 3 septembre du procureur général de l'Hérault au procureur syndic de Lodève sur la manière de se débarrasser des actes notariés.

147. - AD Gard. L 922. Lettre de Me. Louis Viala, notaire de Lasalle, du 2 octobre 1793. Dans cette même liasse, on trouve une lettre datée du 17 octobre 1793, par laquelle M^e Guez, notaire de Barjac, adressait encore une demande au directoire du Gard, relative à la procédure à adopter pour les baux à cens. Le secrétaire greffier de la commune de Barjac, lui avait notifié que les actes devaient être rayés pour ne plus être lus. Le notaire remarqua cependant qu'en faisant cela il pourrait ôter la propriété des fonds au preneur ou au bailleur. À quelques jours de l'échéance du délai de 3 mois laissé pour l'anéantissement des titres féodaux (ce délai stipulé dans l'article VI de la loi du 17 juillet, avait été repoussé dans le Gard du 17 octobre au 9 novembre par le retard pris sa publication), certains notaires semblent toujours dans l'attente de réponses claires pour ce qui concerne les actes féodaux mêlés à d'autres, ou à propos des clauses de féodalité qui se trouvent dans des conventions de nature différente (AD Gard. L 1147. Lettre du 15 du 2^e mois an II (5 novembre 1793), reçue par le procureur général syndic du département du Gard). Entre le 12 et le 14 novembre 1793, M^e Batifort, notaire du Grand Gallargues, ayant connaissance de la loi du 17 juillet, publiée le 9 août, signalait aux administrateurs du département qu'il avait en son pouvoir des « actes recognitifs », mais voyant que parmi le grand nombre de reconnaissances passées pour les seigneurs, il y en avait plusieurs liées à des actes publics (reliés dans le registre), il demandait ce qui avait été arrêté sur cette question. Une réponse (absente de la liasse) avait été expédiée le 14 novembre (AD Gard. L 457). Une lettre du 4 frimaire an II (24 novembre 1793), adressée par Perrin, commissaire à terriers de Beaucaire, indique qu'il a interrompu le brûlement des titres pour savoir s'il lui fallait également intégrer dans l'opération les titres de dîmes et péages (ponts et bacs) appartenant aux Chartreux sur le Rhône (AD Gard. L 1147). Le 23 frimaire, an II (13 décembre 1793), Teste, procureur général syndic du Gard, écrivit au district de Beaucaire pour savoir pourquoi Perrin, commissaire à terriers, n'avait toujours pas déféré à la loi dans les délais prescrits... (AD Gard. L 1147) L'embarras se trouvait donc même parmi le personnel que l'administration avait spécialement mis en place pour le brûlement.

148. - AD Gard. L 922. Procès-verbal de remise des titres par François Plantier.

149. - Les sœurs, Charlotte et Jeanne-Marie Vissec-Ganges, comme héritières de Louis-Claude-Marie Vissec-Ganges, récupèrent le 5 Brumaire an XI (27 octobre 1802), en vertu de l'arrêté de radiation du 1^{er} floréal an VIII (21 avril 1800), les épaves de ces archives. (AD Hérault. L 2521. Pièces d'inventaire des papiers remis aux dames Vissec-Ganges en l'an XI)

150. - Le 12 frimaire an II (2 décembre 1793), un décret de la Convention nationale ordonne finalement que les parchemins, livres et manuscrits qui avaient été donnés librement pour être brûlés soient maintenant tenus dans des dépôts, mis sous scellés « jusqu'à ce que la Convention, sur le rapport de son comité, ait prononcé sur leur destination. Le présent décret ne déroge point à celui du 3 brumaire [24 octobre 1793], relatif à la conservation des livres & papiers qui intéressent l'histoire, les arts & l'instruction, quoi qu'ils portent quelques signes de féodalité » : AD Gard. L 1147.

151. - AD Gard. L 457. Lettre du procureur syndic du district de Sommières du 23 frimaire an II (13 décembre 1793).

152. - Par un imprimé du 28 ventôse an II de la République (18 mars 1794), rappelant le décret du 17 juillet 1793, le Comité de salut public invite tous les détenteurs et dépositaires de titres féodaux à les remettre aux greffes des municipalités pour être brûlés. Ceux qui sont convaincus d'avoir caché ou soustrait les minutes ou expéditions qui doivent être brûlés risquent 5 ans de fer (prison) en vertu de la disposition de l'article VII... (AD Hérault. L 4177). Les lois du 7 messidor an II (25 juin 1794) et du 24 prairial an III (12 juin 1795) sont renvoyées pour la forme aux préposés au triage dans les dépôts d'archives. Parmi leurs missions, il reste encore « *l'anéantissement de tout vestiges monarchique ou féodal, justement pros crit sous le règne de la liberté et de l'égalité, ainsi que les autres titres dont l'extinction est ordonnée par l'article IX* ». Parallèlement, il faut aussi conserver des pièces utiles aux propriétés nationales, ou des chartes intéressant l'histoire, les sciences et les arts. L'objectif est, avant tout, de désencombrer les dépôts (premier débrouillement des archives accumulées depuis 1790 dans certains dépôts). Des états (inventaires sommaires) devaient être dressés pour être soumis à l'administration du département. Cependant, les parchemins inutiles sont toujours réservés à la Marine, pour servir de gargousse (AD Hérault. L 2519).

153. - AC Sauve. D 2. Délibération du 29 août 1793. Le délai aurait dû, en principe, être prolongé au 9 novembre, en vertu de la date de publication de la loi dans le département du Gard.

154. - Il existait à Sauve, dès 1790, un Club des amis de la Constitution, qui donnera naissance à deux sociétés en 1792, la Société des amis de la Constitution qui devient la Société républicaine en septembre 1792, plutôt politiquement modérée et la Société du Club populaire ou Société populaire dont le nom même trahit les origines et les orientations (ABBAL, 1994, p. 89 et p. 95-99). À la date du dépôt effectué par Jean Julien, la Société républicaine paraît moins rayonnante que la Société populaire. On sait également que la première se réunissait dans l'ancienne église Saint-Pierre, lieu traditionnel des assemblées communales, alors que la Société populaire disposait d'un autre local dans la ville. Le fait que l'église ne soit pas mentionnée, semble indiquer que c'est à l'instigation du Club de la Société populaire que toute cette opération a été menée.

155. - AC Sauve. D 3. Registre des délibérations du conseil municipal (1793-An V. Procès-verbal du 9 septembre 1793 relatant la déposition des papiers féodaux remis par M^e Jean Julien et brûlés le 8 septembre.

156. - Jacques Declaris (1648-166), Laurent (années 1654-1655, 1656-1663 et 1664-1667).

157. - Reconnaissances pour le seigneur des Gardies, Saint-Félix, Claret et Sauteyrargues, reçues par maîtres Molles et Duranc (1679-1685), du Sr de Vibrac, reçues par Pascal (1753-1754), d'Hercule Duranc de Vézénobres, reçues par Devèze (1675-1677), autre registre de reconnaissances en faveur d'Hercule de Valescure, reçues par Declaris et autres notaires (milieu XVII^e s.), 4 registres de reconnaissances au chapelain de la chapelle mage de Sauve, reçues par Julien lui-même (donc relativement récents), 2 autres cahiers pour le même chapelain, reçues par Molles (1678-1680), 2 cahiers de reconnaissances au profit du Chapitre de Nîmes, reçues par Simon Pascal (1753-1760) et par Campel (Gilles Campel est notaire à Sauve entre 1734 et 1787), 7 autres cahiers de reconnaissances au Chapitre (1661-1721) et encore 6 cahiers de reconnaissances pour les inféodataires du Chapitre (1730-1752), 2 lièves de censives pour les mêmes (mais représentés par Simon Pascal), avec plusieurs mémoires ou sommaires de titres, 2 autres cahiers et une rubrique des reconnaissances, reçues par Séguret (1763-1773), 3 cahiers de reconnaissances pour Raimond Narbonne Pelet, seigneur de Fontanès (1717), un cahier de reconnaissances féodales en faveur du Sr de Ferrières, reçues par Declaris (1621).

158. - Les archives départementales du Gard conservent encore 9 registres de ce notaire qui exerçait visiblement entre 1322 et 1368.

159. - Aucune date n'est donnée pour ces registres, mais les noms des individus mentionnés incitent à penser à des documents relativement récents.

160. - Notons encore que Jean Julien était plus proche des idées défendues par la Société républicaine, et avait fait partie du conseil de la commune entre 1790 et 1792, époque où il

occupait le poste de procureur. Il était également l'un des procureurs des familles Duranc et Avéjan, ce qui peut expliquer qu'il ait été regardé avec méfiance, si n'est avec une certaine hostilité par les hommes alors en place, partisans plus ou moins appliqués de la Convention montagnarde.

161. - AD Gard. E dépôt 208/158. Lettre de la municipalité de Quissac expédiée à Sauve, le 18^e jour du 2^e mois de l'an II (8 novembre 1793) pour savoir comment procéder avec les actes féodaux trouvés dans les registres de notaires. Les documents de la période révolutionnaire n'existent plus dans les archives communales de Quissac (AD Gard. E dépôt 213), si bien que c'est par une pièce isolée du fonds communal des archives de Sauve déposées aux archives départementales du Gard que l'on a pu prendre connaissance de ces éléments. Il faudrait sans doute élargir la recherche à d'autres localités, voisines de Sauve, pour recueillir davantage d'informations sur les brûlements qui ont pu s'y opérer. On pense ici à Saint-Hippolyte-du-Fort dont le fonds révolutionnaire semble hélas plus réduit que celui de Sauve (AD Gard. E dépôt 45). Actuellement il manque encore quelques correspondances entre les cotes d'un ancien inventaire et celles des archives départementales. De plus, de nombreuses pièces semblent en déficit.

162. - « Le directoire a décidé plusieurs fois que les municipalités ne doivent donner aucuns récépissés des titres féodaux qui leur sont remis, le but de la loi est d'anéantir jusques au souvenir de la fidélité et ce serait le perpétuer que de garder des pièces aussi au théautiques qui assureroient leur existence » : AD Gard. L 1460. Registre de correspondance active du procureur syndic du district de Saint-Hippolyte, lettre du 3 frimaire an II.

163. - AD Gard. E dépôt 208/156. Cahier de correspondance de la municipalité, depuis le 24 juillet 1783 jusqu'au 23 pluviôse an II (11 février 1794)

164. - Il est vrai que le fonds des notaires de Sauve aux archives départementales du Gard est l'un des plus importants, tant par sa profondeur historique que par le nombre de registres conservés, avec quelques 80 registres de la fin du XIII^e siècle et du XIV^e siècle, ou encore près de 200 registres du XV^e siècle.

165. - « Dudit jour [29 Germinal an II (18 avril 1794)] les citoyens de la commune ont apporté leurs livres, papiers, manuscrits &a qui ont été remis en dépôt dans les archives de la commune, jusques à ce que la Convention prononce sur la destination de tout ce qui pourroit blesser les principes de la liberté » : AD Gard. E dépôt 208/156. Cahier de copies des lettres de la commune de Sauve, du 14 pluviôse an II (2 février 1794) jusqu'au le 1^{er} germinal an III (21 mars 1795).

166. - AD Gard. L 647.

167. - Outre les nombreux registres de minutes précités, on trouve encore dans le fonds des notaires de Sauve : un « memoyres des instruments féodals concernant plusieurs nobles et autres personnes privés par divers notères », analysant des actes des années 1288-1523 (AD Gard. 2 E 64 1137), un livre de raison contenant la transcription d'actes (en langue d'oc) des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, compilés au XVI^e siècle (AD Gard. 2 E 64 1138), un registre d'actes (1432-1520) concernant noble Marguerite de Vabre (AD Gard. 2 E 64 1139), un « sommaire des directes, censes et usages que le seigneur de Fallonguet de la ville de Sauve a et prend audit Sauve et son terroir », couvrant les années 1312-1587 (AD Gard. 2 E 64 1140), un registre de censives dues à l'évêque de Maguelone (en langue d'oc) des années 1526-1533 (AD Gard. 2 E 64 1441), un cahier d'actes pour monsieur de Claret daté de la fin du XVI^e siècle mais incomplet (AD Gard. 2 E 64 1442), un autre livre de raison du XVI^e siècle, en langue d'oc (AD Gard. 2 E 64 1443) ou encore un livre de censives pour l'abbé de Sauve, du XVIII^e siècle (AD Gard. 2 E 64 1144).

168. - Les registres de délibérations de la commune, comme le fonds d'Avéjan, évoquent plusieurs procédures dont les motifs peuvent aujourd'hui nous apparaître futiles, mais qui étaient chargés de significations pour ceux qui en relevaient la nécessité en ces derniers temps de la féodalité. Les manœuvres du seigneur pour assister au conseil (1756) ou s'y faire représenter par le curé (1788) exaspèrent. Les consuls veulent lui faire payer des impôts sur des terres qu'il estime nobles (1783-1784) : il refuse. Des élections ont lieu, le seigneur les conteste (1765). La justice

ordinaire ne lui convient pas, il tente d'imposer son propre juge (1772). Plusieurs affaires de préséances servent à rallumer les dissensions (banc à l'église, feux de joie, processions diverses). Sur les rapports de la famille Duranc avec les consuls et maires de Sauve, voir GERMAIN, 1952, p. 398-400, mais surtout en dernier lieu ABBAL, 1994, p. 68-85.).

169. - Lors de l'un des procès qui opposait le seigneur de Sauve aux consuls, au sujet des feux de joie, des processions lors du mariage des seigneurs et autres objets de solennités (1761), aucune des parties n'ayant pu faire valoir de titres, c'est sur la tradition que le Parlement de Toulouse jugea le droit. Comme le font remarquer Odon Abbal et Roland Castanet : « c'est un point fondamental du droit d'Ancien Régime qui apparaît ici : en absence d'écrit, c'est l'usage qui compte et un seul précédent peut être considéré comme un usage » (ABBAL, 1994, p. 70-71). L'objet même des conflits, souvent immatériel, explique partiellement l'absence de référence au *Livre noir* ou à d'autres pièces anciennes.

170. - La destruction des titres féodaux visait surtout à abolir à jamais la perception des redevances perçues par les possédants, noble et clergé. Pour Albert Soboul, c'est plutôt dans la période antérieure à 1793, entre 1790 et 1792, qu'il faut chercher les destructions les plus significatives, ce qui expliquerait, en partie, les imperfections constatées lors des brûlements consécutifs à la loi du 17 juillet. SOBOUL, 1964, p. 149 et p. 155-157.

171. - Des archives ont pu être en effet cachées. Lors des émeutes d'avril 1792, plusieurs documents sont découverts alors qu'ils avaient été dissimulés par leurs propriétaires, dans les écuries du château de la Clotte (commune de Salinelles) ou encore dans la basse-cour du château de Teyrargues (district d'Uzès). ROUVIÈRE, 1887-1889, tome 2, p. 192 et p. 221. L'article VII du décret du 17 juillet 1793 prévoyait bien que ceux qui seraient convaincus d'avoir caché, soustrait ou recelé des archives destinées à être brûlées, encouraient une peine de 5 années de fer. Pour échapper à la vindicte ou à la prison, les nobles eux-mêmes détruisent leurs archives ou les emportent avec eux (SOBOUL, 1964, p. 152, note 6). Par ailleurs on a vu, avec l'exemple des archives de la famille Vissec-Ganges, que des fonds ont pu être restitués, partiellement, à leur propriétaire (voir *supra* note 149). L'actuelle sous-série 1 E des archives départementales de l'Hérault contient des épaves d'un fonds de Ganges. Ce reliquat est complété par le fonds du marquisat de Ganges dans ces mêmes archives (sous-série 118 J). Rappelons que la dispersion des archives seigneuriales est la règle, la conservation de fonds homogènes une exception. L'éclatement des fonds nobiliaires est souvent ancien, au gré des changements de propriétaire et des recompositions familiales. À Sauve, la Révolution ne fait que révéler cet émiettement.

172. - Le discours sur les archives n'est jamais univoque, les historiens et les archivistes n'étant pas tous d'accord sur les conditions de préservation/destruction des documents lors de la période révolutionnaire. Pierre Santoni est assez pessimiste sur le sort réservé aux papiers qui étaient encore en dépôt dans les districts et les départements à la suite de la loi du 7 messidor an II (25 juin 1794), y voyant une loi destructrice, permettant leur centralisation afin de faciliter leur disparition (SANTONI, 1994), alors que pour Michel Duchein « la grande vague de brûlements systématiques d'archives s'arrête, pratiquement, avec la Convention thermidorienne » (DUCHEIN, 1992, p. 64). Aucun décompte précis des destructions opérées lors de la Révolution ne peut être apporté pour infirmer ou confirmer l'une de ces positions, et l'enquête « dans les archives municipales et à travers les ouvrages d'histoire locale » qu'Albert Soboul proposait en 1964, apparaît vaine pour Sauve et sa région (SOBOUL, 1964, p. 155).

173. - VENTURINI 2006, p. 22 et note 7.

174. - Les documents du XVIII^e siècle, relatifs à Sauve, sont très nombreux dans le fonds conservé par l'évêché de Montpellier. Ils ont trait à quelques litiges survenus avec les acquéreurs des droits seigneuriaux et sur la perception du lods et des censives notamment (Voir AD Hérault. G 1689-1691 ; G 1693-1695 ; G 1697 ; G 1699-1707). À la fin du XIX^e siècle, l'abbé Saurel constatait cependant qu'à la veille de la Révolution, les droits des évêques de Montpellier sur la baronnie de Sauve n'avaient plus d'importance (SAUREL, 1894, p. V).

175. - Dans la série G, le fonds provenant de l'évêché de Montpellier a fait l'objet d'un inventaire très soigné (du f° 92 à la fin du registre). AD Hérault. 3 T 68. Inventaire des séries A à G, par Eugène Thomas (1841). Les registres de la collection des notaires de l'évêché de Montpellier (inventaires de cette collection, aujourd'hui cotés G 3444-3448) sont par exemple analysés en détail, ce qui laisse entrevoir que ces minutes devaient initialement être intégrées à la série G, fonds dans lequel elles se trouvaient naturellement depuis leur achat au début du XVIII^e siècle (aujourd'hui ces registres dits des notaires de l'évêché sont conservés dans la sous-série 2 E 95. Ils sont tous numérisés). D'autres registres sont analysés dans la partie consacrée au Chapitre cathédral (f°167 r°). Aucun document relatif à la baronnie de Sauve, dont le fonds semble pourtant être anciennement joint aux archives épiscopales, n'y est analysé. De toute évidence cet inventaire est inachevé.

176. - DURAND, 1890, p. 345, note 1. La découverte de ces trois actes est rappelée en 1900 et 1903 par Frédéric Fabrège, dans son histoire de Maguelone (FABRÈGE, 1900, p. 315-316, note 3) et à l'intérieur d'un appendice sur madame Bouisson et le château de Grandmont, publié dans une biographie du professeur Bouisson (CHAVERNAC, 1903, p. LVI, note 2). On signalera que cet auteur, ayant pris connaissance des documents édités par l'abbé Durand, avait fait des recherches aux archives de Sauve. Constatant qu'il n'y avait plus un seul manuscrit antérieur au milieu du XVII^e siècle, il était arrivé à la conclusion que les documents relatifs à la baronnie avaient été entièrement brûlés à la Révolution (FABRÈGE, 1900, p. 316, note 2). Fabrège semble donc ignorer l'existence du fonds de la baronnie conservé aux archives départementales de l'Hérault.

177. - Ces copies furent donc « deuement compulsées sur leurs originaux, tirées du livre noir des archives de la baronnie de Sauve, à nous exhibé et ensuite retiré par le garde dudit livre ; par nous Jacques Darvieu, seigneur de Lacondamine, docteur ès-droits, commissaire à ce député par la souveraine Cour des comptes, aydes et finances de Montpellier, de laquelle commission il en est par nous plus amplement fait mention dans notre procès-verbal, en la présence de Me Etienne Salles, docteur et administrateur, habitant de la ville de Sauve, faisant pour les consuls et communauté de Saint-Félix de Pallières, à ces fins par devant nous deuement appelés, lesquelles copies avons trouvé estre conformes à leurs originaux. Fait à Sauve et dans la maison de Me Jean Devèze, garde desdites archives, ce mercredi onziesme febvrier mil six cens nonante neuf, heure de onze avant midy, et nous sommes signés avec nostre greffier ». Extrait cité dans DURAND, 1890, p. 344-345.

178. - DURAND, p. 364-372.

179. - Au sujet de l'échange de Montpelliéret contre la baronnie de Sauve, voir supra : 1.3. Les évêques de Maguelone et la fixation de la documentation (c. 1293 - c. 1366).

180. - ROUQUETTE, 1921, p. 489-493, n° DCCCXLIII.

181. - ROUQUETTE, 1921, p. 506-512 (n° DCCCXLVII) et p. 513 (note de l'abbé Rouquette). Acte analysé dans DURAND, 1890, p. 349-352.

182. - Le cartulaire de Maguelone contient une suite d'actes qui permettent de comprendre presque tous les ressorts de ces tractations. Voir ROUQUETTE, 1921, p. 513-512, n° DCCCXLVIII, p. 516, n° DCCCLI et p. 518-519, n° DCCCLIV.

183. - ROUQUETTE, 1921, p. 520, n° DCCCLV. Notons qu'un certain nombre de ces reconnaissances faites entre le 28 juillet et le 4 août 1293, sont également conservées dans l'édition du cartulaire de Maguelone (ROUQUETTE, 1921, p. 521-574). Elles avaient visiblement pour but de calculer les revenus du roi dans la baylie.

184. - Le cartulaire de Maguelone ne conserve qu'un acte, daté du 14 août 1293, semblant indiquer que le roi avait déjà soumis à l'évêque l'idée d'un échange contre la baylie de Sauve. Il s'agit d'une offre faite à Bérenger Frédol, des droits que le roi avait sur les Juifs de Sauve pour 40 livres de revenus annuels. Nous sommes loin des 500 livres promises, ce qui incite à penser que cette démarche avait pour but de compléter une proposition plus générale. ROUQUETTE, 1921, p. 575, n° CMLXIX.

185. - AD Hérault. G 1125 (Reg. C.), f° CCXI r°-CCXII r°, art. 1018 (vues 214-215), édité dans ROUQUETTE, 1921, p. 576-581, n° CMLXX : Réponse de l'évêque à la proposition faite au nom du roi de France de lui céder la baylie de Sauve, 20 août 1293). Acte également publié dans DURAND, 1890, p. 364-367 (pièce n° 1), d'après une copie extraite du *Livre noir*. Les différences entre les deux transcriptions sont mineures (orthographe des noms de personne et de lieu).

186. - DURAND, 1890, p. 355-358 ; FABRÈGE, 1900, p. 316-317.

187. - Analyse de l'acte dans DURAND, 1890, p. 358-362.

188. - AD Hérault. G 1125 (Reg. C.), f° CCLXVII v°-CCLXVIII r°, art. 1068 (vue 271) et AD Hérault. G 1125 (Reg. C.), f° f° CCLXVIII v°-CCLXX v°, art. 1069 (vues 273-275), édités dans ROUQUETTE, 1921, p. 582-592, n° CMLXXII : L'évêque ayant refusé une partie de la ville d'Alès en échange de Montpellier, le sénéchal offre la ville de Sauve pour deux cents livres de revenu annuel. Discussion à ce sujet (22-25 septembre 1293). Acte également publié dans DURAND, 1890, p. 367-369 (pièce n° 2).

189. - C'est le fameux Guillaume de Nogaret, conseiller de Philippe IV le Bel, qui aura une influence majeure dans la politique du roi de France à partir de 1295, le point culminant de son action étant bien sûr le coup de force d'Anagni en septembre 1303. On peut considérer qu'il fit ses premières gammes dans la sénéchaussée de Beaucaire avec l'échange de Montpelliéret. Concluantes, elle lui valut de passer définitivement au service du roi. Il est nommé juge-mage de la sénéchaussée de Beaucaire en 1294 et dès 1295, après avoir suivi le roi en Normandie, il entre au Parlement de Paris (THOMAS, 1904, p. 171, notes 4 et 5).

190. - Cet arbitrage sera fait par Pierre de la Chapelle, évêque de Carcassonne, avec l'aide et le concours des sénéchaux de Beaucaire et de Carcassonne. L'évêque de Carcassonne reconnut bien que la valeur de Sauve était trop faible, puisqu'il manquait encore 140 livres, ce pourquoi il assigna, en sus de la baylie de Sauve, la châteltenie de Durfort, les villages de Sainte-Croix et Fontanès, et les revenus de la châteltenie de Poussan. Sur cet arbitrage et ses suites, voir ROUQUETTE, 1921, p. 592-593, n° CMLXXIII, et p. 610-617, n° CMLXXVII. D'autres actes du mois de janvier 1294, permettent de suivre la prise de possession de Sauve par les délégués de l'évêque de Maguelone, puis les prises de possession de Sainte-Croix, Fontanès, Durfort (mai 1294) et Poussan (septembre 1295).

191. - L'abbé Rouquette édite en premier l'acte qui vient à la suite de l'acte daté du 10 des calendes. Il fait donc le choix d'éditer ce qui apparaît être une copie améliorée du premier, mais datée du 9 des calendes : AD Hérault. G 1125 (Reg. C.), f° CCLXVIII v°-CCLXX v°, art. 1069 (vues 272-274).

192. - DURAND, 1890, p. 370-372 (pièce n° 3), acte analysé p. 362-363.

193. - *Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio et die luna proxima post...* (« L'an du seigneur mille deux cent quatre-vingt-treize et le lundi après... ») : DURAND, 1890, p. 370.

194. - AD Hérault. G 1124 (Reg. B), f° CCXCV r°, art. 712 (vue 300), édité dans ROUQUETTE, 1921, p. 520, n° DCCLV : Le sénéchal de Beaucaire nomme les députés qui doivent procéder à la reconnaissance des biens du roi dans la baylie de Sauve, avant de la céder à l'évêque. (12 juin 1293).

195. - AD Hérault. G 1124 (Reg. B), f° CCXCV r°-CCXCVI r°, art. 712 (vues 300-301), édité dans ROUQUETTE, 1921, p. 545-548, n° DCCCLXXVI : Pons Pierre, seigneur de Ganges reconnaît les possessions qu'il tient du roi dans la baylie de Sauve. (3 août 1293). Notons que l'organisation chronologique du cartulaire telle que choisie par l'abbé Rouquette, obligea ce dernier à une énième manipulation du document original, puisque le mandement du 12 juin 1293, initialement attaché à cet acte du 3 août 1293, s'en trouve séparé par huit chartes dans la publication.

196. - AD Hérault. G 1123 (Reg. A), f° CCLXXXV r°-CCLXXXVI r°, art. 329 (vues 293-294).

197. - La note est publiée à la fin de la reconnaissance de Pons Pierre, éditée sous le n° DCCLVI (ROUQUETTE, 1921, p. 521-524, (29 juillet 1293).

198. - AD Hérault. G 1134. Inventaire général des cartulaires, Registre L (c. 1352-1373).

199. - *Eodem anno (millesimo ducentesimo nonagesimo tertio) et die dominica post festum Sancti Petri augusti* (« la même année mille deux cent quatre-vingt-treize et le dimanche après la fête de saint Pierre d'août » = 2 août 1293) pour la reconnaissance de Jean de Saussan et *eodem anno et die dominica post festum Sancti Petri augusti* (« la même année et le dimanche après la fête de saint Pierre d'août »), (3 août 1293), pour celle de Frédol de Laroque. Le préambule déjà mentionné (mandement du 12 juin 1293), se trouve inclus au début de ces extraits de reconnaissances. AD Hérault. G 1638.

200. - ROUQUETTE, 1921, p. 534-536, n° DCCCLXV : Jean de Saussan, coseigneur de Laroque-Aynier, reconnaît tout ce qu'il tient du roi dans la baylie de Sauve. (2 août 1293), tiré du registre B, f° CCXCVI v°-CCXCVII r° (AD Hérault. G 1124, art. 714 (vue 302) et p. 548-550, n° DCCCLXXVII : Reconnaissance faite par Frédol de la Roque-Aynier de tout ce qu'il tient du roi dans la baylie de Sauve. (3 août 1293), tiré du registre D, f° CCXL r°-v° (AD Hérault. G 1126, art. 1293 (vues 239-240). On voit déjà ici que les compilateurs du cartulaire n'avaient pas de stratégie spécifique concernant la baronnie de Sauve, puisque ces deux actes de même nature et se suivant chronologiquement ont été copiés séparément, dans deux registres différents.

201. - POURRET, 1790.

202. - POURRET, 1790, p. 12-23.

203. - ROUQUETTE, 1923, p. 712-723, n° MDLXXVI : Partage du puech de Cressaut, dans la baylie de Sauve (18 mars 1318), acte tiré du registre D, f° CII v°-CV r° (AD Hérault. G 1126, art. 1182 (vues 102-104).

204. - POURRET, 1790, p. 23-26.

205. - AD Hérault. G 1126, registre D, f° CXIII r°-CXV r°, art. 1194 (vues 113-114). Acte de division du puech de Cressaut (3 septembre 1342) ; f° CXI v°-CXII r°, art. 1189 (vue 111). Appel fait par le prieur de Conqueyrac et ses pariers au sujet du tènement de Cressaut (18 septembre 1342). L'année n'est pas indiquée dans la copie du cartulaire de Maguelone, mais il semble logique que la plainte ait été déposée la même année, à la suite de la division contestée. Le *Livre noir* ne donnait visiblement ni le jour, ni la date de la plainte. En revanche, que ce soit dans le cartulaire ou dans le *Livre noir*, la convention passée ultérieurement avec l'évêque ne porte effectivement aucune date (AD Hérault. G 1126, registre D, f° CXIII r°, art. 1193 (vues 113) : sentence arbitrale). Ce second acte est analysé dans POURRET, 1790, p. 26-28.

206. - M^e Jean Dieu (ou de Dieu) est notaire épiscopal de Sauve entre 1325 et 1327 (AD Gard. 2 E 64/201). Aucun registre des années 1340 n'est malheureusement conservé.

207. - POURRET, 1790, p. 8 et p. 10.

208. - AD Hérault. G 1126, registre D, f° C r°-CI r°, art. 1180 (vues 99-100). Compromis et transaction entre l'évêque et Fize, héritière de Guilhem de Brouzet, sur le 5^e des fruits du Puech de Cressaut (17 avril 1347), et AD Hérault. G 1126, registre D, f° CXVII r°-CXVIII r°, art. 1197 (vues 116-117) : instrument de ratification entre l'épouse de Guilhem Cardonet, et 4 autres pariers au sujet du compromis fait sur le puech de Cressaut (23 avril 1347). L'inventaire du cartulaire (AD Hérault. G 1134, f° CLXII (vue 172), signale qu'il devait exister dans le registre F au f° CV, une copie réunissant ces 2 actes (AD Hérault. G 1128, registre F, f° CV v°-CVII r° (vues 112-113). Ces deux actes sont en revanche signalés et analysés, comme extraits du *Livre noir*, dans POURRET, 1790, p. 28-30.

209. - Ce dernier acte publié par l'abbé Rouquette, reste incomplet, comme le reste du cartulaire (ROUQUETTE, 1923-1924, p. 720, n° MDLXXVI). Sur les raisons de l'absence d'actes postérieurs à 1337, voir *infra* 3.2. L'édition Rouquette (1912-1927) : une œuvre monumentale mais incomplète.

210. - AD Gard. 86 J 160. Mention de l'acte de 1236 dans une production faite en 1635 par Hercule de Valescure, viguier de Sauve ; AD Gard. 86 J 168. Autre mention de cet acte dans un « inventaire des actes contenus en ceste liasse et autres concernant l'office de viguier et baillif. 1661 ».

211. - AD Gard. 86 J 160. Mention de l'acte de 1266 dans une production faite en 1635 par Hercule de Valescure, viguier de Sauve ; AD Gard. 86 J 168. Autres mentions dans plusieurs pièces de cette

liasse, avec une copie de l'ordonnance de Frédol de Sala, viguier d'Anduze, au sujet des fonctions et attributions de l'office de viguier de Sauve (en latin). L'original duquel sont issues ces mentions et la copie n'est pas signalé.

212. - AD Hérault. G 1126, registre D, f° XL v°-XLI v°, art. 1108 (vues 40-41). Accord entre Guilhem Raimond, viguier de Sauve, et Guilhem de Serre, bayle de Sauve, au sujet de la justice de la viguerie (incarcération, manière de prêter serment, etc. (5 juin 1266). Frédol de Sala, contrairement à ce que la copie du fonds d'Avéjan laisse entendre, n'était pas viguier, mais juge d'Anduze. Il s'était déplacé à Sauve dans le but de proposer un accord entre les deux parties.

213. - AD Gard. 86 J 168. Copie de l'hommage du viguier de Sauve, 1312 (sans indication de l'original) et AD Gard. 86 J 145. Hommage de Raymond Guilhem, viguier de Sauve, en 1312, copie en latin avec traduction abrégée en français. Cette dernière copie se termine par : « J'ay l'original en mon pouvoir. Duranc de Vézénobres ». Le fait que Duranc de Vézénobres ait possédé un original (grosse ou expédition ?), explique sans doute pourquoi l'on retrouve autant de copies de cet acte dans le fonds d'Avéjan.

214. - AD Hérault. G 1128 (Reg. F), f° V v° (vues 12-13), édité dans ROUQUETTE, 1923, p. 184-186, n° MCCLXXXI : Guillaume Raimond, viguier de Sauve, reconnaît à l'évêque tout ce qu'il tient de lui dans la ville et la baylie de Sauve. (2 juin 1312)

215. - AD Gard. 86 J 168. Copie datée de 1610, livrée sans information précise quant à l'original. Acte édité dans ROUQUETTE, 1923, p. 608-609, n° MDXXXIII : Hommage du viguier de Sauve à l'évêque (27 septembre 1323), tiré du registre D (AD Hérault. G 1126, f° XL r°-v°, art. 1107 (vues 39-40). Une autre copie se trouve au registre F (AD Hérault. G 1128, f° XIII r°).

216. - AD Gard. 86 J 168. Mention seule de l'hommage de 1340, sans copie. Original transcrit dans le cartulaire de Maguelone (AD Hérault. G 1126, f° XLIII r°-XLIII r°, art. 1113 (vues 42-43). Réquisition de noble Raimond Guilhem viguier de Sauve par l'évêque de Maguelone pour sa reconnaissance et serment de fidélité (20 juillet 1340).

217. - AD Hérault. G 1126, f° XXXIX r°-v°, art. 1106 (vues 38-39). Acte édité dans ROUQUETTE, 1921, n° DCCCLXI, p. 528-530 (30 juillet 1293).

218. - AD Hérault. G 1638. Il s'agit du relevé d'actes judiciaires, déjà évoqué dans cet article, sans doute produit lors du procès opposant l'évêque à madame de Cornilhon, héritière de la seigneurie de la Roque.

219. - Le numéro d'article disparaît rapidement (après l'analyse de l'article 6). Les relevés suivent un ordre de lecture entre le f° 308 et le f° 719, puis on passe au f° 122 (erreur pour 722 ?), succincte incursion avant de revenir au f° 729, pour immédiatement après repartir en arrière au f° 699, analyse suivie d'un groupe d'actes conservés en divers folios (f° 92, 162 et suivant), suite à quoi le copiste reprend le registre en son début pour nous livrer un acte qui se trouvait au f° 4 v°, avant, finalement, de faire un nouveau bond jusqu'au f° 484. Le *Livre noir* (ou plutôt sa rubrique) semble avoir été consulté en plusieurs temps, ce qui expliquerait ces allers-retours dans le registre.

220. - Dans le cartulaire, cet acte est introduit par un court incipit : *Instrumentum limitationis baillivie Salvii* (« Acte de délimitation de la baylie de Sauve »).

221. - Le mas d'Aspères, aujourd'hui hameau d'Aspères, commune de Tornac, devait faire partie de la châtelainie de Durfort dont le *castrum* n'était situé qu'à 3 km à l'ouest dudit mas. Comme on le verra avec le dix-septième acte analysé, cet habitat était associé à Saint-Pierre de Sivignac, paroisse encore mentionnée comme telle, d'après Germer-Durand, jusqu'au début du XV^e siècle (GERMER-DURAND, 1868, p. 224). Le prieuré dépendait de l'abbaye de Tornac, le prieur étant nommé par l'abbé. En janvier 1790, la paroisse devait se joindre à la commune de Massillargues avant d'être rattachée à Tornac. Les vestiges encore en élévation de l'église Saint-Pierre (XII^e siècle) sont toujours visibles, inclus dans des bâtiments agricoles. L'église se trouve sur le chemin de la Molière, entre le Mas d'Olivier et le Calendrié, soit à moins de 2 km au nord du hameau d'Aspères (CLÉMENT, 1993, p. 206).

222. - Si l'acte ne porte pas de date, l'abbé Rouquette le place juste après l'instrument de délimitation de la baylie de Sauve. Cette liste des lieux tenus par le roi, dans la baylie de Sauve, paraît en effet avoir été réalisée dans les années 1292-1293.

223. - Également édité dans DURAND, 1890, p. 364-367 (pièce 1 déjà mentionnée). Le relevé de la liasse G 1638, ne désigne pas directement cet acte comme la réponse de l'évêque, mais donne d'abord des indications sur le contenu des échanges (« baillage 58 albergues, 74 mas, censives, estime des lods »), puis signale la date (« 13^e des kalendes de septembre 1293 »), et finalement l'objet de l'acte : « Le procureur de l'évesque fait response sur la valleur des droits que le Roi bailloit à l'évesque au baillage de Sauve où il est marqué qu'il y avoit 58 albergues des chevaliers et qu'il dépandoit du Roi de les prandre ou manger ou bien nbs. ».

224. - L'abbé Rouquette signale également une copie au registre A, f°227 v° (AD Hérault. G 1123, (art. 243, vues 236-237), et une édition antérieure dans SAIGE, 1881, p. 316.

225. - L'analyse donne un indice sur le contenu, que l'on ne retrouve pas dans le seul extrait édité par l'abbé Rouquette, puisqu'il y est question du mas de *Bezours* (alias *Besorn*). Or c'est dans l'acte développé, daté du 31 mars 1307, que l'on trouve cette mention. On ne saurait être certain ici de la corrélation exacte entre les relevés du *Livre noir* et ces actes du cartulaire de Maguelone. En effet, l'analyse prête à confusion, en termes de datation et de contenu. La reconstitution du dossier est d'autant plus complexe que l'édition Rouquette extrait des parties d'un acte pour en créer de « nouveaux ». Ainsi l'acte du 3 février se trouve bien inclus dans l'article 1286. Quoi qu'il en soit de l'ordre précis, ces actes existent bien dans le cartulaire de Maguelone.

226. - Cet acte plutôt succinct a fait l'objet dans le relevé d'une analyse assez détaillée, où les parts des différents tenanciers sont rappelées de même qu'un lods perçu par le viguier d'Anduze en 1276. Le répertoire du cartulaire le classe encore parmi les actes *diversis et sine data* (AD Hérault. G 1134, f° CLXXI (vue 181). La date proposée par l'abbé Rouquette se situe entre la vente du mas de *Bezorns*, le 15 juin 1302, et une série de quittances de l'année 1303.

227. - Cet acte tardif n'a pas été édité par l'abbé Rouquette. Le relevé des actes le signale très brièvement sous l'article n° 25 : « La Cadière. Arnaud de Montoulieu a des censives en la paroisse de la Cadière ». Il ne s'agit en fait que d'une infime partie des biens et revenus vendus à cette date par Arnaud de Montoulieu, les censives de la paroisse de la Cadière étant seulement sommairement mentionnées au f° CIX r° (vue 108) : *Item in parrochia de Cathedra Guillelmus et Enga facit unum sextarium frumenti censuale. Item na Pacaune unam eminam frumenti et omnes predicti census debent portari annuatim in festo sancti Michaelis ad domum dicti domini Arnaldi de Monteolivo* (« De même, dans la paroisse de la Cadière, Guilhem et Enga, donne un sétier de froment de cens. De même Pacaune, une émine de froment, et tous les susdits cens, doivent être portés annuellement à la saint Michel dans la maison dudit seigneur Arnaud de Montoulieu »).

228. - AD Hérault. G 1134. Inventaire général des cartulaires, Registre L (c. 1352-1373). Les actes relatifs à la baronnie de Sauve sont répertoriés entre les f° CXXXV v°-et f° CLXXI v° (vues 146-182).

229. - ROUQUETTE, 1912 ; ROUQUETTE, 1913 ; ROUQUETTE, 1921 ; ROUQUETTE, 1923 ; ROUQUETTE, 1923-1924.

230. - AD Hérault. Cartulaire de Maguelone. G 1123, Registre A, G 1124, Registre B ; G 1125, Registre C ; G 1126, Registre D ; G 1127, Registre E ; G 1128, Registre F ; G 1134, Registre L (inventaire général des six registres du cartulaire).

231. - AD Hérault. Sous-série 27 F : Fonds Joseph Berthelé. La copie du cartulaire occupe les cotes 27 F 7 à 27 F 23. Le fonds a été mis à la disposition de la recherche en 2011.

232. - ROUQUETTE, 1911, p. XXIII-XXIV.

233. GERMAIN, 1881.

234. - Ce but est explicitement exprimé en préambule du *Catalogus* (GERMAIN, 1881, p. 44), comme cela est rappelé par l'abbé Rouquette dans ROUQUETTE, 1911, p. XXIV.

235. - Ce cartulaire aujourd'hui disparu, comprenait 5 registres, dont seul le répertoire, tardif (l'inventaire de Briçonnet, AD Hérault. G 1050), donne encore un aperçu de son contenu. À propos de ce cartulaire, voir également la note de Louise Guiraud sur les ouvrages lodévois de Bernard Gui dans MARTIN, 1900, tome 2, p. 401-406.
236. - Registre A, 317 f° (AD Hérault. G 1123), registre B, 298 f° (G 1124), registre C, 270 f° (G 1125), registre D, 345 f° (G 1126), registre E, 348 f° (G 1127), registre F, 355 f° (G 1128).
237. - AC Montpellier, AA 1. Le manuscrit du cartulaire des Guilhem de Montpellier a été édité une trentaine d'année avant la publication du cartulaire de Maguelone proposée par l'abbé Rouquette (GERMAIN, 1884-1886).
238. - ROUQUETTE, 1912, p. XII.
239. - Pierre Chastang considère les volumes d'Arnaud de Verdale comme des *Kopialbücher*, c'est-à-dire un simple recueil de chartes, très éloigné des ambitions des cartulaires produits antérieurement, appréciation finalement peu éloignée de celle de l'abbé Rouquette (CHASTANG, 2001, p. 15-28 et p. 427).
240. - GALANO, 2017, p. 39, note 2.
241. - AD Hérault. G 1128, f°XCIX v°, art. 1994 (vue 106), édité dans ROUQUETTE, 1921, p. 960-961, n° MCXLIX (28 janvier 1303).
242. - AD Hérault. G 1127 (Registre E), f° CVII r°- v°, art. 1541 (vues 117-118), acte édité dans ROUQUETTE, 1923, p. 463, n° MCCCCLXIV. Une copie, extraite du registre E se trouve dans le registre B (AD Hérault. G 1124, f° CXCV v°, art. 592 (vue 201). Le texte parle de plusieurs cartulaires qui se trouvaient dans la cour de Sauve (*curia Salvii*), dans lesquels étaient transcrits « *multe recognitiones, note et prothocola* ».
243. - ROUQUETTE, 1911, p. XXV.
244. - AD Hérault. G 1134. Inventaire général des cartulaires, registre L, de 229 f° parchemin (c. 1352-1373). Les rubriques par matières sont généralement inscrites à l'encre rouge, en latin, en haut du verso de chaque folio : *de exerciciis et limitacionibus jurisdictionum, de donacionibus et vendicionibus, de transactionibus et arbitriis, de pedagiis et leudis, de judiciis et litigiis, de obligacionibus et solucionibus, de recognicionibus nobilibus, non nobilibus, de diversis* (« Du service armé et des limitations de juridictions, des donations et des ventes, des transactions et arbitrages, des péages et des leudes, de la justice et des litiges, des obligations et des exemptions, des reconnaissances nobles, non nobles, et divers »), le recto indiquant le lieu (*Salvii* pour la baronnie de Sauve par exemple). Voir fig. 10.
245. - AD Hérault. G 1134, f° CXXXV v° (vue 146).
246. - Dans la préface du tome I de son édition, l'abbé Rouquette, signale que cette numérotation était « récente » (ROUQUETTE, 1912, p. IX). Cela signifie qu'elle a pu être réalisée soit au XIX^e siècle, soit au début du XX^e siècle. On verra que la seconde hypothèse paraît plus vraisemblable.
247. - AD Hérault. G 1134, f° CXXXV v° (vues 146-182).
248. - Plus de 150 actes ont été recensés pour le seul *castrum* de Corconne. L'acte le plus ancien de ce dossier est une donation du *castrum* de Corconne, et des *villæ* de Brouzet, Vacquières et Carnas, faite par Bernard d'Anduze en faveur de Guilhem Leteric, datée de juillet 1176 (AD Hérault. G 1123, f° LXXXI v°-LXXXII r°, art. 112 (vue 89). Deux autres actes de la même date sont : une confirmation de cette inféodation par Bermond d'Anduze (AD Hérault. G 1123, f° LX r°-v°, art. 71 (vues 67-68), et une cession supplémentaire de droits en faveur de Guillaume Leteric, inféodataire de Bernard d'Anduze (AD Hérault. G 1124, f° CCXXXI v°-CCXXXII r°, art. 666 (vue 237). Tous ces actes antérieurs à 1293 sont inédits.
249. - CHASTANG, 2001, p. 30, et note 71.
250. - Voir *supra* note 230.
251. - ROUQUETTE, 1912, p. XIV.
252. - ROUQUETTE, 1911 et ROUQUETTE, 1914.

253. - Les mêmes chiffres sont déjà donnés dans l'introduction du tome I du *Bullaire de Maguelone* (ROUQUETTE, 1911, p. XXII-XXIII).
254. - Ces actes apparaissent dans le tome III du cartulaire (ROUQUETTE 1921). De fait, leur introduction, même dans une chronologie tardive ne restituant pas la réelle profondeur du dossier, rend caduque le décompte initial des 800 actes « non édités ».
255. - ROUQUETTE, 1911, p. XXII.
256. - ROUQUETTE, 1912, p. X-XI.
257. - ROUQUETTE, 1912, p. XII-XIII.
258. - ROUQUETTE, 1912, p. XIV. Quant à l'orthographe, autre point sensible dans tout projet d'édition, Julien Rouquette choisi de respecter celle du cartulaire, fut-elle fautive, ne corrigeant le texte que lorsqu'il lui parut vraiment trop défectueux et inintelligible. (ROUQUETTE, 1912, p. XV).
259. - ROUQUETTE, 1921, p. VI.
260. - Les précautions prises par l'abbé Rouquette dans la préface du tome III, quant à la qualité de son impression, se vérifient avec les exemplaires aujourd'hui conservés de ce volume (tiré à 80 exemplaires seulement), où la qualité du papier est particulièrement mauvaise.
261. - Ce fascicule utilise en grande partie le fonds des registres des notaires du consulat de Montpellier (AC. Montpellier. Série BB). Le second fascicule (1380-1404), comme le quatrième (1419-1422), ainsi que tous les autres, du fascicule 6 au fascicule 12, ne sont jamais parus, mais sans doute étaient-ils partiellement avancés, du moins leur contenu déjà relevé par l'abbé Rouquette.
262. - ROUQUETTE, 1922-1927, fasc. 3 (1925), p. VII.
263. - GALANO, 2017, p. 38, note 4.
264. - AD Hérault. Sous-série 27 F : Fonds Joseph Berthelé.
265. - AD Hérault. 27 F 7.
266. - *La Vie Montpelliéraine et régionale* du 1^{er} juillet 1900, p. 2
267. - Dans ce groupe se trouvaient Maurice Teissier, diplômé des hautes études historiques, M. B. Gaillard, bibliothécaire universitaire, M. Teissier père et son plus jeune fils, étudiant à l'Université, et M. l'abbé Léon Cassan, archiviste diocésain, alors en pleine publication des cartulaires d'Aniane et de Gellone (*La Vie Montpelliéraine et régionale* du 1^{er} juillet 1900, p. 9).
268. - Sur la carrière d'archiviste de Joseph Berthelé, voir BONNET, 1928.
269. - Par suite de cet abandon du projet, on craint justement que le cartulaire de Maguelone ne soit jamais imprimé et donc diffusé (PÉLISSIER, 1907, p. 131).
270. - Berthelé renvoie quelques fois au « Manuscrits Germain. Temporel des évêques de Maguelone », référence suivie d'un numéro de tome et d'un folio. Ces documents manuscrits semblent donc bien différents de la publication connue sous le même titre parue en 1879 (GERMAIN, 1879). Il pourrait s'agir de documents consultés par l'archiviste à la Société Archéologique de Montpellier, dont Germain et lui-même étaient membres.
271. - ROUQUETTE, 1911, p. XXII.
272. - « Il y a plus de dix ans, M. F. FABRÈGE, dont on ne saurait trop reconnaître l'érudition, et le dévouement et l'intérêt qu'il apporte à tout ce qui touche aux publications historiques, qui consacre la plus grande partie de sa vie à écrire L'histoire de Maguelone, fit faire une copie du Cartulaire. Cette copie se trouve aux Archives départementales. Mais à quoi sert cette copie ? Qui la consulte ? Qui a lu le Cartulaire d'un bout à l'autre ? Qui connaît ce qu'il contient ? » : ROUQUETTE, 1912, p. X-XI.
273. - ROUQUETTE, 1912, p. XIII.
274. - AD Hérault. 27 F 16. La baronnie de Sauve (tomes XI - XII, première partie : Sauve ; 27 F 17. La baronnie de Sauve (tomes XI - XII, deuxième partie) : Corconne ; 27 F 18. La baronnie de Sauve (tomes XI - XII, troisième partie) : Bragassargues, Ceyrac, Cambo, Cézas, Conqueyrac, Le Cros, Durfort, Fressac, Monoblet, Pompignan, Quissac, Sainte-Croix-de-Caderle, Saint-Félix-de-

Pallières, Saint-Hippolyte-du-Fort, Saint-Martin-de-Sossenac, Saint-Rome-de-Cadière, Tornac, Le Vigan.

275. - AD Hérault. 27 F 19. Ganges (tome XIII, première partie) ; 27 F 20. Ganges (tome XIII, deuxième partie) : La Cadière, Cazilhac, La Coste, Coupiac, Montoulieu, Moulès-et-Baucels, La Roque-Aynier, Saint-Bauzille-de-Putois, Saint-Saturnin-de-la-Roque, Soubeyras ; 27 F 21. Ganges (tome XIII, troisième partie) : Anglas, Brissac, Saint-André-de-Buèges et la vallée de la Buèges.

276. - AD Gard. 147 J. Fonds à ce jour encore non classé.

277. - Référence communiquée par S. Olivier.

RÉSUMÉS

Cette contribution s'attache à mettre en lumière l'existence d'un cartulaire perdu mais dont les archives conservent encore quelques traces. L'origine de sa confection tardive, à la fin du XVI^e siècle, incite à s'interroger sur les conditions de son élaboration, sur l'existence de pièces antérieures à partir desquelles une telle compilation fut rendue possible. L'enquête sur sa disparition concourt à renouveler l'histoire de la région qu'il documentait : Sauve et sa baronnie. Ce document fantôme oblige en effet la mobilisation de nombreuses sources réparties en trois principaux fonds (archives départementales de l'Hérault, du Gard, archives communales de Sauve) qui permettent à divers degrés de proposer une histoire des archives de la baronnie où s'entremêlent histoire locale et sort réservé au *Livre noir* de la baronnie. Le cartulaire nous apparaît sous ce nom dans quelques documents épars qui donnent à voir son contenu. Une source principale, les archives de l'ancien évêché de Maguelone, semble avoir été mobilisée, et plus spécifiquement le cartulaire de Maguelone. Rédigé au milieu du XIV^e siècle, ce recueil de chartes se présente encore sous forme de 6 registres, ayant bénéficié d'un répertoire contemporain (XIV^e s.), d'une édition partielle et d'une copie quasi complète au début du XX^e siècle. Tous ces éléments peuvent ainsi être saisis et interrogés à leur tour pour tenter de redonner vie aux chartes oubliées du *Livre noir*.

This contribution sets out to shed light on the existence of a lost cartulary, of which the archives still retain some traces. The origin of its late making, at the end of the 16th century, tends to question the conditions of its elaboration, and about the existence of previous pieces from which such a compilation was made possible. The survey into his disappearance contributes to renewing the history of the region he was documenting: Sauve and its barony. This ghost document indeed requires the mobilization of many sources divided into three main collections (departmental archives of Hérault and Gard, municipal archives of Sauve) which allow to varying degrees to offer a history of the archives of the barony where intertwine local history and the fate of the *Livre noir de la baronnie*. The cartulary appears to us under this name in a few scattered documents which show its content. A main source, the archives of the former bishopric of Maguelone, seems to have been mobilized, and more specifically the cartulary of Maguelone. Written in the middle of the 14th century, this collection of charters is still in the form of 6 registers, having benefited from a contemporary repertoire (14th century), a partial edition and an almost complete copy at the beginning of the 20th century. All these elements can thus be seized and questioned in turn to try revive the forgotten charters of the *Livre noir*.

INDEX

Index géographique : Sauve, Gard, Maguelone, Montpellier

Mots-clés : cartulaire, baronnie, archives, évêché, Moyen Âge, époque moderne, période Révolutionnaire, édition, copie, Rouquette, Berthelé

Keywords : cartulary, barony, archives, bishopric, Middle Ages, Modern Times, Revolutionary period, edition, copy, Rouquette, Berthelé

AUTEUR

VIVIEN VASSAL

Membre associé UMR 5140 - Archéologie des sociétés méditerranéennes - Équipe TÉSAM